



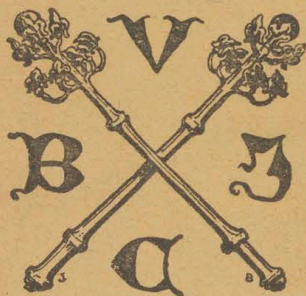
24391

lat komp.

Mag. St. Dr.

P





24391



n

per edycja z r. 1774. o 168 str.  
(Hist. 2810)

30 c.

1897. IV. 120

~~Hist. pol. 8958~~

2  
CONSIDÉRATIONS

POLITIQUES

ET

PHILOSOPHIQUES,

SUR LES

AFFAIRES PRÉSENTES

D U N O R D

ET PARTICULIÈREMENT

SUR CELLES

DE POLOGNE.

---

A L O N D R E S,

---

M D C C L X X I I I .

CONSIDERATIONS

POLITIQUES

ET

PHILOSOPHIQUES

DES

LETTRES

BIBLIOTHECA

D. U. D.

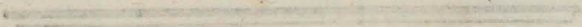


UNIVERSITATIS

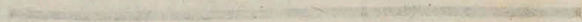
COLONIENSIS

1792

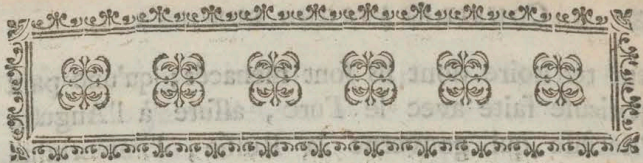
DE COLOGNE



FONDÉE



MDCCLXII



CONSIDERATIONS  
POLITIQUES  
ET  
PHILOSOPHIQUES,  
SUR LES AFFAIRES PRÉSENTES DU NORD  
ET PARTICULIÈREMENT SUR CELLES  
DE POLOGNE.

**C**E qui se passe aujourd'hui dans le Nord fixe l'attention de toute l'Europe: il n'est point de Nations qui n'aient un intérêt, soit présent, soit futur, à l'événement qui doit décider du sort de la République de Pologne; l'Allemagne relativement à sa liberté; la France à cause de l'influence qu'elle a eue jusqu'à présent dans les affaires politiques de toute l'Europe; la Suede & le Dannemarck, parce qu'ils ont des prétentions à faire valoir & des possessions à conserver; l'Angleterre & la Hollande plus qu'aucune autre, vu leur commerce. Un intérêt plus pressant, celui de l'humanité, fait désirer à toutes les âmes sensibles qu'un changement heureux de Gouvernement indemnise les Polonois de la perte d'une partie de

leur territoire dont ils sont menacés; qu'une paix glorieuse faite avec le Turc, assure à l'Auguste Princesse qui gouverne la Russie, l'immortalité que la sagesse de son Gouvernement, ses actions de bienfaisance & d'humanité lui ont déjà méritée; que le Roi de Prusse rassasié de gloire & satisfait de sa puissance, renonçant à de nouveaux lauriers puisse, dans le sein de la paix, éclairer l'Univers par de nouveaux écrits, accroître la richesse de son pays, & assurer pour jamais le bonheur de ses peuples, en les rendant plus actifs, & plus laborieux: que le Chef de l'Empire plus occupé des travaux de la paix que de ceux de la guerre, préfère le titre de grand & de bon Roi, qu'il a déjà obtenu de son siècle, & que la postérité lui donnera, à celui de guerrier célèbre, qu'il ne pourroit obtenir sans faire répandre des larmes à l'humanité.

Un coup d'œil rabide jetté sur tout ce qui s'est passé depuis le commencement des troubles de Pologne, pourra dans ce moment répandre quelque lumière & sur le passé & sur l'avenir. Admirateur des Russes, je ne déguiserai pas leurs torts: comme Politique, je pourrai souvent les louer; comme Philosophe, je me permettrai quelquefois aussi de censurer leur conduite. Touché des malheurs des Polonois, je n'affoiblirai pas leurs fautes. Je rendrai justice à leur bravoure, à leur courage, & je payerai un juste tribut d'hommage à leur attachement pour leur Constitution nationale: mais je me permettrai de critiquer les défauts & les imperfections de cette même Constitution; j'admirerai



leur patriotisme, lorsque je le croirai vrai & sincere: mais je m'éleverai avec force contre celui qui ne fera que le masque de l'égoïsme. Moins d'obstination de leur part, plus de modération de la part des Russes, & peut-être plus de justice dans tous les deux, auroient épargné à l'Europe le spectacle affligeant qui l'occupe aujourd'hui.

Que les Russes aient formé depuis longtems le projet de dominer dans le Nord, c'est je crois ce dont il seroit difficile de douter; mais que ce projet ait été formé par la politique ou par l'ambition, c'est un problème que la suite pourra résoudre; mais sur lequel on peut cependant hazarder présentement quelques réflexions.

La Russie occupe 2000 lieues environ de terrain, d'Occident en Orient & plus de 800 lieues du Sud au Nord; mais il ne contient que 24,000,000 d'habitans: on ne doit donc pas vraisemblablement présumer qu'il soit de son intérêt d'étendre ses possessions en Europe, qui ne peut lui offrir qu'une augmentation de domination qui affoiblirait plutôt sa puissance, qu'elle ne la rendroit plus solide. C'est du côté de l'Asie que ses desirs doivent naturellement se porter. L'Asie lui présente des moyens d'étendre son commerce, un climat plus agréable & des terres fertiles; mais pour se livrer avec sécurité au commerce & à l'agriculture, les Russes ont dû voir qu'il étoit pour eux de la plus grande importance de n'avoir rien à craindre pour leurs possessions d'Europe qui leur servent de limites, & qu'ils avoient pour voisins deux peu-

ples belliqueux d'autant plus redoutables, qu'ils ont de fortes raisons d'haïr les Russes. Ces deux voisins sont les Polonois & les Suédois.

Les Suédois ont été souvent vainqueurs des Russes; les Polonois les ont aussi quelquefois combattu avec avantage; les triomphes des uns ont été; il est vrai, de peu de durée; ceux des autres ont été plus constants. Les Russes, il faut en convenir, ont de grandes facilités de faire la guerre aux Suédois, au lieu que les Suédois ne peuvent attaquer les Russes qu'avec beaucoup de difficultés. Ces difficultés consistent principalement dans l'impossibilité où est la Suede de former des Magasins en Finlande, pays stérile & inculte; les Magasins de la Livonie & de l'Estonie qui leur seroient fermés à la moindre apparence de guerre, les mettroient dans l'impossibilité de faire les approvisionnements nécessaires pour la subsistance de leurs armées. D'ailleurs pour que les Suédois puissent porter la guerre dans la partie de la Finlande, qui appartient aux Russes, il faudroit qu'ils passassent la Mer, & en supposant même qu'ils le fissent, ils ne trouveroient après le débarquement aucune place forte pour s'appuyer. Il n'y en a aucune dans toute la Finlande; mais un peuple brave & courageux surmonte les plus grandes difficultés, & quand il est animé par la vengeance, il n'est pas de barrières qui puissent l'arrêter, point d'obstacles qui soient pour lui insurmontables.

Il étoit donc naturel que les Russes évitassent

toute rupture avec les Suédois; qu'ils missent tout même en usage pour qu'ils fussent dans l'impuissance de faire aucune entreprise sur la Livonie, l'Estonië & en Finlande. Le moyen le plus sûr pour y réussir étoit d'affoiblir le Corps Politique de la Suede, & ce fut aussi celui que la Russie employa avec succès. Sous main elle fomenta la division entre les Sujets & le Souverain, se fit des partisans dans le Sénat qu'elle s'attacha par des largesses & excita le desir effréné de l'indépendance qu'elle fit passer dans leur Cour. Ce desir se communiqua bientôt à tous les ordres de l'Etat, ils n'eurent plus d'autres mouvements que ceux que le Sénat voulut qu'ils eussent, & ce fut la Cœur de Pétersbourg qui régla tous ceux que le Sénat devoit avoir: de maniere qu'on pouvoit dire que c'étoit le Souverain de la Russie qui, sous le nom du Sénat, régnoit sur les Suédois. Ceux-ci avoient un Roi, mais ce Roi étoit sans pouvoir; ce Roi étoit revêtu de la dignité royale, il portoit le titre de Souverain, en avoit les honneurs, sans en avoir l'autorité. De ce gouvernement irrégulier naquit bientôt l'Anarchie, & l'effet de cette Anarchie fut l'affoiblissement de tous les ressorts de l'Etat, & par conséquent une impuissance absolue de rien entreprendre contre les Russes,

Le succès qu'eut en Suede la Politique Russe, & la mort du Roi Auguste III. qui arriva alors, firent prendre au Ministère de Russie la résolution de tenter l'exécution du projet formé depuis longtems, de mettre aussi la Nation Polonoise dans

sa dépendance. Les Russes n'ignoroient pas que la République de Pologne avoit comme la Suede des possessions à répéter, & ils craignoient que s'il arrivoit quelque événement en Suede qui détruisit leur ouvrage, les Polonois & les Suédois s'unissant alors, ne fissent avec succès valoir leurs prétentions respectives & peut-être même reculer les limites de leur Empire. Il étoit donc important pour les Russes que le nouveau Roi qu'alloient choisir les Polonois, dût son élévation, non aux suffrages libres de ses compatriotes, mais à l'amitié des Russes; il falloit que ce Roi ne fût pas un prince étranger qui eût par lui-même une force réelle, comme l'Electeur de Saxe, ni un Seigneur Polonois qui comme les Radziwil, les Sapiéa, les Potoczy, étant riches & puissants, auroient refusé le Sceptre & la Couronne, si elle leur eût été offerte à des conditions qui auroient pu intéresser, de quelque façon que ce fût, la Constitution de leur pays. Le Comte Poniatousky pouvoit prétendre par sa naissance à devenir le Chef de la République: il avoit même des qualités & des vertus qui le rendoient digne de cette place; mais sa jeunesse, son peu de fortune, ses liaisons avec la cour de Pétersbourg étoient plus que suffisantes pour lui ôter toute espérance de réunir en sa faveur les suffrages. La Russie le fa-voit, mais elle savoit aussi que les Polonois n'étoient ni assez forts ni assez puissant pour résister à ses volontés, quand elle employeroit la violence pour les faire exécuter; d'un autre côté il falloit

prévenir les allarmes qu'une telle entreprise devoit naturellement causer aux Puissances voisines ; il falloit même ôter par une apparence de justice & d'humanité aux Alliés & aux Nations protectrices de la République, tout prétexte de prendre sa défense.

Quelque injustes que soient les hommes, ils rougissent de leurs injustices ; de-là vient le soin qu'ils prennent presque toujours de les cacher sous quelques voiles trompeurs qui affoiblissant ses traits, les rend moins odieux. Les Russes déguifèrent la leur à l'égard des Polonois en la revêtant des apparences de l'humanité ; ils ne parurent d'abord en Pologne, les armes à la main, que comme les défenseurs d'une partie des Citoyens opprimés par l'intolérance, qui avoient imploré leur protection. Protecteurs en apparence des Dissidens, les Russes devinrent bientôt en effet oppresseurs de la République.

Ce qu'on nomme en Pologne *Dissidens*, sont les Luthériens, les Calvinistes & les Grecs Schismatiques ; on m'a assuré que ceux de ces trois Religions ne formoient pas en tout présentement quarante familles, la plupart pauvres, & presque toutes très obscures. Les Juifs, les Moraves, les Anabaptistes & les Quakers ne sont pas compris sous la dénomination de Dissidens ; mais sont tous des Citoyens utiles, laborieux & industrieux. Ils viennent d'Hollande, d'Angleterre, de Dantzick s'établir en Pologne. Le Commerce, l'Agriculture & les différents Arts mécaniques, fourni-

rent à leur subsistance: vivant tranquilles, ils enrichissoient leur nouvelle patrie, sans jamais prendre part aux affaires politiques. Une Confédération se forma contre eux en 1696. Un Evêque de Warmie, homme ignorant, superstitieux & fanatique, anima contre ces bons patriotes, le zèle aveugle & inconsideré des Catholiques Romains & obtint en 1699 un Aête qui condamnoit tous les hérétiques à subir la peine de mort, s'ils persisteroient dans leurs erreurs, ou s'ils ne quittoient pas les Etats de la République. Une conduite aussi contraire à la bonne Politique qu'à l'esprit de la Religion que professoient ceux qui la tenoient, étoit en quelque sorte, cependant, autorisée par un Statut d'Vladislas Jagellon qui condamnoit à de rigoureuses peines, non-seulement ceux qui étoient infectés du venin de l'hérésie, mais même ceux qui étoient suspects de l'être.

Les Grecs ne furent pas compris dans cette proscription; on les laissa jouir tranquillement de la liberté de conscience qui leur avoit été accordée en 1340 par Casimir le Grand, lorsqu'il joignit la Russie Rouge aux Etats de la République. Cette Tolérance étoit entière comme celle accordée aux Luthériens & aux Calvinistes; elle étoit même regardée comme une Loi de l'Etat, que les Rois nouvellement élus juroient solennellement d'observer. Après l'Élection du Duc d'Anjou pour remplacer Sigismond Auguste sur le Trône de Pologne, les Ambassadeurs de la République vinrent le trouver en France, lui présentèrent suivant l'u-

sage les *Pacta conventa* & lui demanderent d'en jurer l'observation. Admis à l'audience de ce Prince, un des Ambassadeurs s'apercevant de la peine que faisoit au nouveau Roi celui des *Pacta conventa* qui regardoient les Diffidens, dit à Montluc Evêque de Valence qui avoit été le Chef de l'Ambassade, que la France avoit envoyée en Pologne pour demander le Trône pour le Duc d'Anjou, *Si vous autres Ambassadeurs n'eussiez pas accepté de la part du Prince les Pacta conventa en entier, il n'auroit pas été élu.* Le Roi voulut savoir ce que disoit l'Ambassadeur. *Je dis, Sérénissime Prince,* reprit l'Ambassadeur avec vivacité, *que si vos Ambassadeurs n'avoient pas en votre nom accepté la Tolérance que nos loix accordent aux Diffidens en fait de Religion, notre opposition vous auroit empêché d'être élu Roi, & même si vous ne la confirmez pas, vous ne vous asseirez jamais sur le Trône de la Pologne.* Le Duc d'Anjou jura ce qu'on exigeoit de lui & promit de tenir la main à ce que personne ne fût opprimé en Pologne pour cause de Religion.

Les Diffidens jusqu'à la mort d'Auguste II. ont joui tranquillement, non-seulement de la plus grande sûreté, tant pour leur personne que pour leur bien, mais encore de l'égalité la plus parfaite. Après la mort de ce Prince arrivée en 1733, on voulut réduire cette égalité; on priva les Diffidens de toute activité dans la Chambre des Nonces, dans les Tribunaux & dans les Commissions: on leur interdit toute espece d'assemblée & de

conventicule, & ils furent déclarés incapables de posséder à l'avenir aucune charge de la Pologne & du Grand Duché de Lithuanie ni dans les Diètes ni dans les Jurisdictions; il leur fut même défendu de demander aucune protection aux Puissances voisines & étrangères par eux-mêmes ni par leurs Ministres, sous peine d'encourir les peines portées par les loix contre les rebelles.

Cette conduite tout-à-fait contraire à celle qu'on avoit tenue auparavant à l'égard des Dissidens, excita parmi eux un murmure général, ils crièrent à l'injustice & à la tyrannie; ils eurent des partisans qui écrivirent pour eux, qui demandèrent à quel titre des Gentils-hommes étant élus Nonces pour la Diète, pourroient être exclus étant absens, & cela par leurs freres, dans un pays de liberté & surtout au mépris des anciens usages que les loix de ce même pays approuvoient; qu'il étoit odieux, cruel & tyrannique de vouloir ôter à des Gentils-hommes les prérogatives de l'Ordre Equestre & les réduire à la condition de simples Roturiers en les privant des droits qu'ils tenoient de leur naissance. Les réclamations vives des Dissidens, les clameurs de leurs partisans, la justice de leurs droits, tout fut méprisé & ils resterent privés des honneurs des Citoyens. A la mort du Roi Auguste III., la Russie se déclara pour eux & par là les rendit criminels, puisqu'ils violerent la loi de l'Etat, qui leur défendoit d'avoir recours à la protection d'aucune Puissance étrangere.



Le but de la Russie n'étoit pas de faire rétablir dans ses anciens droits, le parti qu'elle protégeoit; elle vouloit diviser la Nation Polonoise, semer des troubles & former des factions politiques; c'étoit un moyen d'acquérir & de s'affurer une grande influence dans les affaires de la République; elle prévoyoit qu'on auroit recours à sa médiation, & que par là elle se rendroit maîtresse absolue de toutes les délibérations des Diétines, & même des Dietes. L'effet ne répondit point aux vues de la Russie. La protection ouverte & décidée qu'elle accorda aux Dissidens répandit l'allarme & réveilla le zele de la Nation pour les prérogatives de la Religion dominante. Les Evêques, les Sénateurs, les Nonces, c'est-à-dire les Députés des Provinces s'éleverent avec fermeté contre cette opposition. Même le Roi qui devoit son élévation aux Russes, ne se déclara pas pour leurs protégés; mais portant toute son attention à calmer les esprits, il employa toutes sortes de moyens pour qu'on prît le parti de la modération: en même tems il déclara en pleine Diète, qu'il exposeroit son Trône & sa vie pour défendre les prérogatives de la Religion nationale: il ajouta, & on lui en a fait un crime depuis, *qu'on devoit à la justice d'examiner sur quel fondement les Dissidens formoient leurs prétentions, & que c'étoit même un égard dû aux Puissances qui les protégeoient.* Cela se passa après l'Audience que l'Ambassadeur de Russie avoit demandée & obtenue des Etats,

dans laquelle il avoit recommandé les prétentions des Dissidens. Le Ministre du Roi de Prusse avoit fait la même démarche.

Le Nonce du Pape crut qu'il étoit de son devoir de paroître dans cette affaire ; suivant lui, elle intéresseoit directement son Ministère, il demanda Audience & l'obtint ; sa harangue fut vive, elle échauffa le zele de la nation & tous les membres des Etats résolurent de maintenir les prérogatives de la Religion de leurs Peres. On suivit cependant l'avis du Roi, & avant que de décider du sort des Dissidens, on tint des conférences chez le Primat auxquelles les Ministres furent appelés ; on y consulta l'usage & les maximes des autres Etats qui dans la régie du Gouvernement admettent ceux qui professent la Religion dominante. Le résultat de ces conférences fut qu'on offriroit aux Dissidens une Tolérance de culte aussi étendue qu'elle pourroit être compatible avec les Constitutions fondamentales de la République, & on prit pour base du nouvel arrangement le traité de Westphalie qui admet les trois Religions dans l'Empire.

Le Général Goltz étoit à la tête du parti des Dissidens, il en étoit le Chef, & les Russes le dirigeoient ouvertement ; il déclara que sans l'admission dans le Sénat, tout autre proposition seroit superflue ; alors les opinions se ranimerent contre les Dissidens, & on résolut de renouveler les peines portées par les anciennes Constitutions.

Le terme de la Diète expira & les animosités subsisterent avec d'autant plus de force qu'elles avoient moins d'occasions de se manifester.

On accuse les Polonois d'être superstitieux & fanatiques; mais la conduite qu'ils ont tenue à l'égard des Dissidens ne prouve pas qu'ils le sont. Ils n'ont fait que ce que font les Gouvernemens les plus sages de l'Europe: les Anglois, les Hollandois, les Suédois, & cette partie de l'Allemagne, qui suivent la Confession d'Augsbourg admettent-ils dans le Conseil de la Nation des personnes qui professent la Religion Romaine. L'Impératrice de Russie n'exige-t-elle pas dans ses Ministres & dans son Sénat la profession du culte Grec? pourquoi voudroit-on exiger des Polonois ce que la Politique & un usage constant réprouvent dans les autres Gouvernemens? Comme les autres nations tolérantes, la Nation Polonoise à offert aux Dissidens une tolérance entiere, telle qu'elle est permise & autorisée par ses anciennes Constitutions, c'est-à-dire, telle qu'elle étoit avant le regne d'Auguste III. La conduite des Polonois dans cette occasion fut celle d'un Peuple sage qui faisoit pour les Dissidens tout ce qu'exigeoit l'humanité la plus bienfaisante. La Russie ne pensa pas de même, ou du moins feignit de ne pas en juger ainsi; elle n'avoit été ni partie contractante, ni partie accédante, dans le traité d'Oliwa; cependant elle réclama en faveur des Dissidens le traité d'Oliwa. Dans ce traité, le culte des trois Religions, la Luthérienne, la Calviniste & la Grecque y est stipulé

& autorisé dans la Prusse Royale, soumise autrefois à l'Ordre Teutonique, & la Russie voulut que ce même traité eût son effet pour tous les Diffidens établis dans toutes les autres parties de la République; d'ailleurs, en invoquant en faveur des Diffidens le traité d'Oliva, c'étoit précisément donner à leurs adversaires un moyen plein de force de les combattre, puisque l'usage a prévalu contre le droit légitime des Catholiques Romains, qui, quoiqu'appelés aux fonctions publiques par le traité, n'en exercent aucune. Les Diffidens qui leur sont supérieurs, les en ont toujours éloignés.

Si, on réfléchit avec attention à la conduite des Russes dans l'affaire des Diffidens, on ne pourra s'empêcher de leur demander sur quel principe moraux & politiques ils se sont crus en droit d'imposer des Loix aux Polonois? comment ils ont acquis celui de s'ingérer dans l'administration intérieure de la Pologne, & si c'est l'amour de l'humanité qui les a fait agir? Comment allier ce sentiment avec les effets funestes qu'il a produits! Jamais l'amour de l'humanité ne portera à mettre le trouble & la désolation dans plus d'un million de familles; jamais les devoirs de l'humanité ne consisteront à protéger la plus petite partie d'une Nation qui n'est pas opprimée, contre tout le reste de cette même nation qui, par amour pour son culte, ne veut être gouvernée que par ceux qui la professent.

Si on juge les Russes d'après les principes de

la Politique, rien ne leur étoit plus contraire que la demande qu'ils faisoient de l'égalité pour les Dissidens; car cette égalité une fois établie, comme anciennement, il pourroit arriver qu'un Grec assuré du secours de la Russie, se mît au nombre des Candidats lors de la vacance du trône. Que ce Grec qui auroit occupé les grandes charges de l'Etat, eût des partisans & fût élu, & que par un principe de reconnoissance, ou peut-être par un sentiment fanatique, il voulût alors établir en Pologne sa Religion, en la place de celle du pays, & ensuite se rendre lui-même vassal de la Russie, afin d'assurer à sa Religion un puissant soutien. Jean-sans-terre, ne s'est-il pas reconnu vassal du Pontife de Rome ?

Mes Lecteurs me permettront encore quelques réflexions: elles viennent naturellement à la suite de ce que nous venons de dire. La légitimité des droits des Dissidens ne pouvoit pas même excuser la conduite des Russes; car toutes les prétentions de leurs protégés devoient cesser d'être considérées comme justes dès moment que l'intérêt général de la nation paroïssoit demander leur anéantissement: d'un autre côté, un Etat quel qu'il soit, ne peut jouir d'une véritable tranquillité, si ses charges, ses emplois, ses dignités ne sont pas uniquement possédés par ceux de ses membres qui professent les Dogmes reçus par toute la nation. C'est une maxime reçue en Politique que dans tous les pays il faut qu'il y ait une religion dominante & que les honneurs des ci-

toyens n'appartiennent qu'à ceux qui la professent ; car alors n'y ayant plus de rivalité entre les différentes religions, il ne peut plus y avoir ni trouble ni confusion dans l'Etat ; la jouissance entière de la Tolérance & de tous les droits du citoyen est la seule chose que peuvent raisonnablement exiger ceux qui ne suivent pas son culte ; & la seule chose aussi que la saine politique du gouvernement peut leur accorder. En Angleterre un simple soldat, un simple commis de la Douane professe la Religion Anglicane ; mais un Presbiterien, un Anabaptiste, un Juif, un Catholique Romain même, est avec sécurité cultivateur, commerçant ou manufacturier, il peut posséder des maisons, des terres, des vaisseaux ; il est protégé, défendu par la loi comme l'Anglican ; comme lui aussi il est honoré & considéré dans la Société. C'est ainsi que la Tolérance devient utile à l'Etat sans jamais pouvoir lui être nuisible. Ce n'est pas l'ambition des richesses qui fait les mauvais citoyens, mais celles des honneurs, des places & des dignités. Ce fut la concurrence de Guise & de Colligny & non l'amour de la religion qui fut le principe de cette Ligue odieuse qui causa tant de maux à la France.

L'élévation du Comte Poniatouski au trône dont nous parlerons dans la suite, & la protection accordée aux Dissidens par les Russes dont nous venons de parler ; enfin ces actes de violence qu'ils exercèrent, poussèrent les Polonois à bout ; ils

eurent recours au remede que la loi permettoit d'employer; ils se confédérèrent.

Mais avant de parler de la Confédération qui se forma en Pologne pour s'opposer à l'entreprise des Russes, il nous paroît convenable d'expliquer ce qu'on doit entendre par Confédération. Une Confédération légale n'est que la réunion de ceux qui ont part à la législation: on en distingue trois especes, celles qui sont formées en faveur du Roi, celles qui lui sont contraires; enfin celles qui attaquent toute la République.

Lorsque tout l'Ordre Equestre se confédere & qu'il a le Roi à sa tête, l'assemblée de la Confédération differe peu du grand conseil de la nation, le Maréchal qu'elle a nommé y préside, tous les Nonces y votent, ils ont le titre de conseillers & en remplissent les fonctions jusqu'à la dissolution de la Confédération.

La Constitution de 1609 autorise les Confédérations qui se forment contre le Roi, lorsqu'il a enfreint les loix ou ses *pacta conventa*, ou si encore il refuse d'écouter les remontrances des deux ordres de la République.

Les Confédérations contre toute la République sont celles de l'armée: elle refuse, alors d'obéir aux grands & aux petits Généraux, elle choisit un Maréchal & s'oblige à lui obéir en tout. Ces Confédérations sont les plus dangereuses, surtout en tems de guerre. Celle de 1717 commit pour plus de 190 millions d'exactions.

Quand les Polonois se sont confédérés en der-

nier lieu; le motif de leur Confédération a été de secouer le joug que la Russie vouloit leur imposer. C'est un héroïsme qui mérite certainement l'admiration; car braver la puissance des Russes prête à les écrasser, avec les seuls reffources que la vertu & l'amour de la Patrie suggerent, c'est une résolution qui mérite de grands éloges. Injustement a-t-on traité les Polonois Confédérés de rebelles; on a plus fait encore, on leur a contesté le pouvoir de se confédérer. Avancer une telle opinion, c'est certainement avouer qu'on ne connoît ni le droit particulier de cette nation, ni ses loix ni ses coutumes. Les Polonois ne font-ils pas eux-mêmes leurs propres législateurs? ce seroit une chimere de vouloir contester ce principe, & de ce principe ne s'ensuit-il pas qu'ils sont en droit d'annuller & de détruire leurs propres loix? *Qui fait la loi peut la détruire*, est un axiome reçu dans toutes les nations.

La Russie a usé de violence pour faire faire aux Polonois des loix; ces loix manquoient du caractère de légitimité qu'elles doivent avoir dans un pays de liberté, & que le consentement libre du législateur peut seul leur donner. La liberté des Polonois n'étoit pas détruite, elle n'étoit qu'opprimée. La loi de la nature les autorisoit à secouer le joug de l'oppression, & la loi de leur pays leur indiquoit le moyen légitime qu'ils pouvoient mettre en usage; leurs peres s'en étoient servi plusieurs fois, & jamais, lorsqu'ils s'étoient confédérés, on ne les avoit accusé du crime de rebellion.



Il y a plus, tout peuple qui s'éleve contre l'oppression, qui prend le glaive contre ses tyrans ne peut être taxé d'être rebelle. C'est une maxime dont, il est vrai, on pourroit abuser, mais qui pour cela n'en est pas moins vraie. Car les hommes en se réunissant en société, en se soumettant pour le bien général au pouvoir d'un seul ou de plusieurs, n'ont jamais pu se dépouiller de la liberté qu'ils tenoient de la nature, ils se sont soumis aux loix, mais jamais à aucun pouvoir étranger à la loi. Quand le Peuple Helvétique secoua le joug de la Maison d'Autriche, quand les habitans des Provinces-Unies refuserent d'obéir au Roi d'Espagne, ni les uns ni les autres ne furent point taxés de rébellion: on ne vit en eux que des sujets qui n'avoient plus de maître, & dont le maître en violant le pacte qu'il avoit fait, les avoit lui-même affranchis du serment d'obéissance qu'il avoit reçu d'eux. Il n'en fut pas de même des Ligueurs en France, qui se confédérèrent pour chasser du trône leur légitime souverain: c'étoit de véritables rebelles, parce que le prince qu'ils refusoient de reconnoître, n'étoit ni un mauvais prince ni un tyran, & le seul reproche qu'ils pouvoient lui faire, étoit de ne pas suivre le même culte qu'eux: ce qui n'étoit point contraire aux loix de l'Etat, tandis qu'eux ils les violoient en voulant appeler au trône un étranger qui n'y avoit aucun droit.

Cette digression est étrangère à l'objet que nous traitons; mais elle pourra servir à détromper de

l'illégitimité des Confédérations des Polonois, elles seroient légitimes même contre leur roi, s'il violoit les loix, s'il n'observoit pas les *pacta conventa*, à plus forte raison doit-elle l'être à l'égard des étrangers dont les Polonois ne sont ni tributaires ni vassaux. La qualification de rebelle suppose une relation, un rapport de celui qui a le droit & qui commande, à celui qui est dans la simple obligation de se soumettre & d'obéir, & dans aucun tems les Russes n'ont eu lieu de parler aux Polonois dans les rapports du Souverain. *De qui tenez-vous & comment avez-vous acquis le pouvoir de nous commander, peuvent leur dire les Polonois? Nous avons été vos alliés, nous avons été vos ennemis, nous avons fait des traités avec vous; ces traités ont terminé des guerres que nous vous avons faites & dans tous ces traités la République a traité d'égal à égal avec la nation Russe & ce n'est pas ainsi que les Souverains en agissent avec leur sujets.*

Au reste ce sont plutôt les partisans des Russes que les Russes eux-mêmes qui ont qualifié les Polonois de rebelles. L'Impératrice de Russie est trop connue par sa sagesse, sa modération, sa justice & son humanité pour qu'on puisse la soupçonner d'avoir même autorisé que ses sujets manquaissent aux égards dus à une nation respectable par son courage & qui jouit du privilège unique de choisir ses Rois; c'est aussi à son insçu que ses ministres & ses généraux ont

fait effuyer à la Pologne des traitemens aussi injustes que rigoureux. Il est si rare d'être juste quand on a la force pour soi, si peu ordinaire d'être humain, quand on fait la guerre, qu'il n'est pas étonnant que la Pologne ait vu ravager ses temples mêmes, fouillés & pillés par les Russes.

A la mort d'Auguste III les Russes avoient donné l'exclusion à tout candidat étranger, & fixé le choix que la nation devoit faire sur un piast, c'est à-dire un national: ce fut une atteinte portée aux prérogatives de la liberté d'indépendance dont a toujours joui la Nation Polonoise depuis qu'elle a détruit chez elle l'hérédité du trône. Elle a trouvé souvent des Rois magnanimes dans les nations étrangères & qui ont fait son bonheur; elle en a trouvé dans son sein qui ont également illustré ses annales, mais aucune Puissance ne s'étoit encore cru en droit de prescrire aux Polonois sur cet objet, la règle de leurs résolutions. Les recommandations, les negociations, les discussions amicales ont toujours été & feront toujours les ressorts admissibles dans le tems d'un interregne. Les Russes sont les seuls qui ont violé ces usages, que toutes les autres nations avoient toujours respectés. Les Russes, au mépris du Droit national d'un peuple dont ils se disoient les amis, ont envoyé un Ambassadeur avec une armée pour négocier. La nation a vainement réclamé contre cette conduite violente, elle a insisté sur l'évacuation des troupes étrangères. Les Russes ont étouffé

toutes ces réclamations & ont déterminé despotiquement dans les Provinces comme dans la Capitale, l'objet des seules délibérations auxquelles on devoit se conformer. Ils ont fait plus encore, ils ont pros crit ceux qui leur dépla isoient. Le prince Radzivil le plus puissant de l'Etat en a fait la triste expérience. Possesseur d'un grand territoire, jouissant de 2,000,000 de revenu, pouvant mettre sur pied une armée de 20000 hommes, il a été obligé de fuir; ses châteaux ont été pillés; son argenterie a été enlevée; une très belle Bibliothèque qu'il possédoit a été transportée en Russie. Il est présentement en Allemagne. La Russie lui a fait proposer il n'y a pas longtems, de lui rendre tous ses biens, son argenterie & même jusqu'à sa Bibliothèque, s'il vouloit revenir dans ses terres & se reconnoître son vassal. La réponse qu'il a faite à cette disposition, auroit été celle d'un de ces héros de l'ancienne Rome. *Je suis né libre, a-t-il dit, mes ancêtres l'ont toujours été, & je veux mourir libre.* Ces ancêtres avoient en quelque façon prévu l'état malheureux où il se trouve aujourd'hui. Douze Apotres d'or massif d'un pied & demi chacun de haut qu'ils avoient fait fabriquer & qui étoient déposés dans l'église de Dicvich, l'une de leurs terres, & que le Doyen de cette Eglise étoit obligé de représenter tous les ans au prince régnant de Radzivil; voilà la seule ressource qui lui reste. Aussitôt que le Prince de Radzivil a vu la guerre s'allumer dans son pays & les Russes y donner des loix, il prévint qu'il ne tarderoit pas lui-

même à éprouver de leur part les plus grandes injustices; il fit donc transporter secrètement à Munich ses douze Apôtres où il les a mis en dépôt. Quatre seulement ont été fondus jusqu'à présent: il lui en reste encore huit qui auront le même sort. Cinquante Gentils-hommes Polonois qui se sont expatriés volontairement pour le suivre, trouvent en lui un ami généreux qui fournit abondamment à leur entretien & à leur subsistance.

Quand les Russes eurent affermi leur pouvoir par la terreur, ils firent procéder à l'élection du seul Candidat qu'ils avoient proposé. Le Comte Stanislas Poniatousky, grand Panetier de Lithuanie fut élu: il pouvoit prétendre au trône, mais il n'a dû son élévation qu'aux procédés violents des Russes; il auroit été plus flatteur pour lui de ne tenir son sceptre que du suffrage libre de ses compatriotes. Je ne dissimulerai pas que cette acte de violence de Russes auroit pu cependant être salutaire à la Pologne. Le Comte Poniatouski réunissoit l'estime & les éloges de ses concitoyens, il étoit distingué par son zèle, par ses lumières, par les qualités qui caractérisent le bon Patriote, & par les vertus qui font les bons Rois. Elevé sur le trône, il ne s'occupa que du bonheur de sa nation. Les abus extirpés par ses soins, de l'administration de la justice; l'ordre & l'économie rétablie dans les finances; des projets utiles; les talens & les arts encouragés ne laissoient entrevoir à la Pologne qu'un avenir heureux, & les Russes auroient certainement mérité la reconnois-

fance de la nation, si leurs opérations avoient été suggérées par des motifs qui eussent des rapports à la gloire & à l'avantage de la République; mais leur intérêt particulier les avoit seul guidé.

Cet intérêt demandoit que la Pologne eût un Roi isolé, exposé à la jalousie de sa nation, que le besoin de soutien mît dans la dépendance absolue des Russes; que ce Roi n'eût aucune existence politique avec les autres Cours de l'Europe, afin qu'il ne pût avoir d'autres impressions que celles que les Russes voudroient lui donner. En se rappelant ce que nous avons dit au commencement de cet ouvrage, on connoitra aisément de quelle importance il étoit pour la politique Russe que les Polonois n'élevassent pas sur le trône, un Prince de la maison de Saxe ni même un Membre puissant de la République.

Les Russes avoient cependant déguisé leurs véritables sentimens: les expressions les plus flatteuses & les plus avantageuses avoient trompé jusqu'au Roi-même; la jalousie seule, toujours irritée par le mauvais succès de ses tentatives, & les funestes penchans qui portent quelquefois les hommes à ne prendre aucune part aux intérêts publics, n'avoient pu produire que quelques foibles murmures contre l'élevation du Comte de Poniatousky. Plus injustes ensuite à son égard, on le rendit responsable de la conduite des Russes, au lieu de le plaindre de la triste nécessité, où il s'étoit trouvé d'avoir besoin de leur soutien pour se maintenir sur le trône, d'où la jalousie intéres-

ressée de ses compatriotes vouloit le faire descendre.

Une prétendue illégalité qu'on alléguait contre son élection fut le prétexte dont on se servit pour donner quelques apparences de justice à cette entreprise. La présence des Russes, on ne peut le nier, donnera toujours une apparence de contrainte à son élection. Aussi les Confédérés l'ont-ils fait valoir dans leur Manifeste. Une autre raison qu'ils ont aussi fait valoir, a été l'opposition des Palatinats de Lublin & de Czerniechowie. Suivant les Constitutions de Pologne, l'unanimité est nécessaire pour rendre une élection légitime; mais cette unanimité est-elle possible dans une République, où l'intérêt personnel, la haine, la jalousie forment des tourbillons orageux que la liberté même semble autoriser en même temps qu'elle les rend presque inévitables d'ailleurs. De toutes les élections qui ont précédé celle du comte Poniatousky, quelle est celle où les suffrages aient été plus unanimes & moins compliqués? mais ce qui seul suffiroit pour anéantir l'illégalité prétendue de cette élection, c'est que tous les chefs des mécontents se sont soumis & en ont reconnu la légitimité: elle a été reconnue de même par toutes les Puissances de l'Europe. Nous rapporterons ici ce qui est arrivé lors de l'élection d'Uladislas VII. Un seul Gentilhomme s'opposa à l'élevation de ce Prince au trône. Qu'avez-vous à lui reprocher, lui demanda-t-on? rien; mais je ne veux pas qu'il soit Roi. Après quelques heures, il se désista de son

opposition & Uladislas fut élu. Quel étoit le motif de votre opposition, demanda le nouveau Roi au Gentil-homme opposant? De voir, répondit-il, si notre liberté subsistoit encore: je suis content & vous n'aurez pas de meilleur sujet que moi.

Les Polonois se font élevés & avec bien plus de raison contre la conduite que les Russes ont tenue à l'égard de la Courlande. Ce pays tient à la Livonie, il a toujours été Vassal de la Pologne & les Russes y ont exercé les Droits Souverains qui ne peuvent émaner que du Roi & de la République de Pologne. Le Sérénissime Prince de Saxe y régnoit, il avoit reçu sous le regne de son Pere l'investiture la plus authentique & la plus solennelle. Ce ne fut pas un titre pour arrêter les Russes: ils méconnurent celui que donne une possession non contestée: ils oublièrent que ce Prince étoit allié à toutes les grandes Puissances de l'Europe, ils eurent à son égard, les procédés les plus violents. On m'a assuré que les Russes avoient empêché l'introduction des vivres pour sa table; qu'ils avoient posté des sentinelles à la fontaine où on venoit puiser de l'eau pour son usage; ils vouloient un autre Duc de Courlande; que ce Duc fût à leur dévotion, & pour cela qu'il leur dût son élévation, surtout qu'il ne pût prétendre à la Couronne de Pologne & que les Polonois eux-mêmes ne pussent jamais le choisir. Un simple particulier nomme Ernest Byren fut celui sur lequel ils jetterent les yeux. Les Courlandois lui avoient même refusé l'indigénat; mais ce qui est encore



plus surprenant, c'est que ce même Byren avoit été condamné par les Russes eux-mêmes avec le Chancelier Osterman son complice à mourir sur un échaffaud pour crime d'Etat au commencement du regne de l'Impératrice Elifabeth. Cet Ernest Byren avoit été admis au service de la princesse Anne, mariée au Duc de Courlande de la Maison de Kelter. Cette Princesse, fille de Pierre le Grand monta sur le trône de Russie après la mort de l'Impératrice Cathérine. Sous son regne Byren parvint à un tel degré de faveur, qu'il fut nommé régent de l'Empire pendant la minorité du jeune Czar neveu de Catherine, & obtint l'investiture du Duché de Courlande, devenu vacant par l'extinction de la famille des Kelter. Toute cette grandeur s'évanouit avec l'élevation de l'Impératrice Elifabeth au trône, il fut même accusé d'avoir conspiré avec le Chancelier Osterman: l'impératrice lui fit grace de la vie & Byren fut envoyé avec toute sa famille à Saveflau en Sibérie.

Lorsqu'il avoit été investi du Duché de Courlande, la Noblesse Courlandoise avoit refusé de le reconnoître; les Etats mêmes l'avoient déclaré mort civilement, ils avoient demandé un nouveau Duc, à la recommandation de la Russie. La République de Pologne nomma le prince Charles de Saxe: il fut investi par la République & reconnu par les états de la Courlande. La Cour de Russie voulut ensuite détruire son propre ouvrage, elle se déclara contre le prince Charles & contre les vœux des Courlandois, & les Droits incontestables

bles des Polonois. Ses troupes firent recevoir Byren, mais elles ne purent anéantir la légitimité des droits de la Pologne & les réclamations que les Courlandois firent des leurs.

Lorsque la Russie s'étoit déclarée pour les Diffidens, comme nous l'avons dit plus haut, elle n'avoit pas cru qu'elle trouveroit dans un Roi qui lui devoit sa couronne, une opposition marquée à ses volontés; aussi les Ministres Russes firent-ils à ce prince un crime d'avoir opiné suivant les desirs de sa Nation, d'avoir moins consulté sa reconnaissance que ce qu'il devoit à sa patrie, enfin d'avoir plus respecté les Loix de la nation que les leurs. La position de Stanislas Auguste étoit douloureuse: d'un côté il se voyoit accusé d'ingratitude par les Russes, & par ses compatriotes d'avoir sacrifié à son ambition, la liberté de sa Nation. Les uns ne voyoient en lui qu'un esclave couronné de la Cour de Russie; les autres qu'un prince foible qui n'avoit pas le courage de profiter de l'occasion favorable qui lui étoit offerte de secouer le joug de la Constitution de son pays. Il auroit été dangereux pour la politique Russe d'employer la force pour l'en punir; vouloir ouvertement faire cheoir du trône un prince qu'ils y avoient placé, ç'auroit été étouffer toute espece d'animosité; ç'auroit été ôter aux partis opposés au Roi, tout prétexte de le haïr, tout motif de se liguer contre lui. Nourrir la jalousie de ses rivaux, faire fermenter dans leurs cœurs le sentiment de l'envie, augmenter s'il étoit possible la

méfiance dans tous les esprits, parut aux Russes le moyen le plus sûr pour se venger du Roi & pour entretenir parmi les sujets de la République, la division, le trouble & la confusion. Pour cela une Déclaration de la Cour de Russie fut répandue ; on sembloit y reconnoître la justice des allarmes que la Nation Polonoise avoit conçue de l'élevation du Roi : on y justifioit les motifs qui avoit fait agir lors de l'élection. La prospérité de l'état étoit présentée comme la seule chose que les Russes avoient envisagée dans les moyens de force qu'ils avoient employés pour la diriger : on y avouoit même qu'on s'étoit trompé dans le choix, & que l'esprit de domination qui commençoit à se manifester dans le Roi & dans sa famille, faisoit regretter la préférence qu'on lui avoit donnée. Le danger d'une oppression générale de tous les ordres étoit présenté comme très prochain & comme une très urgente nécessité de se prémunir contre les premières tantatives d'une ambition visible trop prématurée, & dès la même plus inconséquente. Pour en prévenir les suites, on offroit une protection ouverte & déclarée ; le Comte Panin, Ministre de la Russie auprès de la République, écrivit en même tems une Lettre circulaire qui contenoit les mêmes réflexions, les mêmes exhortations que la Déclaration. L'effet de cet écrit répandu avec profusion, fut d'exciter une fermentation générale. La Noblesse Polonoise ne vit point le piège, elle étoit jalouse, elle devint plus méfiante, & crut entrevoir des véri-

tés dans les allégations de la Russie. Le penchant à l'envie que la Noblesse Polonoise a naturellement contre celui de son corps qui occupe le trône, & le goût pour le désordre qui en est la suite, fomenta parmi elle la division, & réveilla dans tous ceux qui pouvoient prétendre au trône, le desir de voir un nouvel interregne. Tous les Palatinats ne tarderent pas à se confédérer contre ce même Prince qu'on avoit reconnu pour Roi légitime, auquel on avoit obéi & qu'on avoit vu dans la diette précédente offrir sa vie & son trône pour le soutien des prérogatives de sa Nation. Tel est le sort d'un Roi de Pologne : la vertu la plus éminente; les qualités les plus sublimes qui font les grands & les bons Rois, ne sont pas des titres suffisants pour l'affermir sur le trône où le choix libre même de la Nation la placé. L'envie & la jalousie qui se liguent contre lui, abusant du privilège que leur donne la loi, d'employer la force contre la tyrannie, ne s'en servent souvent que pour leurs intérêts personnels. Le premier article de l'association qui se forma contre Stanislas Auguste fut son détronement. Les Russes qui l'avoient insinué & même autorisé par leur Déclaration, en avoient par là rendu le succès plus que probable.

Mais le dessein des Russes n'étoit pas de détronner le Roi; ils vouloient que chancelant sur son trône, il eût besoin de leur puissance pour s'y maintenir; par là ils vouloient détruire toute espèce d'harmonie entre la République & son Chef,

empêcher qu'il n'y eût aucune union entre les membres de l'état: ils les avoient défunis en paroissant favoriser les prétentions des Diffidens, mais ils affuroient leur désunion en bannissant de leur cœur toute espece de confiance pour leur Roi. Ce Prince, sans être épouvanté du danger dont il étoit menacé, se vit forcé malgré lui de promettre aux Russes plus de complaisance pour leurs volontés, & même de favoriser les Diffidens. La nécessité de sa propre conservation, & le peu de confiance qu'il devoit avoir dans sa Nation qu'il voyoit unie pour sa ruine, le réduisoit à cette triste nécessité, & quoique son cœur y répugnât, il falloit nécessairement ou qu'il consentit à descendre du trône, ou qu'il achetât de la Russie les moyens de s'y conserver.

Pour augmenter le trouble & la confusion dans la République, les Russes inciterent aussi les Diffidens à se confédérer. Ils le firent dans les Villes de Thorn & de Szlufck. Cette démarche étoit tout-à-fait illégale; la Loi qui le permet au Polonois de la religion romaine, le défend à ceux qui ne la professent pas. Les Diffidens ne forment aucun Corps représentatif dans l'Etat & n'ayant aucune part à la législation, ils sont soumis aux loix & ces loix leur interdisent toute espece de Confédération, sous peine d'être traités comme rebelles. Les Diffidens ne l'ignoroient pas, mais ils étoient soutenu par un Corps de Russes armés qui leur donnoit plus de confiance que la loi ne leur inspiroit de terreur. Il est vrai cependant

que contents de cette démarche, les Diffidens s'en tinrent à cet acte qu'ils qualifierent d'acte défensif & éviterent même toute espece de démarche qui pût lui donner le caractère d'un acte offensif.

Les Confédérations qui s'étoient formées dans les différens Palatinats produisirent plus d'effet que celles des Diffidens; on y prit la résolution unanime de se réunir & de ne composer qu'une seule & même Confédération. Radom, petite ville du Palatinat de Sandomir, peu éloignée de la Vistule, fut indiquée pour y tenir l'assemblée générale de tous les Maréchaux des différentes Confédérations. (Car chacune d'elle avoit le sien particulier.) Ces Maréchaux réunis devoient commencer leur opération par l'élection d'un Maréchal Général, dignité qui réunit la même étendue de pouvoir que celle de dictateur chez les Romains. La Russie paroissant approuver la Confédération, vouloit en diriger tous les mouvemens. Il lui importoit donc beaucoup que celui qu'on choisiroit pour Maréchal fût dévoué à toutes les impressions qu'elle voudroit lui donner. Les Russes jetterent les yeux sur le Prince de Radzivil, le même qu'ils avoient proscrit, qui étoit fugitif & expatrié. Pour lui faire oublier le passé & pour se l'attacher, les Russes lui firent offrir de le rétablir dans ses dignités & la restitution de ses biens; mais avec la condition qu'il accepteroit la place de Maréchal Général de la Confédération Générale qui alloit se former à Radom, & qu'il

autod.

autoriferoit en cette qualité tous les projets qui lui seroient recommandés par les Russes.

Une proposition aussi indéfinie suspendit pendant quelques moments, la résolution du Prince Radziwil; mais comme il est de ces hommes qui ne peuvent présumer dans les autres la fausseté dont ils sont eux-mêmes incapables, il s'imagina que l'intention des Russes n'étoit autre que de détrôner le Roi. Le Prince Radziwil étoit fort attaché aux loix, & pensoit que l'élection de Stanislas Auguste avoit été inconstitutionnelle. Se fiant donc à la bonne foi des Russes il se rendit à leur sollicitation. Le Prince Replin étoit pour lors leur Ambassadeur à Varsovie depuis la mort du Comte de Kayserling. Le Prince Replin uniffoit à beaucoup de génie & de grandes qualités, un caractère vif & impérieux, il commandoit aux troupes de sa Souveraine & croyoit, ayant la puissance de tout entreprendre, avoir le droit de tout faire. Aussitôt qu'il fut informé du retour du Prince de Radziwil, il lui envoya un Colonel Russe qui sous prétexte de lui servir d'escorte étoit auprès de lui un Argus vigilant qui s'introduisoit jusques dans les entretiens secrets du Prince & qui même ne lui permettoit de communication qu'avec ceux qu'il savoit n'être pas suspects à la Russie. Pendant que le Prince étoit en route, il fut élu Maréchal de la Confédération dans un district de Podlachie. Cette précaution étoit nécessaire; les Russes l'avoit préparée afin que le Prince pût être admis à l'assemblée de

Radom qui n'étoit composée, comme nous l'avons dit, que des Maréchaux des Confédérations particulières. Le Prince trouva en arrivant des meubles, de la vaisselle & de l'argent que l'Ambassadeur avoit eu soin de lui procurer pour le mettre en état de soutenir sa nouvelle dignité & en même tems aussi pour, par cette attention, l'attacher d'autant plus aux intérêts de la Russie. L'élection se fit & le Prince Radziwil fut élu Maréchal général de la Confédération, & par là revêtu du pouvoir du commandement sur toute la Nation.

Aussitôt après l'élection du Prince, l'assemblée examina les objets dont la Confédération devoit principalement s'occuper. Celui du détronement du Roi réunit tous les suffrages, & personne ne doutoit de la réussite de ce projet, parce que tout le monde étoit persuadé qu'il seroit approuvé & favorisé par les Russes. Mais la surprise fut générale, quand on les vit imposer sur ce point le silence le plus absolu & exiger qu'on souscrivit aveuglément à toutes leurs demandes. La première que firent les Russes fut la convocation d'une Diète extraordinaire qui fit droit sur les griefs des Dissidents, que toute la Confédération regardoit comme des rebelles depuis qu'ils s'étoient confédérés. La seconde, que la Nation Confédérée envoyât une Ambassade solennelle à sa Majesté Impériale de toutes les Russies pour la remercier de ses soins vraiment paternels, & pour implorer la continuation de ses bons offices & de son autorité pendant les troubles qui menaçoient



la République. Tout autre objet de délibération fut interdit à l'assemblée à laquelle on ne voulut pas même permettre de motiver librement les instructions des Ambassadeurs qu'on demandoit qu'elle envoyât.

Ces procédés violents ouvrirent les yeux aux Confédérés; ils furent confus de n'avoir pas vu le piège dans lequel ils étoient tombés; le plus grand nombre voulu se retirer; mais le lieu de l'assemblée étoit investi de toute part par des Soldats; & des batteries même de Canon placées à toutes les issues, ôtoient tout moyen de fuir & ne laissoient d'autre parti à prendre que celui de l'acceptation des demandes faites par la Russie, en conséquence desquelles le Roi fut obligé de convoquer une Diète extraordinaire.

L'assemblée des Diétines précède celle de la Diète: on y délibère comme dans les grandes Diètes sur les affaires les plus importantes au milieu du trouble le plus affreux; les haines, les animosités, les emportemens y paroissent dans toute leur force: les intérêts particuliers y sont cachés par le voile spécieux de l'intérêt public. Si on est assemblé pour la Patrie, on n'agit que pour son ambition, sa vanité ou son orgueil; les Diétines finissent assez ordinairement comme les grandes Diètes: on se sépare sans rien conclure.

On distingue en Pologne trois sortes de Diétines, toutes composées de la Noblesse des Palatinats, à la tête de laquelle sont les Palatins. Ce sont des especes d'Etats provinciaux & chaque

province a la sienne. Celle qui précède la grande Diète se nomme *ante comitates*: on y choisit les Nonces qui doivent assister à la Diète: on leur y donne les instructions convenables; tant pour le bien particulier du district, que pour le bien général de l'Etat. Celle qui suit la Diète & qu'on nomme *post comitates* est composée comme la première. Les Nonces y rendent compte de tout ce qui s'est passé à la Diète, & des loix qu'on y a faites; la Diétine délibère sur les moyens de les faire exécuter. La troisième espèce de Diétine est celle où l'on choisit les membres du Parlement qui en Pologne est un tribunal suprême qui administre la justice en dernier ressort.

Avant de parler de ce qui s'est passé dans les Diétines qui ont précédé la Diète générale de 1767, nous nous permettrons quelques réflexions sur la manière dont se tiennent en Pologne les Diétines. Ces réflexions pourront jeter quelque jour sur ce qui s'est passé dans ce royaume.

Un seul membre des Diétines peut en rendre l'assemblée inutile: les loix de l'Etat veulent que tout s'y décide, *nemine contradicente*. De-là le droit qu'a chacun de ceux qui composent une Diétine de la dissoudre, il suffit pour cela qu'il prononce ces mots *sisto activitatem*, de même qu'il rend nulles toutes ses délibérations par le *liberum veto*; mais la dissolution d'une Diétine avant la nomination des Nonces n'empêche pas la tenue de la Diète générale, qu'elle n'ait tout son effet & que les loix qu'elle fait n'aient toutes leurs for-

ces; tant pour les membres qui ont été représentés dans la Diète, que pour ceux qui ne l'ont pas été: ce qui nous paroît tout-à-fait contraire à cette liberté si chère aux Polonois; car il est de l'essence de toute espece de liberté nationale des pays qui ne sont pas soumis au pouvoir monarchique, que ceux qui jouissent de cette même liberté ne soient soumis qu'aux seules loix qu'ils font eux-mêmes ou que font leurs représentans. Ainsi nous pensons que l'absence des Nonces d'un Palatinat devroit empêcher la tenue d'une Diète générale, ou la rendre tout au moins de nul effet pour le Palatinat qui n'auroit pas été représenté: car pour lui les loix de la Diète sont incomplètes.

On remédieroit, ce me semble, à cette conséquence si on empêchoit l'effet du *sisto activitatem* jusqu'à ce que l'élection des Nonces fût entièrement terminée. Mais l'usage de ce *sisto activitatem* est encore plus inconséquent dans les Diétines *post comitates* où il ne doit être question que d'entendre le rapport des Nonces. Car si de ce rapport dépend la connoissance des loix faites dans la Diète, comment si la Diétine est rompue avant que ce rapport soit fait, ceux qui composent cette Diétine pourront-ils être obligés d'obéir à des loix qu'ils ne connoîtront pas.

On ne doit pas présumer que le *sisto activitatem* ait été établi chez les Polonois pour nuire à la liberté du Citoyen, & cependant il est constant que l'usage qu'on en fait dans les Diétines est destructeur de sa liberté, soit qu'il l'empêche

d'avoir part à la loi, soit qu'il le prive de la connoissance de la loi, ce qui n'arriveroit pas si le *sisto activitatem* n'avoit d'effet que lorsque la Diétine, loin de s'occuper de l'objet principal de la convocation, ou du bien public n'agiroit que pour lui nuire, ou travailleroit au renversement de la Constitution nationale. D'ailleurs l'élection des Nonces se faisant à la pluralité des suffrages, ne doit être sujette à aucune contradiction. Dans cette occasion, le pouvoir de Maréchal de la Diétine devroit être le même que celui du Maréchal de la grande Diète, qui peut empêcher qu'elle ne prenne fin presque aussitôt qu'elle est commencée.

Nous nous permettrons encore une réflexion sur les Diètes générales, c'est qu'il est absurde qu'en Pologne rien ne puisse se décider dans ces Diètes que du consentement unanime de tous leurs membres, & qu'un seul de ces mêmes membres ait le droit de les dissoudre, tous les autres membres, c'est-à-dire toute la République s'opposant à cette dissolution.

Le droit du *liberum veto* dont les Polonois tirent tant de vanité, qu'ils regardent comme le conservateur de leur liberté, est un droit abusif, puisqu'il peut empêcher l'effet d'une délibération utile à l'Etat. Il me paroît contraire à la raison de laisser au Gentil-homme le droit exclusif de juger seul du degré d'utilité que peut avoir cette délibération, ou du mal qui peut en résulter.

Qu'un Gentil-homme Polonois contredise dans l'assemblée de la Diète un projet équivoque dont les suites lui paroissent devoir être funestes pour la République, qu'il fasse alors usage du *liberum veto*, il fera un très grand bien; mais que par caprice, souvent même par intérêt, quelquefois seulement par humeur, il s'oppose seul à une opinion approuvée par le Corps Général de l'Etat, & qu'en prononçant le fatal *veto* il annulle une délibération sage que la République devoit seule avoir le droit d'annuler, c'est suivant tout principe, agir en rebelle, puisqu'il s'arroe un pouvoir qui ne peut appartenir qu'au Corps entier de l'Etat.

Le *liberum veto* a souvent des suites funestes, car s'il arrive que celui qui en fait usage soit un Gentil-homme ignorant ou méchant, qui par malice ou faute de lumière, s'oppose à une délibération prête à éclore, alors on ne cherche point à le ramener par la douceur, mais on l'accable de mépris & quelquefois aussi on l'insulte. Si le hazard fait qu'il reconnoisse qu'il s'est trompé, comme son amour propre est irrité par les insultes qu'il a reçues, il devient opiniâtre: c'est alors qu'on fait usage du Sabre pour le faire désister de son opposition.

Un autre abus encore très grand des Diétines, c'est d'y connoître des causes des particuliers.

Les seuls tribunaux où se rend la justice devroient en prendre connoissance. Les Diétines s'en arrogeant le droit & l'exerçant, négligent les

affaires publiques & le tems qui devoit y être employé est tout-à-fait pour les affaires particulières.

Les Russes, comme nous l'avons dit plus haut, avoient exigé que le Roi assemblât une Diète extraordinaire, & que la République envoyât une Ambassade à leur Souveraine pour lui demander la continuation de ses soins pour l'établissement de la tranquillité publique. Ces Ambassadeurs partirent & porterent au pied du trône de l'Impératrice de Russie, non les vœux libres de leur Nation, mais ceux qu'on lui avoit, pour ainsi dire, extorqués dans l'assemblée de Radom. La Cour de Russie s'en fit un titre pour diriger par la violence tous les mouvemens des assemblées des Diétines convoquées pour la nomination des Nonces qui devoient assister à la Diète générale.

A l'ouverture de ces Diétines, les Russes se trouverent en armes dans tous les lieux désignés pour les élections: ils ne mirent en usage ni les félicitations ni l'intrigue, mais ils y présentèrent des Lettres de jussion de leur Souveraine & nommerent les Nonces qu'ils voulurent avoir & donnerent leurs instructions. Cette nomination forcée ne se fit pas sans contradiction; les murmures se firent entendre de toute part; mais leurs expressions étoient sourdes parce quelles étoient étouffées par la terreur. La Bayonnette & le Canon des Russes l'inspiroit; les lieux où se tenoient les assemblées étoient entourés de Soldats, & le Canon pointé contre ceux qui délibéroient, les

forçoit à la soumission. Ceux qui en manquèrent, en furent punis, ils furent enlevés; entre autres le Comte de Cratilly, grand Echançon du Royaume; la fermeté de son zèle & son affection aux prérogatives de sa Patrie, le rendirent coupable aux yeux des Russes qui lui ont fait essuyer depuis toute la rigueur d'une dure captivité.

Une telle violence put intimider, mais n'étonna pas dans le cœur des Polonois le cri intérieur de la liberté. S'il ne pouvoit se faire entendre à l'extérieur; il les soutenoit du moins, & l'espérance qu'ils avoient tous dans l'équité naturelle de l'Impératrice, leur faisoit supporter avec une espèce de patience les injustices que ses Ministres exerçoient contre la République. Aucune de ces Diétines ne furent exceptées de l'oppression: elle fut la même dans toute la Pologne, & dans toute la Lithuanie: on n'y choisit pour Nonces que ceux qui s'étant rendus aux Russes, leur étoient entièrement dévoués. Les bons Citoyens gémissaient en secret; une seule chose les soutenoit contre le désespoir, c'étoit la certitude qu'ils avoient que toutes les délibérations que la Diète prendroit, n'ayant point le caractère de liberté qui seul pourroit les rendre valides, seroient par la suite regardées comme nulles.

Avant de parler de la Diète extraordinaire qui se tint à Varsovie en 1767, qui s'ouvrit le 5. Octobre de cette année & finit le 4. Mars de l'année suivante, il nous paroît convenable de

donner à nos lecteurs une idée générale des Diètes de Pologne.

Les Assemblées générales des États de la Pologne, sont de plusieurs especes: les unes se nomment *Seym*, ce sont celles qui se tiennent tous les deux ans; les autres sont convoquées extraordinairement dans le cas d'une nécessité extrême. Les Diètes de convocation, d'élection & du couronnement ont lieu dans les interregnes; les Diètes de pacification terminent les Confédérations & rétablissent la paix dans l'intérieur.

Anciennement la convocation des Diètes ordinaires dépendoit uniquement de la volonté du Roi; aujourd'hui il est obligé de les assembler tous les deux ans: elles commencent le lundi après la Saint Barthelemi & durent six semaines: on en tient deux successivement à Varsovie & la troisième à Grodno dans la Lithuanie. L'assemblée de ces Diètes, comme celle de toutes les autres, est précédée par celle des Diétines, qui sont convoquées six semaines avant l'ouverture de la Diète; & l'ouverture des Diétines se fait le même jour dans tout le Royaume, c'est-à-dire le lundi après la Sainte Marguerite. Trois semaines après la dissolution de la Diétine, les Nonces doivent se rendre à l'assemblée générale de la grande Diète.

Les Diètes extraordinaires se tiennent avec moins de solemnités que les Diètes ordinaires, mais de la même maniere. Le Roi pour les con-



voquer ne prend pas l'avis des Sénateurs, & les Diétines ne les précédent que de trois semaines; on n'y lit pas les *pacta conventa*; on n'y traite que des objets proposés par le Roi, & elles finissent ordinairement au bout de 15 jours.

Nous ne parlerons pas des autres Diètes qui n'ont aucun rapport à l'objet que nous traitons, mais nous pensons d'avoir donné à nos lecteurs une idée de la manière dont se tiennent ces grands conseils d'une nation libre.

Le tumulte & la confusion y regnent au point, que ce qui s'y fait est plutôt l'effet du hazard, que du raisonnement, de la politique & du patriotisme. Une nation assemblée, avons nous dit dans un autre ouvrage, pour délibérer sur les affaires de la plus grande importance, devrait former un spectacle imposant, avoir un air de majesté, qui naturellement devrait inspirer du respect à ceux-mêmes qui la composent. Au lieu de cela une Diète en Pologne n'est qu'un assemblage confus dont les différents intérêts se choquent sans cesse, la confusion y règne toujours, & très souvent c'est un champ de bataille où l'on s'égorge avec une fureur qui tient de la barbarie. Chacun veut opiner le premier, & croit toujours en avoir le droit: quoique du même avis, on y rougiroit de ne pas contredire les avis des autres. On n'a pas d'idée du bruit qui se fait alors entendre de toute part; les vagues agitées par les vents en fureur, le sont moins que les membres qui composent une Diète en Pologne. C'est au milieu de ce tumulte que les Polonois prétendent délibérer sur les affaires les plus im-

portantes de l'Etat. Après bien des débats & des querelles, des harangues fort emphatiques sur la liberté & les abus du Gouvernement, il arrive souvent qu'on se sépare sans avoir pris aucune résolution. Et comment voudroit-on que cela fût autrement : les Diètes sont composées des Nonces de tous les Palatinats, choisis dans les Diétines, non parmi ceux qui ont plus de vertu & d'expérience, mais parmi ceux qui ont le plus d'ambition, des passions fort vives, & sur-tout qui sont plus attachés à leurs intérêts particuliers qu'à ceux de l'Etat. La plupart sont des jeunes gens sans aucune expérience, dont l'âge n'a pas encore mûri la raison qui, asservis par leurs passions, ne suivent que leurs conseils. N'est-il pas ridicule que celui qui ne peut se conduire lui-même, soit jugé capable de gouverner sa Nation ? Il est encore en tutelle, & on le choisit pour être le Tuteur d'un peuple entier. A 19 ans, Stanislas Leszczyznsky auroit été élu Maréchal de l'élection après la mort de Jean Sobiesky, si la faction qui lui étoit contraire ne l'eût emporté. Stanislas étoit digne d'occuper cette place importante ; il avoit déjà la sagesse de la vieillesse ; & sans avoir son expérience, la force de son génie pouvoit lui en tenir lieu ; mais autant il est rare de trouver des hommes qui lui ressemblent, autant il est ordinaire d'en voir parmi les membres qui composent les Diètes de Pologne qui ne doivent leur élection qu'à la brigue, à l'intrigue, souvent même à la force ; car dans les Diétines, où se font les élections des Nonces, on tient presque toujours la même conduite que dans les Diètes.

A l'époque de l'ouverture de leur Diète de 1767, la position des Polonois étoit d'autant plus critique, qu'ils se trouvoient sans aucune espérance d'être protégés par aucune autre Puissance de l'Europe. La Prusse étoit alliée de la Russie, & peut-être dès lors entroit-elle déjà dans les projets de la politique de la Prusse de profiter des circonstances, lorsqu'elles seroient encore plus favorables, pour faire valoir ses droits sur la Prusse Royale: il étoit donc de l'intérêt de la Prusse de voir la Pologne affoiblie, & de son ressentiment de voir la République humiliée, elle qui avoit refusé avec d'obstination de reconnoître la royauté de ses Souverains, après que toutes les autres nations de l'Europe l'avoient reconnue. Il est vrai que si les Polonois eussent été meilleurs Politiques, ils auroient dès ce moment cherché à mériter du Roi de Prusse qu'il prît leur défense; ils auroient pu en lui trouver un puissant protecteur de leur liberté, s'ils lui eussent offert de lui céder la Prusse Royale sur laquelle ils ne pouvoient ignorer qu'il avoit de justes prétentions. Ce sacrifice fait à propos, auroit sauvé la Pologne qui n'avoit rien à espérer des autres Puissances. La Suede étoit livrée à l'Anarchie, & la Russie qui régnoit dans le Sénat, gouvernoit sous son nom la Nation; le Dannemarck ne pouvoit rien, parce qu'il avoit à craindre que la Russie n'excitât contre lui l'animosité des Suédois. La Saxe se ressentoit encore des maux qu'elle avoit soufferts pendant la guerre: son Corps politique n'avoit pas encore recouvré

toute sa vigueur passée; un subside de 20000 l. par mois est le seul secours qu'elle a pu donner aux Confédérés qui n'ont pu en obtenir qu'un de 6000 par mois de la France, qui, quoique de tout tems protectrice de la Pologne, ne se trouvoit pas alors en état d'envoyer à la République un secours assez puissant pour la mettre en état de résister aux entreprises des Russes. De petites intrigues de Cour occupoient les François chez eux; leurs Ministres vouloient la guerre, mais avec l'Angleterre dont il leur paroissoit qu'il seroit alors facile de se venger de l'humiliation de la dernière paix. Tout entiers à cet objet, il leur importoit que la Russie fût en guerre avec le Turc, afin que l'Angleterre fût dans la nécessité de la secourir, & pour augmenter l'embarras des Russes & rendre plus puissants les secours que les traités lui donnoient droit de demander aux Anglois, il falloit que les Polonois résistassent courageusement chez eux. Pour la Maison d'Autriche, les Polonois n'en avoient rien à espérer; l'Empereur avoit des prétentions à faire valoir, & pour les faire valoir avec succès, il falloit nécessairement que ses intérêts fussent liés à ceux du Roi de Prusse & par conséquent qu'ils ne fussent pas contraires à ceux de la Russie. L'Angleterre & la Hollande ne peuvent rien dans une guerre de terre qui se fait dans le continent. D'ailleurs les Anglois alliés à la Russie & leur commerce ayant un grand intérêt à ménager cette alliance, craignant d'ailleurs une nouvelle rupture avec la Fran-

ce & l'Espagne, ne pouvoient en aucune façon s'intéresser pour les Polonois. D'un autre côté aussi, quel prétexte les autres Puissances de l'Europe auroient-elles pu alléguer pour prendre la défense de la République? Les Russes paroissoient n'être venus chez elle que pour y apporter la paix & la tranquillité, que comme médiateurs appellés par le Roi & par la plus saine partie de la Nation pour favoriser la réformation des loix, que pour mettre fin aux désordres qui affligoient la Pologne.

Tels étoient les différens intérêts des Puissances de l'Europe, quand la Diète générale s'ouvrit; elle commença par la nomination du Prince Radziwil à la place importante de Grand Maréchal de la Diète. De concert avec l'Ambassadeur Russe, ou plutôt forcé par lui à ce propos de nommer des Commissaires qui auroient un pouvoir irrévocable pour établir, avec le concours de l'Ambassadeur, des loix à l'avantage des deux Nations, les Russes vouloient qu'on rétablît les Dissidens dans toute la plénitude des droits dont ils avoient jouï auparavant: qu'il y eût un traité d'alliance entre la Russie & la Pologne, & que sa Majesté Impériale de toutes les Russies fût garant de l'exécution de tout ce dont les Commissaires conviendroient. Ces différentes propositions furent reçues avec indignation par tous les membres de l'assemblée qui étoient encore patriotes: ils les avoient écoutées avec impatience, ils les rejetterent avec force.

L'Evêque de Cracovie fut le premier qui s'é-

leva contre leur acceptation ; il en développa toutes les conséquences ; il en fit voir tout le danger. Son discours plein de cette éloquence persuasive qu'inspire le véritable amour de la Patrie , redonna de la chaleur aux cœurs les plus attiédés par la crainte & fit rougir ceux de ses compatriotes, qui s'étoient dévoués, ou par foiblesse, ou par intérêt, aux volontés de la Cour de Russie. Sur sa proposition de donner aux Commissaires un pouvoir illimité, l'Evêque de Cracovie représenta que si cela avoit lieu, il pourroit arriver aussi que ces mêmes Commissaires fussent des hommes prévenus où peu éclairés : il fit voir qu'aucune Puissance ne confieroit jamais des pouvoirs de la nature de ceux demandés par les Russes pour les Commissaires, sans se réserver du moins le pouvoir suprême de rectifier ou de rejeter, suivant qu'elle le trouveroit conforme à sa gloire & à ses intérêts ; qu'avec cette restriction ils ne s'opposeroit pas à la nomination des Commissaires, mais qu'il ne consentiroit jamais qu'on leur donnât une autorité illimitée & non sujette à l'indispensable nécessité de la Ratification ; il ajouta que la République ne pouvoit pas d'ailleurs faire aucune innovation dans ses loix, sans le concours des Puissances de l'Europe qui étoient garantes de la forme d'Etat de son Gouvernement. Il appuya principalement sur la nécessité du concours de ces Puissances pour ce qui regardoit les prétentions des Dissidents, attendu que ces mêmes Dissidents se fondaient sur le traité d'Oliva & que ce traité ayant  
été

été garanti par des Puissances Médiatrices ou contractantes, ne devoit pas être interprété sans elles ; il témoigna la plus respectueuse reconnaissance pour les soins efficaces de sa Majesté Impériale de toutes les Russies, mais observa qu'ils ne pouvoient être qu'infructueux dans la forme nouvelle qu'on proposoit, attendu que le pouvoir des Nonces n'étant pas personnel, ils ne pouvoient pas le résigner pour le faire passer en d'autres mains sans un pouvoir spécial de leurs constituans. L'Evêque finit son discours dont nous ne rapportons ici que la substance, par faire ressouvenir le Roi des promesses qu'il avoit faites à la Nation, lors de la Diète, que c'étoit dans cette occasion qu'il devoit les exécuter.

Ce discours devenu public fit beaucoup d'honneur à l'Evêque de Cracovie ; il caractérisoit le Citoyen libre, le Ministre éclairé, le Patriote reconnoissant & respectueux ; mais en même tems l'homme ferme, inébranlable, courageux qui fait conseiller sa Nation, qui n'ignore pas qu'il en a le droit.

L'avis de l'Evêque de Cracovie fut adopté par tous ses Collegues, par les Sénateurs & par le plus grand nombre des Nonces. Le Palatin de Cracovie le fit avec plus de chaleur que personne : il déclara que non seulement il l'adoptoit tout, mais qu'il sacrifieroit sa vie & sa fortune pour le maintenir. Les partisans des Russes seuls le combattirent, mais ce qu'ils dirent fut reçu avec tant de mépris, qu'ils ne purent se défendre de la

honte qu'ils en eurent. Les jours suivans la même question fut encore discutée; mais ces discussions ne produisirent d'autres effets que la première fois. Envain l'Ambassadeur Russe employa-t-il tout ce que la Politique & l'Autorité peuvent suggérer pour ébranler l'Evêque de Cracovie; tout fut inutile: plus on s'efforçoit d'affoiblir son zèle pour sa Patrie, plus il devenoit ardent. Le véritable Patriotisme n'est effrayé ni par le danger, ni séduit par l'intérêt. Le Prélat ne pouvoit rien par la force, mais il pouvoit beaucoup par son exemple: celui de l'homme vertueux a une puissance irrésistible qui entraîne toujours après lui. Les Russes le sentirent & virent de quelle conséquence il étoit pour l'intérêt de leur Politique, de priver la liberté de la République du seul soutien qu'ils croyoient qui lui restoit.

Le Droit des gens n'admet d'autres voies que celles de la négociation, & un Ministre étranger ne doit faire mouvoir d'autres ressorts dans la Cour où il est, que la persuasion. Le Prince Repnin abandonna les principes reconnus & pratiqués dans toutes les Nations civilisées; sans consulter ni le Roi, ni les Etats, ni les Ministres, il ordonnoit dans les provinces, entouré d'une garde nombreuse; soutenu par une armée, il régnoit en Pologne avec autant de sécurité que sa Souveraine dans la Russie, n'ayant rien à craindre de la résistance. Fatigué de l'opposition qu'il trouvoit dans les Membres de la Diète; ennuyé de la



longueur & de l'inutilité des négociations, il voulut obtenir par la force ce qu'il ne pouvoit se flatter d'obtenir par la persuasion, & de ne devoir qu'à la justice. En conséquence, la nuit du 14. au 15 Octobre toutes les troupes se réunirent dans les environs de Varsovie, tandis qu'on introduisit dans la place les piquets nécessaires pour assurer l'exécution de son projet. L'Evêque de Cracovie avoit soupé chez le Comte Innilzsch Ministre & Maréchal de la Couronne. C'étoit un azile sacré; cependant son palais fut investi par le Colonel Inglastrum, & l'Evêque fut enlevé sans qu'il fût permis à aucun de ses Domestiques de le suivre. L'Evêque de Kiovie, le Palatin de Cracovie & son fils essuyèrent le même sort; tous ces prisonniers furent transférés au-delà de la Vistule, & remis à la conduite d'une troupe de Cosaques farouches, qui manquèrent souvent aux égards dus à leur naissance & à leurs qualités. Il est aisé de s'imaginer l'effet que produisit cet événement sur tous les esprits & même sur ceux qui étoient vendus à la Politique Russe; peut-être éprouverent-ils alors toute la force du repentir; peut-être la pointe aiguë du remord se fit-elle sentir au fond de leur cœur: ils virent du moins les suites funestes que devoit avoir le pouvoir despotique qu'on exerçoit contre la liberté de leur Patrie. Pour prévenir les effets du désespoir d'un Peuple libre qui se voit sous le joug de la tyrannie, les Russes non contents d'avoir fait entourer Varsovie par leurs troupes &

d'avoir disposé leur Artillerie de maniere à maintenir tous les quartiers de la Ville, ne permettoient à personne d'en fortir & d'y entrer. Ils condamnerent & barrerent aussi la communication de la Vistule. Le Sénat & tous les Ordres étoient dans la plus grande consternation: elle n'est pas plus grande dans une Ville prise d'affaut; on se rendoit en foule dans le Palais du Roi; de lui seul on espéroit la liberté des prisonniers, & on étoit assez injuste pour croire qu'il avoit autorisé leur enlèvement; enfin on résolut d'envoyer au nom du Roi & de la République une députation pour demander leur élargissement, pour se plaindre aussi d'un attentat commis au mépris du droit des gens & des assurances réitérées que l'Impératrice de Russie avoit données de ses dispositions à maintenir les prérogatives de la liberté. La députation étoit composée d'un Archevêque, d'un Palatin & d'un Membre de l'Ordre Equestre: elle humilia la nation & fut instructueuse, & l'ambassadeur traita même de coupables & de criminels les prisonniers dont on venoit lui demander la liberté. Cette conduite annonçoit une continuation de violence & d'oppression qui répandit dans toutes les Cours la consternation la plus grande. Le Comte Zamoisky, Grand Chancelier, gardien des loix & conservateur des immunités nationales, vint trouver le Roi & lui remit les sceaux de la République: *je ne puis ni les conserver, dit-il, avec sûreté dans un chaos tel que celui qui existe, ni exercer avec honneur les fonctions du poste que j'oc-*

*cupe dans la République.* Le Roi consterné, recula d'étonnement à la vue de cette démarche, & après quelques moments de réflexion, dit au Chancelier: *qu'un pilote ne devoit pas abandonner son Gouvernail pendant l'orage.* Le Vaisseau, répondit le Chancelier, *n'est plus susceptible de manœuvre & je n'affermirai jamais par l'apposition des Sceaux & de ma signature, le naufrage qui est prêt à l'engloutir.* En disant ces paroles, des larmes couloient des yeux de ce vertueux Ministre, & des soupirs échapoient malgré lui de son cœur.

Pour avoir une idée de la situation de Varsovie dans ce moment, il faut se rappeler celle d'une Mer en courroux dont les flots se choquent & se brisent les uns contre les autres. La Nation bloquée & prisonniere dans l'enceinte de la ville, éprouvoit tour à tour le sentiment du désespoir & de la crainte. L'empreinte de la douleur éclatoit sur tous les visages; on se parloit sans se connoître; on s'évitoit pour ne pas devenir suspect; chacun partageoit le sort des prisonniers: on avoit le desir de les venger, mais ce desir s'évanouissoit par la considération de l'impuissance où l'on se trouvoit de le faire. Mais ce n'étoit pas assez d'avoir à craindre pour sa liberté, on avoit encore à trembler pour sa conservation. Toutes les issues de la ville étoient fermées; rien ne pouvoit y entrer; les horreurs de la famine menaçoient les habitans & quelque sollicitation qu'on fit au Prince Reprin, il ne voulut rien diminuer de la rigueur du Blocus,

qu'au préalable on n'eût souscrit à ce qu'il exigeoit.

Dans la position cruelle où se trouvoient les Polonois, ils n'avoient d'autre parti à prendre que de se soumettre aux volontés des Russes. L'enlèvement des Sénateurs qui s'y étoient opposés, faisoit craindre à tous les membres de la Diète un sort semblable. Aussi aucun d'eux n'osa-t-il rejeter dans les séances qui suivirent ce triste événement, les demandes qui avoient été faites dans la première. Tous gardèrent le silence, même ceux qui s'étoient dévoués aux volontés de l'oppresser. Ce silence fut pris pour un consentement, & les Commissaires furent nommés. Tous furent choisis parmi les Nonces que les Russes avoient fait nommer par les Diétines, auxquels ont joignit quelques bons Patriotes dont, vu le petit nombre, on favoit, bien n'avoir rien à craindre. Les conférences se tinrent tantôt sous la présidence du Primat, tantôt sous celle du Prince Repnin. La qualité d'étranger de ce dernier & tout ce qu'il avoit fait jusqu'alors, devoit naturellement l'exclure de ces assemblées, où on ne devoit traiter que de l'administration d'une République libre & indépendante. L'admission des Dissidens à l'égalité, fut le premier objet qui occupa les Commissaires; elle passa, comme on le peut croire, sans opposition & sans examiner les suites que pouvoit avoir cette admission. Au premier interregne, la Russie pourra proposer un Grec Schismatique; son droit au trône aura pour fonde-

ment l'égalité dont il jouira, & pour soutien la force & la violence. Une pareille élection, il faut en convenir, seroit contraire aux Constitutions fondamentales de la République; un tel Roi dévoué à la Russie par reconnoissance, pourroit-il se refuser à la demande qu'elle lui feroit de se reconnoître pour son Vassal, & quand on ne lui en supposeroit même pas la volonté, seroit-il raisonnable de présumer qu'il auroit le courage de résister à la Puissance, sans l'appui de laquelle il sentiroit qu'il lui seroit impossible de se maintenir sur le trône.

Les premières conférences des Russes furent honorées de la présence des Ambassadeurs de Prusse, d'Angleterre, de Dannemarck & de la Suede que les Russes y avoient appellés. On auroit cru qu'ayant demandé le concours de ces Puissances, la Russie partageroit avec elles la garantie de l'admission des Dissidents; il n'en fut rien; la Russie seule se l'arrogea à l'exclusion de toutes les autres; mais ces bons offices pour les Dissidents ne se bornerent pas encore à l'admission qu'ils demandoient: elle leur fit accorder un tribunal particulier, composé de 17 membres dont huit séculiers, Catholiques Romains, & huit Dissidents ou non unis qui devoient être présidés par un Evêque de la Russie blanche du rit grec non uni pour connoître de toutes les causes concernant la religion & ses cérémonies, & les biens des Ecclésiastiques, pour que la faveur dans les jugemens fût pour les Dissidents. On établit que toutes les causes portées devant ce Tribunal, s'y décideroient à la pluralité; elle devoit être

pour les Dissidents, puisqu'il y avoit neuf juges de leur croyance, & qu'il n'y en avoit que huit de celle des Catholiques Romains.

On attribuoit encore à ce Tribunal le pouvoir de faire la revision de tous les griefs des Dissidents qui pouvoient avoir eu lieu depuis cinquante ans, & qu'on devoit redresser en leur faveur. N'étoit-ce pas donner le droit aux Dissidents de porter le trouble & la confusion dans les familles, & autoriser la cupidité de leurs prétentions? Toutes les autres loix que fit l'assemblée des Commissaires, tendent toutes à asservir la Nation Polonoise & à la mettre dans la dépendance absolue des Russes. Par ces loix, l'augmentation de l'armée, l'amélioration des finances, tout traité de quelque nature qu'il puisse être avec d'autres Puissances sont soumis à l'unanimité des suffrages, tandis que pour les autres délibérations, la pluralité doit suffire. Au moyen de cela, la Russie ôte aux Diètes la liberté de faire aucun changement sans son aveu, puisqu'à l'aide de ses partisans, elle empêchera toujours que l'unanimité ait lieu dans tout ce quelle jugera comme étant contraire à ses intérêts. Les mêmes Commissaires déterminèrent encore l'objet & la forme des délibérations subséquentes, & en donnèrent la garantie aux Russes. De cette manière ils mirent la Nation dans la tutelle perpétuelle des Russes, qui sous prétexte d'exercer cette même garantie, tiendront toujours en Pologne un corps de troupes assez considérable pour la faire valoir.

Il n'est pas possible de concilier cette conduite vio-

lente des Russes avec les sentimens d'équité & d'humanité de leur Souveraine. Il étoit de sa grandeur de soutenir sur le trône de Pologne celui qu'elle y avoit placé ; il étoit de sa Politique de tenir dans sa dépendance les Polonois : mais étoit-il de sa justice de les traiter comme elle auroit traité des sujets rebelles qui auroient refusé de lui obéir ? L'Impératrice fut sans-doute trompée par ses Ministres ; tous ceux qui gouvernent le font ordinairement. Protectrice des Dissidens, la Russie devoit employer tous ses bons offices pour empêcher qu'ils fussent opprimés ; mais elle ne pouvoit exiger avec justice pour eux un traitement plus favorable que celui que leur accordoient les loix du pays ; ou si ces loix étoient trop rigoureuses, se borner à demander qu'elles fussent adoucies. Mais exiger pour eux par la force, l'égalité, cela étoit contraire à toute espece de principes, même à ceux de la tolérance la plus étendue.

Le Prince Repnin ayant fait rédiger les nouvelles loix qu'il venoit de dicter plutôt que de suggérer aux Polonois, les fit porter à la Diète. On les lut sans que l'opposition de plusieurs Nonces en interrompît la lecture, après laquelle elles furent envoyées en Russie pour que l'Impératrice les approuvât. Il est bien étonnant qu'une Nation qui n'est point vassale d'une autre, ait besoin du concours de celle-ci pour donner à ses loix le caractère de force qu'elles doivent avoir pour être exécutées. Ce n'étoit pas ainsi que se conduisoit ce grand Prince à qui les Russes doivent, pour

ainsi dire, leur existence actuelle. Pierre le Grand prend Narva (1704) d'assaut, il court de tout côté pour arrêter le pillage & le massacre; son épée est teinte du sang de ses propres sujets qui veulent user du droit que leur donne la guerre, il entre à l'hôtel de Ville & posant son épée sanglante sur la Table; *ce n'est point, dit-il, du sang des habitans de cette malheureuse Ville que cette épée est teinte, mais du sang de mes soldats que j'ai percés pour vous sauver la vie.*

Après la tenue de la Diète, tous les Nonces retournerent chacun dans leurs provinces respectives; ils y rendirent compte aux Diétines de tout ce qui venoit de se passer. Leur rapport révolta tous les esprits, les plus modérés ne purent se contraindre, & les protestations éclatèrent de toutes parts. On murmura d'abord, on déclama ensuite avec force, & contre les Commissaires, & contre l'Autorité illégale avec laquelle ils avoient procédé, & l'on finit par se réunir pour ne pas obéir & détruire leur ouvrage. Ce fut à Bar, petite Ville de la Podolie, peu éloignée du Niester, que se forma la première Confédération; elle fut corroborée par celle de Trumbowla, autre petite Ville de la même Province; toute la Lithuanie, & ensuite toutes les autres Provinces de la Pologne s'y réunirent.

Qu'on se rappelle ce que nous avons dit au commencement de cet ouvrage du droit que les Polonois ont de se confédérer: qu'on se rappelle aussi la légitimité reconnue par les Russes de la



Confédération de Radom, & on concevra aisément que les Russes ne dûrent point réclamer contre celle de Bar & Trumbowla. Ils virent qu'elles pourroient en être les suites; ils voulurent les prévenir; la force étoit le seul moyen qui leur restoit, ils l'employèrent. Bar fut investi: contre la supériorité, le zèle & la bravoure sont inutiles. Bar se soumit, mais la Confédération subsista. Ceux des Confédérés qui ne purent échapper, furent livrés à l'esclavage. On les dépouilla de tout, & chargés de fer on les envoya à Kiovie capitale de l'Ukraine.

Cette nouvelle violence effraya, mais ne découragea pas les Polonois; les plus timides de la Podolie, ceux du Palatinat de Volinie & de la partie de l'Ukraine qui appartient à la Pologne, transportèrent ce qu'ils avoient de plus précieux dans un Monastere nommé Bardizew. Ce Monastere est revêtu d'une ancienne Fortification. Les Polonois le regardent comme un azile sacré qu'on ne peut violer sans se rendre coupable du crime de sacrilege. Les Russes attaquèrent ce poste, qui leur fut livré par capitulation, mais cette capitulation fut par eux peu respectée; ils enleverent tout ce qu'ils trouverent d'effets dont la valeur fut évaluée dans le tems à plusieurs millions. Le bon Supérieur pour avoir voulu s'opposer à cet enlèvement, perdit la vie. Les Russes le noyèrent dans les fossés du monastere; les Grecs Schismatiques en userent de même en Ukraine; ils pillèrent sans opposition la ville d'Umania. Le recit des cri-

mes qui s'y commirent font horreur. On y vit des Gentils-hommes écorchés tout vifs, des prêtres cloués par les oreilles & ensuite éventrés, des puits remplis d'enfants massacrés. De telles abominations firent horreur aux Russes mêmes; ils firent pendre un centaine de ceux qui les avoient commises; mais ils ne rendirent point aux infortunés habitans d'Umania qui avoient échapé au carnage, les effets qui leur avoient été enlevés.

C'est dans ce tems que les Russes insultèrent la Ville de Batta qui appartenoit aux Turcs, sous prétexte d'y poursuivre les Confédérés; ils y entreurent, pillèrent & massacrèrent une partie des habitans. Les Turcs demanderent la réparation de cette infraction de la paix; mais ils n'obtinrent rien. On méprisa leur demande, & les Russes continuerent à exercer les mêmes violences dans les endroits de la domination des Turcs où ils crurent que les Confédérés pouvoient s'être réfugiés.

Cette conduite des Russes étoit une infraction manifeste du traité de Carlowitz qui ne leur permettoit pas d'approcher des Frontières Ottomanes qu'à la distance de six lieues. La Porte non contente de s'en plaindre, se plaignit aussi des violences que la Russie exerçoit en Pologne au mépris des conventions antérieures qui avoient été faites entre les Turcs & les Russes. Ne pouvant obtenir aucune réparation, les Turcs eurent recours au seul moyen qui leur restoit, & que leur indiquoit l'honneur: ils prirent les armes &

déclarerent la guerre aux Russes. A l'occasion de cette guerre, qu'il nous soit permis de faire quelques réflexions sur les suites naturelles qu'elle doit avoir même pour la Russie. Ce pays occupe 2000 lieues de terrain, & sa population n'est que de 24,000,000 d'hommes; il s'ensuit qu'une partie de ce vaste pays doit être inhabité & par conséquent inculte. Tous les nouveaux Domaines que la Russie pourra acquérir sur le Turc ne pourront pas la dédommager de la perte d'hommes qu'elle aura faite pendant la guerre: cette perte ne peut-elle pas être évalué d'avance à plus 200000 hommes & quand elle seroit réduite à 100000, à cause des Grecs qu'elle auroit enlevés de la Morée & des Isles de l'Archipel, se seroit toujours pour elle une perte irréparable, d'autant plus grande, qu'en tems de paix elle est obligée d'avoir toujours sur pied une armée de 400,000 hommes. & en tems de guerre cette armée est de 500,000 hommes au moins.

Tous les autres pays de l'Europe se repeuplent quelquefois aux dépens de leurs voisins: un événement suffit quelquefois pour que cela arrive. La révocation de l'édit de Nantes en France; les vexations exercées en Flandre contre les Protestans, ainsi que dans quelques pays de l'Allemagne, ont porté un nombre considérable d'émigrans en Angleterre, en Hollande & dans la Prusse. Il y ont trouvé des mœurs assez semblables aux leurs, un climat peu différent de celui de leur pays natal, & sur-tout de grands encouragemens pour leur industrie, & plus que dans leur Patrie une grande

liberté; la Russie n'offre rien de tout cela aux émigrans des autres nations. Son climat est rigoureux, les glaces, les neiges couvrent son sol; une brume continuelle lui intercepte les rayons du Soleil: le peuple Russe conserve encore quelque reste de son ancienne barbarie; le despotisme y regne & l'idée seule de son gouvernement effraie tout homme qui veut changer de Patrie.

Si l'on considère ensuite l'état ordinaire des Finances de la Russie, on aura peine à concevoir comment les Russes ont pu former le projet de faire la guerre au Turc. Celle qui a été terminée par la paix de 1734 leur a procuré une gloire qu'ils ont payée bien cher, dit le Comte Algarotti, qui dans ce tems voyageoit en Russie; leurs plus belles provinces ont été dévastées, leur Empire épuisé d'argent, d'hommes & de matelots est resté comme auparavant exposé aux mêmes injures. Le numéraire de la Russie est peu considérable, si on en juge par tout ce qu'elle a fait depuis le commencement de la guerre. Pour payer ses troupes & équiper ses flottes, elle a été obligée d'avoir recours à des moyens ruineux pour son commerce & destructeur de son crédit public; elle a fait des roubles de cuivre; elle a donné cours à une monnoie fictive; elle a ouvert dans l'étranger des emprunts considérables. La Russie peut avoir de revenu fixe 92,000,000 de France. D'un autre côté cependant, si on considère ce que la Russie a fait avec un si petit revenu depuis le commencement de la guerre présente contre le Turc, on ne

conçoit pas qu'avec de si petits moyens elle ait pu faire de si grandes choses. Il est vrai qu'elle a été puissamment secourue par les Anglois: sans eux jamais elle n'eût pu équiper la flotte qu'elle a envoyée pour attaquer les Dardanelles. Le projet de cette entreprise téméraire avoit été il y a long-tems formé par le Comte de Munich: elle peut être téméraire, mais elle passera toujours pour une des plus hardies & des plus belles qui ait été faite; mais en même tems aussi pour une des plus ruineuses. On en peut juger par les 100,000 L. Sterl. qu'elle a rapportées à l'Amiral Elphinston; ce qui rendoit cette entreprise encore plus téméraire, c'est le mauvais état de la Marine Russe qui, quelque effort qu'elle fasse, ne peut jamais être considérable ni redoutable. Les Vaisseaux de guerre Russe sont d'une bonne construction, mais ils sont faits de bois d'une mauvaise qualité; elle n'a pas de matelots & ne peut en avoir, parce quelle n'a point de Marine marchande, & ne peut en avoir, puisqu'elle manque des productions qui constituent un commerce maritime.

Mais ce qui, ce me semble, auroit dû éloigner les Russes de porter la guerre en Turquie, c'étoit l'effet que devoit produire sur les autres Puissances de l'Europe, la crainte de ses succès. Ces Puissances devoient naturellement apprehender qu'après avoir reculé les bornes de son empire du côté de l'Asie, la Russie ne voulût ensuite les reculer aussi du côté de l'Allemagne. Si l'armée de l'Impératrice, pouvoient dire les autres Princes de

l'Europe, va à Constantinople, si sa flotte passé les Dardanelles, si enfin elle se rend Maîtreſſe de la partie de l'Empire Ottoman qui est en Europe, qui l'empêchera ensuite de porter ses armes en Allemagne? elle n'a rien à craindre de la Suede qu'elle tient dans sa dépendance, la Pologne c'étoit la seule barriere qui pouvoit l'arrêter; elle l'a renversée; la Nation Polonoise est sous le joug; que n'avons-nous pas à craindre de son ambition? l'entrée de l'Allemagne lui est ouverte.

Soit que l'Empereur & le Roi de Prusse, eussent déjà formé le projet de faire valoir leurs prétentions respectives sur la Pologne, soit qu'ils envisageassent tout ce que faisoient les Russes comme plus capable d'affoiblir leur puissance que de la rendre plus redoutable, ces deux princes parurent ne vouloir prendre aucune part aux affaires de la Pologne, où les Russes continuerent à exercer les plus grandes violences. Ils avoient dispersé la Confédération de Bar; mais peu de tems après elle reparut à Cracovie avec des forces bien supérieures. Les Russes y porterent une partie des leurs, ils s'emparerent de la Ville & au mépris d'une capitulation formelle, ils pillerent les Confédérés & les envoyerent prisonniers à Kiovie, avec l'appareil révoltant pour l'humanité & insultant, qui ne doit être réservé que pour les seuls criminels. Cette rigueur aigris de plus en plus les esprits. Les Confédérations se multiplierent, se réunirent enfin en une seule, qui représentant toute la Nation, réclama avec plus de force que jamais  
contre

contre les violences & les perfidies des Russes. Il sera bon ici de faire connoître à nos lecteurs quelles sont les formes usitées pour donner une existence légale aux Confédérations qui se forment en Pologne pour obtenir le redressement de quelques griefs qui intéressent le bien public. Il faut d'abord que tous ces griefs soient constatés par une protestation qui devient légale, dès qu'elle est enregistrée dans une *grods*, c'est-à-dire dans un greffe ou archive publique. L'extrait d'une de ces protestations suffira pour faire voir quelle doit être leur forme.

Le Sieur Charles Littawor Chreptowicz, Maréchal de la Confédération, & Nonce du district de Grodno à la Diète, préférant la liberté aux biens temporels, & la Foi catholique à la liberté même, proteste contre le Prince Repnin, Ambassadeur de la Cour de Russie, & déclare solennellement devant Dieu, devant toute la terre & le Royaume de Pologne, devant le Roi Stanislas Auguste, les autres Rois & Princes, notamment devant l'Impératrice de toutes les Russies, que ce Prince ayant sous ses ordres, dans le royaume de Pologne, un grand nombre de Troupes Russes, a abusé du pouvoir qui lui a été confié, pour opprimer la Foi catholique & orthodoxe; pour détruire & renverser les loix, droits, prérogatives & libertés de ce royaume, contre l'intention de l'Impératrice sa souveraine, & au préjudice de l'honneur de sa Majesté l'Impératrice. En effet l'Impératrice, en offrant d'interposer son autorité en fa-

veur des Non-unis & des Dissidens a déclaré par un acte du 26. Mars 1767 que son intention étoit qu'on écoutât leurs plaintes, & qu'on les jugeât suivant la forme des loix établies, ne voulant pas qu'il fût porté la moindre atteinte & qu'on dérogeât aux droits & libertés de la République & de la Religion catholique dominante. Elle avoit ordonné d'ailleurs, que ses troupes fussent employées à maintenir la tranquillité & l'ordre parmi les Citoyens, jusqu'à ce que la Diète assemblée eût terminé les discussions qui s'étoient élevées. C'est d'après ces assurances que tous les Ordres de la République s'étant confédérés, se sont rassemblés à Warsovie, pour y délibérer en Diète sur les affaires publiques, croyant pouvoir agir librement & sans crainte. Cependant contre leur attente l'Ambassadeur de Russie violant la sûreté publique, & leur ôtant, au mépris des loix du Royaume, le droit de dire librement leur avis, s'est porté à la face de la République assemblée, aux violences dont on ne voit aucun exemple de la part d'un Ambassadeur résidant chez des Rois & des Princes étrangers. Il a envoyé des détachemens de troupes dans tous les endroits où les Palatinats, terres & districts ont coutume de tenir les Diétines qui précèdent la Diète générale, pour forcer à main armée ces Palatinats d'envoyer à cette Diète des Nonces qui fussent dévoués aux partis & aux factions de cet Ambassadeur, & de rejeter ceux qu'ils avoient élus librement. Les Citoyens n'ont pas été libres dans leurs propres maisons ; les



membres les plus respectables de la République ont été faits prisonniers chez eux sous les yeux du Roi & des Ordres confédérés du royaume & du grand Duché de Lithuanie; ils ont été arrêtés avec violence par des Soldats Russes & conduits dans les prisons. Dès que la Diète eut ouvert ses séances, l'Ambassadeur distribua ses soldats aux portes de la Ville & autres endroits principaux, & ne permit aux Sénateurs, Ministres & Nonces de sortir, qu'avec un passe-port signé de lui; & pour comble d'oppression, il déclara que ces ordres rigoureux ne cesseroient qu'après que la République assemblée auroit consenti à tout ce qu'il avoit proposé; ce qui réussit au gré de ses desirs. Il exigea que les prétentions des Dissidents fussent le premier objet dont s'occupât la Diète; & cette affaire si importante fut discutée & décidée précipitamment & sans formes légales, non par la République entiere, mais par des Commissaires que la force, la crainte & les factions avoient corrompus. Des Sénateurs indignés de tant de violence, ayant voulu s'y opposer, il les a fait saisir la nuit du 16 Octobre, par des soldats armés, & conduire prisonniers hors de Warsovie. Ni le caractère épiscopal, ni la dignité de Sénateur n'ont pu les mettre à l'abri d'un traitement dont on ne se souvient qu'avec autant d'horreur que de surprise. Il leur a ôté la liberté de mettre ordre à leurs affaires; il les a privés de leurs Domestiques; leur a refusé les commodités les plus nécessaires à la vie; & ces infortunés dépouillés de leurs biens,

gémissent moins sur leur propre malheur, qu'e sur l'état déplorable de la Patrie. Ce n'est pas encore tout : les archives de l'Evêque de Cracovie, l'un des prisonniers ont été fouillées, son argent pillé, ses effets les plus précieux enlevés & tous ses biens ravagés. Le Prince Repnin, pour justifier de pareils excès faits à des Sénateurs, des Evêques & des Nonces, a prétendu qu'ils avoient outragé l'Impératrice, & donné des interprétations odieuses à ses intentions : mais qu'il lise les discours qu'ils ont prononcés à la Diète, ou qu'ils ont fait imprimer, il n'y trouvera pas un mot qui puisse blesser l'honneur de sa Majesté Impériale. Ce Prince s'est comporté non comme l'Ambassadeur d'une Impératrice alliée de la République, mais comme l'ennemi le plus cruel de la Patrie. Je ne parlerai pas des menaces de la prison & de l'exil, faites aux Sénateurs & aux Nonces bien intentionnés ; des défenses signifiées aux Notaires, Tabellions & autres Officiers publics de recevoir, sous peine de la vie, aucune protestation contre ces étranges violences. Lorsque dans la dernière session de la Diète quelques Nonces présentèrent des articles rédigés, selon les loix de la Patrie ; le Prince Repnin, à qui les articles ne plaisoient pas, en présenta d'autres contraires à nos loix, à nos prérogatives & à nos libertés, transcrits sur une copie informe, sans soucription d'aucun Notaire public : il insista avec autorité pour les faire recevoir, & il extorqua par la force & la contrainte un consentement équivoque ; car le Maré-

chal de la Diète ayant demandé l'avis de l'assemblée sur cet objet, six ou sept membres au plus dévoués à la faction de l'Ambassadeur répondirent à l'affirmative; tous les autres, gardant un profond silence, témoignoiient par leurs regards, leurs gestes, & même les larmes aux yeux, l'intention où ils étoient de réclamer, dès qu'ils en auroient la liberté, contre de semblables violences, & a signé Charles Littawor Chreptowicz, Nonce de Grodno.

Ce brave Gentil-homme a été obligé de s'ex-patrier, pour ne pas tomber au pouvoir des Russes qui ont pillé & succagé tout ce qui lui appartenoit, il s'est retiré à Vienne auprès de l'Empereur après s'être réuni aux autres Confédérés.

Les Russes devenus furieux de cette résistance générale qu'ils trouvoient à leur volonté, traitèrent les Confédérés avec une rigueur ou plutôt une cruauté que les loix de la guerre les plus rigoureuses n'autorisent jamais. Un de leurs Officiers, entre autres, le Colonel Drewitz se distingua dans ces scènes cruelles: on le vit faire de sang froid massacrer les Confédérés de Lencis ses prisonniers; ses soldats qu'il animoit, coupoient les mains ou estropioient tous ceux soupçonnés être contraires à leur dessein; les femmes, les filles éprouvoient de leur part tout ce que la brutalité la plus effrénée peut inventer; les églises mêmes n'échappoient pas à leur profanation; elle s'étendoit jusques sur les choses les plus sacrées de la Religion.

Pendant que ces horreurs se passaient, on rappella le Prince Repnin, on lui donna, pour successeur le Prince Wolkonski. Différent de son prédécesseur, il étoit doux & modéré; malheureusement pour la Pologne, son commandement ne dura qu'un moment & le Comte de Saldern d'un caractère tout opposé vint le remplacer. Le premier acte d'autorité qu'il fit, fut de donner des gardes au Primat du royaume & de l'empêcher de sortir de Varsovie; il fit ensuite enlever le Comte de Howen, Ministre de Courlande, sous le prétexte de quelques correspondances contraires aux vues de la Russie.

Les Polonois ont été autrefois la terreur des Allemands, des Moscovites, des Suédois & des Tartares. Le peu de résistance qu'ils ont opposé aux entreprises des Russes, depuis l'élection du Roi régnant, prouve qu'ils n'ont plus la même puissance, mais non pas qu'ils aient perdu ce courage héroïque qui distinguoit leurs ancêtres. Cet affoiblissement du Corps politique de la Pologne, a son principe dans la Constitution nationale. Si revenus de leur attachement pour leurs anciens usages, les Polonois se fussent attachés à réformer la machine mal composée de leur Gouvernement, on les verroit encore comme autrefois redoutés de tous leurs ennemis & respectés de leurs voisins. Il s'en faut bien cependant que la Pologne soit aujourd'hui ce qu'elle étoit anciennement. La Russie lui a enlevé les Palatinats de Smolensko & de Kfernichow, une grande partie

de ceux de Kiovie, de Braclawie & de Livonie & tout le district de Starodonbow. Si les Russes ne possèdent pas la souveraineté des Duchés de Courlande & de Sémigalle, ils les tiennent dans leur dépendance absolue, de manière que le pays ne peut pas fournir à la Pologne comme il le feroit sans cette dépendance, de braves & courageux défenseurs. Les Cosaques qui étoient unis aux Polonois & par affection & par intérêt, sont aujourd'hui attachés aux Russes; les Moldaves & les Valaques ont passé sous la domination de la Porte; ils étoient sous celle de la République; la Prusse Ducale & la Poméranie faisoient aussi partie de ses domaines. A ces pertes, si on joint celles que la République vient de faire par le nouveau démembrement dont nous parlerons dans la suite, on comprendra aisément qu'il est bien difficile, mais non pas cependant impossible, que la Pologne s'affranchisse de la dépendance où la tiennent les Russes.

Ceux-ci sont en Pologne, ils y commandent; mais cependant on ne peut pas dire qu'ils en soient encore les maîtres. Si les braves Polonois ont jusqu'à présent pu balancer seuls leur puissance, que n'auroient-ils pas été en état de faire, si l'esprit de faction qui divise les habitans de la Pologne, s'étoit changé en un esprit d'union & de concorde qui pourroit réunir les différens intérêts des partis à celui du bien public. Si d'un autre côté les Confédérés eussent surmonté tout sentiment de prévention contre leur Souverain;

si le Roi avoit donné plus de confiance à ses sujets, alors la Russie auroit pu être pour la Pologne une Puissance peu redoutable, sur-tout dans ce moment où, obligée de diviser ses forces, elle ne peut les porter toutes contre la Pologne.

La Pologne n'a tout au plus que 18000 hommes d'Infanterie, mais elle peut armer 100000 & même 200000 Cavaliers, & quand la Cavalerie Polonoise est bien conduite, elle est la meilleure de toute l'Europe. Par ce qu'elle a fait sous Jean Sobiesky, on peut juger de ce quelle pourroit encore faire. Il est vrai que tout ce qui touche à l'administration de la guerre est défectueux en Pologne; on n'y voit point cette prévoyante activité d'où dépend souvent le succès des entreprises militaires. Les Polonois sont toujours sans magasins, sans vivres, sans munition assurée, ils n'ont ni arsenaux, ni artillerie; de-là vient cet esprit d'indiscipline, qui porte le Fantassin & le Cavalier Polonois, lorsqu'ils ont consommé les vivres qu'ils ont apportés avec eux, à se livrer au pillage pour s'en procurer.

Ce qui seroit le plus difficile à corriger & qui cependant est une des principales causes de la foiblesse du Militaire Polonois, c'est le faste orgueilleux de ceux qui le composent. Ce faste ridicule est une suite de cet esprit aristocratique, qui regne en Pologne. La Noblesse, non contente de mettre une grande distance entre elle & les autres Ordres de l'Etat, veut encore en être distinguée par la somptuosité de sa table, par la richesse de

ses habits & par la grandeur de son cortège. Habités à vivre en souverains dans leurs terres, les Nobles Polonois pensent que leur luxe & leur magnificence doivent les suivre dans les camps. De-là ces chariots sans nombre, qui embarrassent la marche des armées, qui retardent leurs opérations, & cette quantité de chevaux & de valets qui les affament. A peine une Armée Polonoise est-elle entrée dans un pays, que la famine y arrive avec elle. On ne peut mieux comparer les Armées Polonoises qu'à celles des anciens Perles, qu'une poignée de Macédonias sobres & modestes faisoit fuir avec tant de facilité. Les Soldats Russes ressemblent beaucoup à ces derniers: ils sont braves, forts & faits à la fatigue: avec de l'eau, un peu de suif & de la farine de ris, on nourrit un soldat Russe; ils s'enterrent ainsi que des Lapins, dit un auteur, pour se mettre à couvert du froid; ils se battent comme des Lions, non pour la gloire, mais pour obéir à leur Souveraine.

Le malheur rend souvent injuste. Les Polonois le furent à l'égard de leur Roi; ils lui firent un crime de la protection de la Russie à laquelle il devoit principalement son élévation, & ils le rendirent responsable de tous les maux qui affligoient la Patrie. C'étoit pour la tirer de l'oppression que la Confédération avoit été formée: un si beau motif l'avoit rendue légitime; elle avoit alors tous les caractères de Patriotisme; elle prit ceux de l'animosité personnelle, quand son principal objet fut de détrôner le Roi. Les Confédérés

publièrent l'interregne & cette démarche indisposa contre eux toutes les Puissances. Un Ecrit qui parut dans le tems, fit connoître à toute l'Europe combien peu étoient fondés les prétendus griefs qu'ils alléguoient pour justifier leur conduite. Nous pensons faire plaisir à nos lecteurs de le rapporter ici, il est d'un homme désintéressé qui étoit en Pologne lorsque cet événement arriva.

*Examen impartial des objections formées contre l'élection du Roi de Pologne & contre sa conduite.*

Le Comte Stanislas Poniatowsky, grand Panetier de Lithuanie, a été élu Roi de Pologne, après la mort d'Auguste III. Electeur de Saxe, de glorieuse mémoire. Son élection a été ouvertement protégée par les Russes. La vérité exige même qu'on ne dissimule pas que cette élection a été préparée par l'intrigue, & consommée par la contrainte; mais une élection libre & unanime, telle que la prescrivent les Constitutions de cette République, n'est absolument pas possible. Il n'y en a pas d'exemple dans les Annales de la Nation. L'interregne est toujours un tems tumultueux, que la force seule & la supériorité déterminent, & qui nonobstant, laissent toujours un germe de schisme qui ne se dissipe que par une Diète de pacification. La dernière élection a cela d'avantageux & de remarquable, qu'à l'instant de la proclamation, toutes les oppositions ont cessé par la soumission unanime de tous les mécontents,



de forte que pour les réunir il n'a pas été nécessaire de convoquer une Diète de pacification. D'ailleurs la reconnoissance en a été faite successivement par toutes les Puissances de l'Europe; le Roi a été sacré & couronné solennellement, & par conséquent il a acquis un caractère indélébile, qu'il n'est pas de la dignité des Souverains d'exposer aux vicissitudes du sort.

La nation séduite & trompée, par les ressorts insidieux que la Russie a fait mouvoir, s'est confédérée contre les actes multipliés d'atteintes portées contre ses prérogatives, & contre la forme de son Gouvernement. Elle impute au Roi une connivence criminelle avec les Russes, & le rend complice de tous les malheurs qui ont affligé la Nation. Cette imputation est peut être hazardée & suggérée par la jalousie & par les mouvemens de l'amour-propre, mortifié de reconnoître pour maître un égal; car dans l'ordre naturel, cette connivence ne peut pas être présumée, puisque le Roi seroit le premier à souffrir du joug & de la dépendance dans laquelle les Russes veulent asservir sa Nation, & qu'il ressentiroit plus vivement que personne, les atteintes portées à sa dignité & à ses prérogatives. L'exakte impartialité exige donc des preuves convaincantes de cette connivence; car les faits paroissent démentir cette imputation. On ne peut reprocher au Roi que des complaisances pour la Russie qui n'annoncent que de la reconnoissance de sa part. Il a donné des charges, il a élevé des particuliers à la recom-

mendation des Russes ; il a facilité la reconnaissance de l'Impératrice de toutes les Russies, que la République avoit répugnance d'admettre ; ce qui, à sa sollicitation, a passé à la Diète de couronnement, *salvis juribus Reipublicæ*. Il a concouru à fixer les limites des deux nations en Ukraine, objet contesté depuis long-tems ; mais toutes ces opérations n'ont causé aucun préjudice réel à la Pologne, au lieu que dès que les droits ont été compromis, il a montré une fermeté que les prières ni les menaces des Russes n'ont pu ébranler. Au commencement de la guerre avec les Turcs, les Russes ont voulu avoir à leur disposition la forteresse de Kaminiek. C'étoit compromettre sa Nation ; le Roi l'a refusé constamment. Les Russes ont voulu le contraindre à former une Réconfédération qui divisât la Pologne & qui armât citoyen contre citoyen. Non seulement le Roi l'a refusé, mais il s'est opposé à toutes les tentatives & à tous les ressorts que les Russes faisoient mouvoir, pour l'effectuer sans sa participation ; ce qui démontre évidemment que ses complaisances pour la Russie ont été bornées & réfléchies, & qu'il n'a pas été de connivence ni complice de leurs projets.

Que la conduite du Roi ait quelquefois paru démentir ces principes ; qu'il ait favorisé les Russes, ou qu'il se soit opposé aux desseins des Confédérés, on ne peut pas sans injustice lui en faire un crime, si on se représente qu'il est obsédé & comme prisonnier des Russes & qu'il peut avoir

été forcé dans ses résolutions. D'ailleurs il a reçu de sa Nation des marques d'aversion & de mécontentement qui pourroient justifier la partialité qu'on lui reproche, quand bien même il n'auroit pas été dans l'impuissance d'y résister; il n'a envoyé des troupes que contre ceux qui vouloient dévaster ses apanages & lui enlever sa subsistance; & s'il en a envoyé tout récemment contre les Confédérés mêmes, il y a été forcé par l'indispensable obligation de veiller à sa propre conservation. Les Confédérés ont déclaré l'interregne; ils se sont donc déclarés les ennemis personnels du Roi. Ils ne dissimulent plus le dessein qu'ils ont de le détrôner. Peut-on exiger que le Roi reste dans l'inaction, & qu'il voie leurs progrès avec indifférence? D'où il faut conclure que le Roi est enveloppé lui-même dans l'oppression, & que ne voyant que des dangers & des partis extrêmes à prendre, il préfère ceux qui lui présentent au moins l'affermissement d'un regne que sa Nation lui conteste avec tant d'acharnement.

Les Confédérés ont-ils solidement réfléchi aux suites qui résulteroient du détrônement du Roi? l'on pense que la plus grande partie de la Nation le desire, mais il n'y a point d'unanimité sur cet objet. Le Roi a toujours des créatures & des partisans qui, quoiqu'en petit nombre, conservent assez d'influence dans les provinces, pour y perpétuer des germes d'opposition qui dégénéreroient en nouveaux troubles, & qui acheveroit la défolation du Royaume. De plus si le Roi est pous-

se au désespoir par l'averſion des Confédérés, il se jettera entre les mains des Russes, qui ne regarderont son successeur que comme un *intrus* & un usurpateur exposé à toutes les vicissitudes des troubles qui continueroient, tandis que la paix & la tranquillité sont les objets les plus précieux & les plus nécessaires à la Pologne, & que la Nation doit faire quelques sacrifices pour se la procurer. On suppose encore que, contre toute vraisemblance, la Russie admette le détronement du Roi, l'honneur de la Nation exige qu'on lui fasse un sort; est-elle en pouvoir de le faire? Et en le faisant que resteroit-il au nouveau Roi? des provinces désolées, des sujets divisés. Cette perspective n'est certainement avantageuse ni à la République ni au nouveau Roi qu'on pourroit élire. D'où l'on peut conclure que la conservation du Roi actuel, importe nécessairement au rétablissement de la tranquillité en Pologne, & que sans cela les troubles se perpétueront infailliblement.

Le seul objet que les Confédérés ne doivent pas perdre de vue & que les Puissances de l'Europe sont intéressées à protéger, c'est l'évacuation des Russes hors de la Pologne & la cessation des violences qu'ils y commettent, parce que la Nation rendue à elle même & délivrée de l'oppression de ces troupes étrangères, sçaura bien de concert avec les Puissances alliées, rétablir une administration qui prévienne les abus du pouvoir, & qui rétablisse l'équilibre dicté par les Constitutions: elle sçaura prescrire des bornes qui assure-

ront sa tranquillité, & le Roi instruit par ses malheurs & trop convaincu des projets ambitieux des Russes, recherchera avec plus de confiance le concours des Citoyens patriotes. La bonne harmonie se rétablira, & dès lors il deviendra de l'intérêt général d'affermir les dispositions que l'expérience a fait reconnoître absolument indispensables pour la conservation de leur indépendance.

Quel dommage qu'un des plus beaux pays de l'Europe soit continuellement livré aux horreurs des guerres intestines. La Pologne, cette belle contrée, si vaste, si riche en productions, si abondante en hommes; qu'un grand fleuve baigne; qu'un grand nombre de rivières arrosent; dont les habitans ont le courage & la bravoure des anciens Sarmates dont ils descendent, du goût pour les arts, de l'aptitude pour les sciences & tout ce qui caractérise un peuple policé par les lettres qu'il aime & qu'il cultive; la Pologne, dis-je, seroit aujourd'hui un Royaume des plus considérables de l'Europe, s'il avoit un bon gouvernement. Pour donner une nouvelle vie à la Pologne, il faudroit plus de désintéressement dans la Noblesse, plus de liberté dans le Peuple, & plus d'autorité sur le trône; sans cela, jamais la Nation Polonoise ne se fera respecter de ses voisins, & elle sera toujours exposée à leur ambition, intéressée à fomenter chez elle les troubles & les divisions.

Les Polonois, éclairés comme ils le sont, patriotes comme ils le paroissent & l'ont si souvent prouvé, instruits par les malheurs qu'ils ont essuyés, & sur-tout par ceux qu'ils essuient présente-

ment, ne devoient-ils pas, se dépouillant de tout intérêt personnel, ne s'occuper que de celui de la Patrie? Ils ont élevé sur le trône un Prince digne de s'y asseoir, ils se sont confédérés & avec raison, contre une Puissance voisine, qui veut s'arroger le droit de leur commander. Pourquoi détruisant leur propre ouvrage, veulent-ils changer de Chef, & se mettent-ils par là dans l'impuissance de s'affranchir de la crainte du joug étranger qui les menacent. Toute puissante qu'est la Russie, jamais elle ne parviendroit à mettre dans sa dépendance la Nation Polonoise, si réunissant toutes ses forces, elle ne les employoit que pour défendre sa liberté.

Mais, dit-on, le Roi s'est prêté & se prête aux vues ambitieuses des Russes. Il auroit dû, disent les Confédérés, se mettre à notre tête; & nous conduisant lui-même au combat, nous prouver son patriotisme. Il l'auroit fait sans doute, peut-on leur répondre, si après avoir levé l'étendard de la liberté, vous aviez tous marché pour le délivrer de l'espece d'oppression où le tenoient les Russes jusques dans son palais. Au lieu de cela, les Confédérés ont déclaré le trône vacant, & par cette déclaration, ils ont mis leur Roi dans la triste impuissance de séparer ses intérêts de ceux des Russes. Ou je me trompe fort, ou cette démarche à nuï infiniment à ceux des Confédérés; car dès ce moment ils ont, pour ainsi dire, lié les mains à toutes les Puissances amies de la Pologne. Ils ont affoibli le caractère d'opresseurs

de la Pologne que les Russes avoient auparavant aux yeux de toute l'Europe, & leur ont donné le droit de se dire les défenseurs de leur Roi. Les Polonois pouvoient à juste titre réclamer la protection des Puissances amies de leur République contre les violences commises par les Russes, contre les entreprises formées par eux contre leur Constitution nationale; mais ils ne devoient pas lever l'étendart contre le chef de leur République.

Stanislas Auguste a été élu légitimement, reconnu par tout l'Ordre Equestre & couronné publiquement, sans qu'alors personne ait réclamé contre son élection, & son couronnement. Avant son couronnement, n'a-t-il pas juré les *pacta conventa*?

Les *pacta conventa* lient également les Polonois comme leur Souverain; celui-ci n'est reconnu pour tel, que parce qu'il jure l'observance de ces pactes; tant qu'il les observe, il est Souverain légitime des Polonois, qui ont certainement le droit de cesser de le reconnoître pour tel, du moment qu'il viole la promesse qu'il leur a faite, & qu'il s'écarte du contrat qu'il a fait avec eux.

Les Polonois ont pu se confédérer pour la défense de leur liberté menacée & même attaquée par les Russes; mais pour qu'ils le pussent faire aussi légitimement contre leur Roi, il faudroit que celui-ci eût violé les *pacta conventa*, & que la Nation en eût des preuves convaincantes; elle auroit été alors en droit de cesser de le reconnoître, parce qu'elle auroit été déliée du serment qu'elle lui a voit fait de lui obéir & de lui être fidelle.

Les entreprises formées par les Russes font connues; les Confédérés les ont mis sous les yeux de l'Europe entière dans leur Manifeste; mais jusqu'à présent, je n'ai pas encore vu qu'ils aient démontré que leur Roi ait violé les *pacta conventa*. D'ailleurs quand on supposeroit véritable la violation de ce pacte, suffiroit-il qu'une partie de la Nation jugeât le trône vacant, pour qu'il le fût en effet? Il est de principe, que qui fait un acte a seul la puissance de le détruire. Or c'est la Nation Polonoise entière, qui a élu Stanislas Auguste; c'est avec elle que ce prince a fait les *pacta conventa*; elle seule a donc le pouvoir légitime de faire cheoir du trône celui qu'elle y a élevé. La Nation en Pologne, n'est représentée que par ses Diètes; il faut donc qu'une Diète déclare le trône vacant, comme il a fallu une Diète pour le remplir. Jusqu'à ce moment Stanislas Auguste sera toujours regardé, par toutes les Puissances de l'Europe, comme le seul & légitime Roi de la Pologne, par la raison que ne l'ayant reconnu qu'après qu'il l'a été par toute la Nation entière, il faut que ce soit cette même nation, qui leur fasse connoître par un acte authentique, qu'il ne l'est plus.

Le Roi régnant est un Piasse; on doit naturellement le croire plus attaché au maintien de la Constitution de son pays, que ne le seroit un prince étranger qui monteroit sur le trône, & la Nation auroit plus à craindre de voir un jour ce même trône devenir héréditaire, si celui qui s'y trouveroit assis avoit pour soutien quelques nations



puissantes de l'Europe, avec lesquelles il seroit lié par le sang. Les Polonois en choisissant un prince étranger, quand bien même ils n'auroient pas à craindre l'hérédité de droit, auroient toujours à redouter celle de fait. Pendant longtems on les a vu perpétuer dans la même famille la Couronne. Ce ne fut à proprement parler qu'en 1697. qu'ils s'écarterent de cet usage, & sans l'avarice recon nue de la femme de Jean Sobiesky, ils n'auroient pas refusé leur suffrage au fils de ce prince. Qui leur répondra que s'ils mettoient sur le trône un étranger, ils conserveroient le droit de refuser ou de rejeter son fils pour lui succéder? Combien de pays dont les Souverains étoient électifs, & qui ne le sont plus aujourd'hui?

Si les Confédérés s'obstinoient à confondre dans leur inimitié leur Souverain avec la Russie, quel épouvantable malheur ne prépareroient ils pas à leur Nation! Qu'ils considèrent ce que leur coûte cette guerre affreuse qui désole leur pays. Le carnage, la dévastation & les horreurs de la peste, suites ordinaires des guerres cruelles, voilà les maux qu'ils essuient depuis plusieurs années. On frémit, & l'humanité gémit, de voir cette brave Noblesse, moissonnée par le fer; la subsistance de ses vassaux dévorée par les flammes; leur bien livré à l'avidité de ravageurs cruels & impitoyables qui, s'ils continuent, feront de toute la Pologne un vaste désert inculte & inhabité.

Le sort actuel de la Pologne est d'autant plus triste qu'à l'avènement au trône de Stanislas Au-

guste, tout étoit disposé pour une réforme générale ; dans la Diète de convocation qui précéda l'élection du Roi, on avoit pris la résolution de détruire tous les vices du Gouvernement, de réformer tous les défauts de l'administration. Le fatal *liberum veto* qui depuis le commencement du siècle a rompu presque toutes les Diètes ordinaires, n'auroit plus produit dans la suite le même effet. La Diète décida que dans les matières oeconomiques, militaires & civiles tout se régleroit à l'avenir à la pluralité des suffrages, & non à l'unanimité ni dans les Diètes ni dans les Diétines. Un autre abus d'une aussi grande importance fut aussi réformé. On statua que l'armée & le trésor ne seroient plus à la disposition des grands Généraux & des grands Trésoriers comme cela étoit auparavant. Les Généraux & les Trésoriers n'étant comptables qu'à la Diète, il arrivoit toujours que la Diète étant détruite par le *liberum veto*, les abus qui concernoient l'armée & les finances, ne pouvoient jamais être reformés, de manière que les Généraux & les Trésoriers restoient toujours maîtres absolus dans leur département. La Diète de convocation ordonna que deux Conseils souverains seroient établis, l'un pour la guerre, l'autre pour les finances. Ces Conseils, sous la dénomination de Commissions, devoient diriger tout ce qui auroit rapport à ces deux départemens ; le grand Général devoit être président de la Commission de la guerre, & le grand Trésorier, de celle des finances ; tous les Commissaires nommés par

Le Roi & tirés de l'Ordre Equestre auroient dû donner librement leur suffrage & ç'auroit été à la pluralité de ces suffrages que tout se seroit décidé; mais ces décisions portées ensuite devant la Diète y auroient été examinées, ainsi que les comptes des Trésoriers.

Les chemins en Pologne sont si négligés, qu'ils sont presque tous impraticables dans la mauvaise saison: aucune communication n'est ouverte de canton à canton, de manière qu'il arrive que des pays très fertiles, faute de débouchés pour les denrées, se trouvent souvent accablés des maux de la pauvreté. La Diète de convocation voulut y remédier: elle statua qu'on auroit à l'avenir la plus grande attention à l'entretien des chemins & qu'on en ouvreroit de nouveaux dans tous les endroits où il n'y en auroit pas: elle s'occupa encore très sérieusement des monnoies, des mesures, des poids, des droits des peuples & des douanes; mais l'article sur lequel la Diète négligea de statuer fut celui des affranchissements.

J'ai quelquefois rencontré des gens qui soutenoient qu'il étoit plus avantageux à la Pologne que ses terres fussent cultivées par des paysans esclaves, comme le sont celles des Moscovites, que par des paysans libres, comme le sont celles de l'Angleterre, de la Suisse, de l'Allemagne & de la France. Ce qui est arrivé en Pologne à quelques grands seigneurs qui ont affranchi leurs vassaux décide invinciblement cette question, qui n'en devoit pas être une dans un siècle aussi é-

clairé que le nôtre, & que dans le douzieme siecle on auroit pu discuter sérieusement. Pour faire voir toute son absurdité, je me contenterai de rapporter ce qu'a fait le Comte Zamoysky, ancien grand Chancelier de la Pologne. Il a affranchi ses vassaux dans une terre qu'il possède dans le Palatinat de Plock. Cette terre se nomme Bierun, mais cet affranchissement fut fait avec toute la prudence & la sagesse d'un homme qui connoit les hommes, & qui sçait tirer parti pour eux-mêmes de leur amour-propre, & de leurs propres défauts.

L'effet naturel de l'esclavage est de rendre les hommes indolens & paresseux; on n'est actif & laborieux, qu'autant qu'on a intérêt à l'être; les vassaux du Comte Zamoysky habitués à l'esclavage, pouvoient devenir libres, & conserver encore pendant long-tems ce dégoût pour le travail qu'ils avoient contracté dans les fers. Le Comte, pour les rendre laborieux, les rendit, en les affranchissant, solidaires l'un pour l'autre. Il en résulta un tres-grand bien. Tous les paysans affranchis devinrent, dans chaque village, surveillans les uns des autres; ils eurent tous un intérêt particulier à empêcher que l'ivrognerie & la paresse ne s'introduisissent parmi eux; chacun craignant de payer pour celui qui ne travailleroit pas, mit tout en oeuvre pour exciter par son exemple les moins laborieux, & lorsqu'il arrivoit qu'un de la communauté ne pouvoit pas se corriger de ses vices, on le forçoit à s'expatrier, & à céder sa place & sa possession à un étranger plus vertueux que lui;

mais on n'admettoit l'étranger, qu'après avoir bien connu son caractère, son économie & ses mœurs. Chaque payfan eut en propriété autant de terre qu'il put en cultiver, & ne fut obligé de payer à son seigneur qu'une redevance ou cens annuel proportionné à la valeur du sol. Non content de cela, le Comte de Zamoysky voulut encore stimuler l'industrie de ses vassaux. Pour cela, il établit des prix en argent, qui furent donnés tous les ans aux paysans qui feroient les plus belles toiles; aux paysannes qui fileroient le plus beau lin, ou feroient d'autres ouvrages utiles. Le jour de la St. Joseph fut fixé pour la distribution de ces prix.

Ce jour-là tous ceux ou celles qui y prétendoient, apportoient les échantillons de leurs travaux, & celui qui avoit le mieux fait, recevoit le prix, & vendoit presque toujours son ouvrage. Par-là l'amour-propre des femmes comme des hommes étoit excité, & qui n'avoit pas été couronné, s'efforçoit pendant toute l'année, de mériter de l'être l'année suivante. De cette façon, tous les momens qui n'étoient pas employés à des travaux utiles, ajoutoient à leurs richesses. Depuis cet établissement, les paysans du Comte de Zamoysky ne sont plus reconnoissables; leurs habitations sont aujourd'hui beaucoup plus grandes & plus commodes que celles de leurs voisins qui ne sont pas affranchis; leurs habillemens sont moins grossiers, leurs enfans sont mieux élevés; ils ont établi des écoles pour leur enseigner à lire

& à écrire; ils paient régulièrement les redevances à leur Seigneur: celui-ci est devenu plus riche; il n'a plus pour faire valoir ses biens, d'Intendant qui le vole, d'Econome qui le trompe; il n'a plus comme auparavant des réparations énormes à faire. Cette terre, qui ne lui rapportoit pas 15000 l. de net, lui en vaut aujourd'hui au moins 50000: ses paysans contens de leur sort le bénissent sans cesse; ils l'appellent leur pere, & ils les regarde comme ses enfans; il s'est réservé quelques droits de corvée; mais ils préviennent ses ordres; & l'ouvrage est fait souvent avant qu'il soit ordonné; ses foins sont fauchés, ses bois sont coupés à l'instant même où il est nécessaire qu'ils le soient. Ainsi le Comte est aujourd'hui plus riche & plus heureux; car il n'est pas de bonheur qui soit comparable à celui de faire des heureux, & point de puissance comparable à celle qu'on tient de la reconnoissance.

Le prince Czartorisky, grand Panetier de Lithuanie a suivi avec le même succès l'exemple du Comte Zamoyski, & je ne doute pas que toute la Noblesse Polonoise, lorsque la paix sera rétablie dans leur pays, ne fasse la même chose. Il est vrai qu'il y a dans la Pologne des Cantons où cet affranchissement pourroit peut-être, quant à présent, ne pas produire cet effet, où il seroit même défavantageux pour les paysans qui les habitent, qu'ils fussent affranchis; tels sont les Cantons où, faute de chemins, & à cause de l'éloignement des Villes, il n'y a pas moyen d'avoir des débouchés

pour les productions de la terre; car leur vente n'étant pas assurée, ceux qui les recueilleroient se trouveroient plus malheureux, s'ils cultivoient la terre pour eux-mêmes qu'ils ne le font à présent qu'ils la cultivent pour leurs maîtres.

L'affranchissement des habitans de la terre de Bierun n'a si bien réussi, que parce qu'ils sont à portée de la Vistule, & peu éloignés de Thorn; la Podolie, la Volhinie n'auroient pas les mêmes avantages; mais quand des chemins de communication seront établis dans ces Cantons, alors leurs habitans sentiront tout l'avantage de l'affranchissement; ils le demanderont avec autant d'empressement, qu'ils le refuseroient présentement si on le leur offroit.

Si l'on se rappelle ce que nous avons dit au commencement de cet Ouvrage de la politique des Russes, on concevra que les dispositions que fit la Diète de convocation dut les allarmer, & les Polonois qui étoient bien éloignés de penser que le projet de la Russie fût de les asservir, laisserent peut-être alors trop voir la résolution qu'ils avoient prise de travailler sérieusement à la réformation de leur Gouvernement. La Russie en sentit les conséquences; elle jugea que si la Pologne parvenoit à mettre plus d'ordre dans ses finances, plus de discipline dans ses armées; si elle donnoit plus de solidité à ses Diètes, elle reprendroit toute son ancienne force, & deviendroit comme par le passé une Puissance redoutable, dont la Russie elle-même auroit à craindre la force. Il étoit donc de

l'intérêt des Russes d'empêcher l'exécution de ce projet de réforme & pour cela le moyen le plus sûr étoit de diviser les esprits & sur-tout d'empêcher l'union de la Nation & du Roi. Ils y réussirent au point d'exciter contre ce prince une haine implacable qui a produit le 3 Novembre 1771 un de ces événemens qui font rougir & la religion & l'humanité.

Entre huit & neuf heures du soir, le Roi de Pologne se rendit chez le prince Czartoryski son Oncle, & grand Chancelier de Lithuanie, qui se trouvoit indisposé: ce bon Maître toujours attentif à ne pas former un joug de son service, avoit renvoyé tous ceux qui sont dans l'usage & dans l'obligation de l'accompagner; ce sont des Chambelans, des Aides-de-Camp, quelques Officiers & des Gentils-hommes. Il n'avoit gardé que ses Pages & ses Domestiques. Retournant au Château, son carrosse fut assailli par trente hommes, qui tirèrent sept à huit coups de pistolets, dont quelques-uns percerent l'habit de sa Majesté, & un entr'autres frisa ses temples & brûla ses cheveux. Deux Heyducs qui étoient aux portières, ayant voulu s'opposer à cet horrible attentat, l'un fut tué roide, & l'autre blessé à mort: un seul Aide-de-Camp ayant également montré quelque résistance, reçut un coup de Sabre qui l'étendit par terre, & dont la blessure fut fort dangereuse. Dans la confusion de ce monstrueux projet, le Roi fut tiré de son carrosse, désarmé & traîné à pied jusqu'en haut de la rue, où on le mit sur un mauvais che-



val, qui fut entouré par ces trente scélérats, qui tenoient le sabre à la main. Dans l'obscurité de cette nuit & dans la précipitation qui accompagne toujours les forfaits de cette nature, ces monstres manquèrent le chemin qu'ils s'étoient frayé à travers un fossé dont l'on a entouré la ville à l'occasion des troubles actuels; ils forcerent le Roi à sauter dans l'endroit du fossé qui se présenta, il fut abbatu sous son cheval, qui se cassa une jambe, il perdit son chapeau & sa fourrure. Le Roi fut retiré & forcé de suivre, tantôt à pied, tantôt à cheval, entendant répéter à chaque instant par les plus furieux, qu'il étoit temps de le massacrer, & le Chef répondant qu'il falloit attendre jusques dans le petit bois, qui n'étoit pas éloigné. Quel cruel état pour un Roi qui n'a jamais eu d'ambition plus sincere, que celle de faire le bonheur de sa Nation! Il n'est pas possible de méconnoître dans cet événement la direction suprême du Roi des Rois; il répandit l'allarme dans l'esprit de ces abominables assassins; ils crurent entendre le bruit de ceux qui les poursuivoient, ils crurent qu'ils alloient rencontrer des Vedettes ou des Patrouilles Russes; la crainte les dispersa, le Chef conduisit le Roi dans le petit bois, & divisa les autres en plusieurs bandes, pour tromper la vigilance de ceux qui pourroient les poursuivre. Le Roi resté dans le petit bois à la discrétion du Chef, demanda à se reposer un moment; il étoit épuisé & par la fatigue & par la cruelle agitation du moment. Cet instant décida de son sort. L'horreur

du régicide arracha des soupirs & des regrets à ce Chef qui convint qu'il se portoit à un grand crime, puisque c'étoit contre la personne de son Roi. Ajoutez répliqua le Roi, contre votre bon Roi; puisqu'il est disposé à vous pardonner, vous & vos complices. — Mais nous avons fait serment de vous livrer mort ou vif. — O Dieu quel serment! peut-il être agréable à Dieu, puisque c'est contre celui qui le représente sur la terre! Ne m'avez-vous pas fait un serment antérieur de fidélité? Pouvez-vous l'enfreindre & commettre un crime qui vous rendra l'horreur de la postérité & la honte de votre Nation? Le Roi, par sa fermeté & sa présence d'esprit, en imposa tellement, & attendrit cet homme, au point qu'il se jetta à ses pieds, lui demanda pardon, & lui dit: votre vie étoit en mon pouvoir; je remets la mienne à votre discrétion. Le Roi lui réitéra son pardon, en lui ordonnant de le conduire au moulin de Marimont, qui étoit peu éloigné. Le Roi arriva à ce moulin accablé de lassitude, échevelé, défiguré par les éclaboussures de boue, la tête toute en sang. Il frappe & redouble en vain pendant une demi-heure, le meunier qui craignoit sans doute les rodeurs, refusa d'ouvrir. Mais le Roi ayant déclaré qui il étoit, on le reçut avec le respect & l'empressement qu'il méritoit; il écrivit sur le champ un billet au Général-Major Coccic, Colonel des Gardes de la Couronne, & pendant cet intervalle celui qui avoit enlevé le Roi, fit sentinelle à la porte, & le garda, le sabre à la main.

Le Général-Major informé de la retraite du Roi, y accourut au galop ; mais le détachement qu'il avoit ordonné, & qui, quoiqu'à pied, devançoit le cheval, tant il y avoit d'ardeur à sauver le Roi, rentra enfin avec ce Monarque à Varsovie entre quatre & cinq heures du matin.

Au moment que le carrosse du Roi avoit été attaqué, l'allarme s'étoit répandue dans tous les quartiers de la ville ; mais avant qu'on pût prendre des mesures qui prévinsent les suites de cet attentat, le Roi étoit déjà hors de la Ville. La consternation devint générale ; tout le peuple demandoit à grands cris qu'on l'employât à délivrer le Roi : tous les seigneurs présents à Varsovie se préparoient dans la plus grande agitation à réunir leurs forces pour le r'avoir ; le carrosse du Roi & le corps mort du Heyduc furent conduits chez le grand Maréchal pour constater le délit & en dresser procès-verbal. Dès que le peuple vit le carrosse percé de balles, la ville ne retentissoit que de pleurs & de gémissemens ; on vouloit massacrer tous ceux que l'on soupçonnoit être contraires au Roi, & il n'a jamais éclaté de regrets plus vifs & plus sinceres ; mais ils se changerent en cris d'allégresse & d'acclamations quand on fut informé que le Roi étoit délivré : toute la ville accourut au-devant ; le Clergé, la Noblesse, tout le Peuple fit retentir sa joie & ses transports ; toutes les rues furent illuminées, & le Roi fut comblé des vœux & des bénédictions de tout son peuple, qui ne les cessa que pour aller se prosterner dans

les Eglises & rendre graces à Dieu de la visible protection qu'il avoit accordée à ce bon Roi.

Le Roi impatient de faire quelque gratification au Meûnier qui lui avoit donné asyle, le fit venir le lendemain, & lui ayant fait demander en quoi il pouvoit l'obliger, le Meûnier demanda après quelques réflexions la construction d'un nouveau moulin, dans un endroit qu'il indiqua. Le Roi en fit sur le champ expédier les ordres qu'il signa, & ayant fait introduire le Meûnier dans sa chambre, il voulut les lui remettre lui-même : voilà, dit-il, ce que vous desirez avoir; je ne bornerai pas ma reconnoissance à cela; mais j'exige une condition qu'il faut me promettre d'observer, c'est que si quelque malheureux pendant la nuit ou dans d'autres circonstances vient vous demander un asyle, vous ne le fassiez pas attendre aussi longtemps que moi. Quel attendrissement n'inspire pas ce trait d'humanité que la bonté seule arrachoit à ce bon Prince.

Cet attentat excita l'horreur & l'indignation, & il est bien affligeant pour l'humanité de voir éclore des projets aussi exécrables dans un siècle que la saine raison devoit éclairer, & dans une République que la religion & l'honneur ont toujours dirigée; car il faut observer, que les annales de la Nation Polonoise ne présentent aucun événement de cette nature, & que dans les discussions de prérogatives & de liberté qui sont de l'essence de son gouvernement, & qui ont souvent agité cette République, la personne des Rois y a tou-

jours été respectée. Ces réflexions doivent justifier les Confédérés de l'imputation qu'on pourroit leur faire d'avoir autorisé cet attentat. Le Chef de ce projet monstrueux nommé Kosinsky n'étoit pas Gentil-homme; il servoit ci-devant sous un habit hongrois; il pouvoit être au service & à la solde des Confédérés, mais il n'étoit pas associé à la Confédération.

Ce Kosinski est natif de la Volhynie & de basse condition, il n'est pas de la maison des Kosinski, famille distinguée du Palatinat de Pook. Cette conjuration avoit été tramée par le Sr. Palauski, qui, pour s'assurer du zèle des conjurés leur avoit fait jurer sur un image miraculeuse de la Vierge de tuer le Roi. La formule de ce serment étoit conçue en ces termes. „Nous qui, excités par  
„ un zele saint & religieux, avons pris la ferme  
„ & inébranlable résolution de venger la Divinité,  
„ la Religion & la Patrie, outragées par le Ty-  
„ ran Stanislas Auguste, Contempteur des loix di-  
„ vines & humaines, Usurpateur du trône de Po-  
„ logne, Fauteur des Athées & des Hérétiques,  
„ Traître à la patrie, Oppresseur de la nation,  
„ & vil instrument de l'ambition & de l'injustice  
„ étrangères, jurons devant l'image sacrée & mi-  
„ raculeuse de la Mere de Dieu, de sacrifier nos  
„ biens, nos vies & nos familles pour extirper  
„ de la terre celui qui l'a déshonorée en foulant  
„ aux pieds le respect dû à la Divinité, la Reli-  
„ gion, & les privileges de la Nation. Dieu  
„ nous soit en aide”. Après avoir prêté ce ser-

ment horrible, les Conjurés se retirèrent à Varsovie dans le Couvent des Dominicains de la ville neuve, pour attendre le moment favorable de l'exécution de leur infame projet. Palawski n'entra pas dans la ville, il resta dans les environs, & le lendemain de l'assassinat du Roi, il disoit à tous ceux qu'il rencontroit que ce Prince avoit été mis à mort par ordre de la Généralité. Plusieurs de ses complices furent cependant arrêtés; ceux qui échaperent aux recherches qu'on fit, commirent dans les Campagnes les plus grands désordres. Il n'y a point de tourmens qu'ils ne firent souffrir à un Ministre Dissident; point de mauvais traitemens qu'ils ne firent essuyer au Meunier qui avoit conservé les jours du Roi; ils l'accablèrent de coups, mirent le feu à son moulin & auroient donné la mort à sa femme & à son fils, si la fuite ne les eût dérobés à leur fureur. Pour intimider le Roi & ceux de son parti, ils firent répandre dans Varsovie que trois cents des leurs étoient cachés dans cette ville.

Il y auroit de l'injustice à croire que tous les Confédérés aient trempé dans ce complot horrible formé contre la personne du Roi de Pologne. Un projet aussi odieux n'a pu être conçu que par des hommes familiarisés avec le crime, qui se jouent également des loix de la Religion & de celle de l'Humanité. Il est, il faut l'avouer, humiliant pour les Confédérés de Pologne que l'amour de la liberté & de la Patrie a réunis, d'être confondus dans le jugement de ceux qui ne les  
con-

Connoissent pas, avec un tas de gens que la nécessité les a forcé d'admettre dans leur association patriotique. Les véritables Patriotes de la Confédération ont gémi de cette cruelle imputation, & ils ont rougi des cruautés que quelques-uns des Confédérés ont commises.

Ce qui prouve invinciblement que les principaux des Confédérés n'ont pas eu de part à l'entreprise de Kosynski, c'est qu'en les supposant même plus ambitieux que Patriotes, ils n'ont pu donner leur consentement à une action qui pouroit un jour en autoriser une semblable contre eux-mêmes. Leur naissance leur donnant le droit de prétendre au trône, il est de leur intérêt qu'on ne croie point qu'on puisse l'ensanglanter sans crime. Pour s'y placer, ils peuvent bien faire tous leurs efforts pour qu'on croie que celui qui y est assis l'occupe injustement, mais jamais qu'on pense, que la force & la violence puissent être employées pour l'en faire descendre. S'asseoir sur un trône teint d'un sang qu'on a fait verser, c'est se dévouer au sort de ce malheureux Roi, sur la tête duquel étoit suspendu par un foible fil un glaive menaçant.

D'ailleurs accuser les principaux des Confédérés d'avoir été complices de l'assassinat de leur Souverain, ce seroit les croire dépourvus de toute espèce de lumiere ; car l'effet de cet événement devoit être celui qu'il a produit, de rendre Stanislas Auguste plus intéressant pour tous les Souverains, de le rendre plus respectable pour tous les honnêtes

gens. Il n'étoit pas présumable que soit qu'il succombât, soit qu'il échappât aux coups de ses meurtriers, il pût devenir indifférent, tant pour les Peuples, que pour les Souverains de l'Europe entière; pour les Peuples, qui connoissent ses vertus & ses grandes qualités, pour les Souverains, qui voient en lui leur égal. Aussi le Roi de Prusse lui a-t-il écrit. *C'est une affaire qui intéresse tous les Souverains, & ce trait aussi noir qu'inhumain de la part des Confédérés, mériteroit que toutes les Puissances de l'Europe s'unissent & en tirassent une vengeance éclatante.*

Les Confédérés les plus sensés ont bien senti combien l'entreprise de Kosinski nuisoit à leur parti: plusieurs même, depuis cet événement, ont affecté de paroître moins acharnés contre le Roi. Un de ceux qui s'étoient retirés en France, & qui avant l'assassinat disoit hautement que le Comte Poniatowski ne régneroit jamais que sur des cadavres, changea de ton aussitôt qu'il eut appris ce qu'on avoit tenté contre ce Prince; plusieurs personnes lui ont entendu dire alors, qu'il seroit des premiers à renoncer à la Confédération, si le Roi pouvoit par ses bons offices obtenir des Russes, qu'ils quittassent la Pologne. Un autre Confédéré, aussi retiré en France, dit à plusieurs personnes lorsqu'il apprit la délivrance du Roi, que la manière dont ce Prince avoit échappé à la mort, étoit une preuve non équivoque que le Ciel vouloit qu'il régnât sur les Polonois; & qu'à l'avenir aucun d'eux ne pourroit sans craindre d'of-



senfer le Ciel même, se refuser à le reconnoître pour son Souverain.

Si les Polonois Patriotes se fussent confédérés, seulement pour assurer leur liberté contre les entreprises des Russes, tout le monde auroit applaudi à leur zele ; le croyant pur & sincere, personne n'auroit pu le soupçonner d'avoir pour principe l'intérêt particulier, & dans plusieurs même, le désir d'occuper la place de celui contre lequel ils se déclaroient avec tant de chaleur. Ce soupçon, tout mal fondé qu'il a pu être, leur a beaucoup nuï. Plus ils ont paru désirer la chute du Chef de leur République, plus on a examiné quel pouvoit être le motif de leur haine ; on ne l'a trouvé ni dans la conduite du Roi, ni dans sa personne, ni dans son coeur, ni dans son esprit ; & dès lors on s'est cru en droit de croire cette haine injuste, & dès lors aussi, tout le monde a désiré qu'elle fût impuissante.

Les Confédérés n'ont pas dû espérer de trouver du soutien & des secours dans les Princes d'Allemagne. Il est de leur intérêt que le Corps Politique de la Pologne ne s'affoiblisse pas trop, & c'est ce qui arriveroit si, après avoir reconnu, comme ils l'ont fait, le Roi régnant, ils autorisoient, ou par leur consentement ou par des secours effectifs, une partie de la Nation à le faire cheoir du trône où toute la nation l'a placé ; car alors ce seroit exciter parmi les Polonois l'esprit de faction & de ligue, qui plus il fermente, plus il affoiblit le Corps Politique où s'opere cette fermentation.

Les Confédérés s'étoient sans doute flattés que l'offre qu'ils feroient de la couronne à un Prince étranger allié de la France & de la maison d'Autriche, leur procureroit le soutien de ces deux Puissances; mais ils n'ont pas vu que la conduite qu'ils avoient tenue à l'égard de Stanislas Lesczynski & que celle qu'ils tenoient à l'égard de Stanislas Auguste étoit précisément une raison pour leur faire rejeter leur offre, ou pour ne la faire accepter qu'avec la condition de l'Hérédité. Mais cette Hérédité pourroit-elle s'allier avec les intérêts des autres Princes de l'Europe, qui ne pourroient peut-être pas voir sans ombrage, ce changement fait en faveur d'un prince qui seroit attaché par les liens du sang & par la reconnoissances au Chef de l'Empire.

La conduite que l'Empereur a tenue avec les Confédérés retirés dans ses Etats, est une preuve non équivoque qu'il n'approuvera jamais le détronement du Roi. L'Empereur a exigé de ces Confédérés une rétractation authentique de ce qu'ils avoient écrit d'injurieux contre la personne de leur Souverain & contre la légitimité de son Election, dans un Manifeste que la Confédération avoit fait publier. Il a marqué la plus grande indignation d'un autre écrit qui parut quelque tems après, par lequel les Confédérés défendoient à tous & à un chacun en particulier de recevoir aucun emploi & aucune faveur de sa Majesté Polonoise, déclarant nuls, tous les droits & toutes les prérogatives que pourroient prétendre les possesseurs

de ces emplois. Cette défense étoit le comble de l'inconséquence, puisque les Confédérés venoient de reconnoître le Comte Oginski pour grand Général de la Lithuanie. Cette dignité lui avoit été conférée par le Roi, il la possédoit donc illégitimement, si le Roi n'avoit pas été légitimement élu.

Quant au Roi de Prusse, les Confédérés ne pouvoient pas non plus espérer qu'il se déclarât en leur faveur contre le Roi. La Lettre de ce Prince que nous avons rapportée plus haut, prouvoit ses sentimens, & d'ailleurs les Polonois ne pouvoient pas ignorer que sa Majesté Prussienne avoit des intérêts particuliers qui l'attachoient à la Russie, & que dans le Systeme actuel de la politique de l'Europe, les Russes étoient les alliés naturels des Prussiens.

Pour achever de justifier les Confédérés d'avoir trempé dans l'entreprise de Kosynski, je crois devoir rapporter ici la traduction d'une Lettre qu'un de ces mêmes Confédérés écrivit peu de tems après à un de ses amis.

*Lettre d'un Confédéré traduite du Polonois.*

„ Vous avez sans doute appris par la Gazette, l'événement arrivé ici le 3 9bre; je m'attends que cette nouvelle a fait sur vous le même effet qu'elle a produit sur moi, c'est-à-dire, celui de l'étonnement & de l'horreur. Attachés tous deux au même parti, nos souhaits n'ont été jusqu'ici que

de voir notre Patrie délivrée du joug étranger sous lequel elle gémit ; c'est l'amour de cette liberté qui nous a fait prendre les armes, pour la tirer de l'oppression. L'intérêt personnel, encore moins une haine peu mesurée n'y ont eu aucune part. La liberté, le maintien des Loix & de la Religion Catholique étoient les seuls objets qui nous ont déterminés à verser notre sang, s'il le falloit, pour les maintenir. Il est toujours glorieux de la consacrer à un tel usage : mais auriez-vous pu, après des mesures si sagement prises, imaginer sans frémir celui qu'on vient de faire de ces biens sacrés ? Etoient-ils destinés à servir d'opprobre à la Nation, par l'abus que des forcés en ont fait ? Quoi ! cette Confédération faite pour le maintien des Loix & de la Religion, ne serviroit-elle qu'à ruiner le pays, produire des attentats & former des Assassins ? Non la félonie & le régicide n'ont jamais flétri la gloire de nos peres ; nos jours seroient-ils destinés à y vouloir donner atteinte ? Des Assassins couverts du sang d'un Roi, resteroient-ils confondus parmi tant de personnes distinguées par leur mérite que l'amour seul de leur Patrie détermina à la défendre ? Souffririons-nous impunément que des scélérats, revêtus du nom de Confédérés, non contents d'exercer la rapine, le crime & le meurtre, osent encore porter une main sacrilège sur l'oint du seigneur ? Excuser un tel forfait, seroit s'en rendre complice ; persévérer dans une Confédération qui a donné lieu à un Régicide, seroit l'autoriser.

Nos mœurs seroient-elles dépravées au point de méconnoître ces vérités ? N'aurions-nous entrepris la défense de la Patrie, que pour finir par être criminels ? Oui nous le ferions si, en nous refusant à l'évidence, nous persistions à vouloir porter atteinte à l'autorité royale que Dieu même par un miracle inoui prouve vouloir laisser subsister entre les mains de celui à qui elle est confiée.

Jusqu'ici, toutes les circonstances justifioient les entreprises de la Confédération. La défense de la Patrie opprimée, est un prétexte que la Nature même inspire. L'espoir de suppléer par des secours étrangers aux forces qui nous manquent, nous y engageoit. Le souhait de voir occuper le trône par un Prince plus puissant & capable par là même de défendre nos loix, ne pouvoit encore nous être imputé comme un crime ; mais actuellement tout change de face.

Le Ministre de la Cour de Pétersbourg nous assure des vues pacifiques de l'Impératrice, & demande par sa Déclaration à entrer en pourparler. C'est donc un moyen qu'on nous offre pour sortir de l'oppression. Pourrons-nous douter que cette Cour ne veuille se relâcher sur quelques points insérés dans la dernière Diète ? Dès qu'elle cherche à traiter, pourrons-nous nous flatter de nous délivrer de l'oppression par la voie des armes, après avoir, pendant tant d'années consécutives, éprouvé le peu de succès que nous en avons tiré ? La plus forte ressource de la Confé-

dération ne s'est-elle pas évanouie par la défaite du grand Général Oginski? Saurions-nous encore nous flatter qu'une Cour amie nous offre des secours suffisants? Avons-nous oublié les périls auxquels la Nation a été exposée tant de fois, pour avoir prêté l'oreille aux insinuations des étrangers qui ne peuvent être à portée de la secourir? Doubterions-nous encore que les intérêts du Roi de Prusse sont inséparables de ceux de la Russie? Nous persuaderons-nous encore que la Maison d'Autriche voudra sortir d'une inaction qui lui est de toute façon avantageuse? Ne voyons-nous pas que les forces de la Russie, au lieu de diminuer, ne font qu'augmenter dans notre pays, & que les Turcs trop heureux de se défendre aux bords du Danube, ne peuvent porter aucune espece de secours à la Pologne? Ce sont ces considérations politiques qui auroient dû depuis long-tems nous déterminer à tenter d'autres voies pour ramener la paix dans notre Patrie désolée; mais aujourd'hui nous y sommes portés par des raisons bien plus fortes; c'est-à-dire, par celle de la perte de notre honneur, qui est ce que nous devons avoir de plus cher au monde. Il ne peut subsister si nous persévérons dans une Confédération qui, par ses Manifestes, a donné lieu au plus noir des attentats, & qui autorise des Chefs de partis capables d'employer des sermens sacrileges pour ordonner un Régicide. Je connois trop nos Compatriotes pour leur imputer des sentimens si pervers; le zele a entraîné les uns; les

autres ont donné trop aux apparences. Tous se font livrés trop aveuglément, aux impressions que leur ont donné des mal intentionnés qui cachent leur jalousie, leur ambition & leurs intérêts particuliers sous le voile spécieux du soutien de la cause commune. La Providence Divine qui vient de se manifester si clairement en conservant les jours précieux du Roi, dissipe l'illusion, & nous trace le chemin que nous devons suivre. Elle nous prouve que ce n'est pas défendre la Religion, que de s'opposer à un Roi qui en observe religieusement les obligations. Serons-nous insensibles à la voix qui nous appelle à notre devoir? Laisserons-nous échapper le moment favorable où nous pouvons renoncer avec honneur à des liens dont nous sentons toutes les suites malheureuses? Perdrions-nous l'occasion de faire voir à l'Europe entière que si nous avons eu assez de courage pour nous opposer à une Puissance formidable, nous avons encore plus notre honneur à coeur? C'est lui qui nous défend de rester unis à un parti, qui par ses violences a augmenté les calamités publiques; c'est lui qui a souffert que des brigands s'arrogassent le nom de Confédérés; c'est lui qui a enfin donné lieu par un choix peu mesuré de Chefs séditieux, aux horreurs dont nous venons d'être témoins. Unissons nous pour porter le flambeau de la vérité dans le coeur de ceux qui la respectent encore, qui chérissent leur Patrie, & qui sont dignes de porter le nom de Polonois. ”

La Nation Polonoise est pleine de valeur. Les

Polonois ont généralement de la générosité & du courage, de l'esprit & une imagination vive: leur jugement est solide, mais les préjugés les rendent souvent opiniâtres. Leurs moeurs ne sont plus aussi austères qu'elles l'étoient autrefois; mais elles sont moins corrompues que celles de la plupart des autres nations de l'Europe. C'est sans doute la suite de leur attachement pour la religion, qui dégénère cependant quelquefois en pratiques minutieuses qui lui sont étrangères. Les Ancêtres des Polonois ont laissé de grands exemples à suivre & de grands abus à réformer. La liberté, ce bien si précieux dont la jouissance élève l'ame, est la source de tous leurs maux; parce qu'au lieu de ne vouloir que ce qui leur seroit salutaire, ils ne veulent souvent que ce qui leur plait. Si les Polonois n'abusoient pas de l'ineffable privilège d'être libres, ils jouiroient de l'avantage qu'ils ont de faire le bien volontairement, tandis que chez plusieurs autres nations, c'est l'autorité souvent qui y détermine. On peut dire que par leur opiniâreté à ne pas abandonner leurs anciens usages, ils ressemblent à ces enfans qui par respect pour leurs peres, n'osent rien changer à l'héritage qu'ils en ont reçu, & préfèrent sa ruine aux changemens heureux qu'ils pourroient y faire pour le rendre plus profitable.

Dans l'origine, tous les Gouvernemens ont été établis sur les mêmes principes. Les hommes nés libres & réunis en société ne se sont choisis un Roi, ou plutôt un chef, que pour assurer leur



liberté & maintenir la tranquillité de la Société. Ils n'ont jamais prétendu donner à un d'entre eux un pouvoir au-dessus de celui qu'ils avoient eux-mêmes, mais ils ont voulu que l'exercice de ce pouvoir servît à contenir la liberté & à empêcher qu'elle n'allât jusqu'à la licence, en même temps que la liberté, armée du pouvoir des loix, réprimerait l'ambition des Rois si elle les portoit au despotisme. Cette heureuse forme de Gouvernement subsista peu chez toutes les Nations; elle s'altéra, dégénéra, & changea enfin chez les unes en Monarchie absolue, chez les autres en Démocratie simple, chez quelques-unes en Aristocratie, chez quelques autres en Despotisme réel. De celui-ci naquit le Gouvernement mixte qui se rapprochant du Gouvernement primitif, est le plus parfait de tous ceux qui subsistent, mais aussi le plus sujet à essuyer de grandes révolutions.

De tous les Gouvernemens mixtes, celui d'Angleterre est le plus parfait; la Nation y est représentée par tous ceux qui la composent. Le Peuple y est Législateur, comme la Noblesse & le Clergé; au lieu qu'en Pologne la Nation n'est représentée que par un seul Ordre de Citoyens, & c'est cet Ordre qui fait la loi à laquelle tous les autres Ordres sont obligés d'obéir.

Le Roi, la Loi & la Nation, sont les trois forces qui font mouvoir la machine du Gouvernement Polonois. De leur équilibre doit dépendre la régularité de ses mouvemens; mais cet équilibre est une chimère; car quoique ces trois for-

ces pesent sans cesse l'une sur l'autre, il en résulte presque toujours que le poids de l'une l'emportant sur celui de l'autre dans certains moments, occasionne à la machine des mouvements convulsifs qui altèrent ses ressorts, l'affoiblissent & doivent nécessairement entraîner sa destruction.

On voit presque toujours en Pologne la Majesté Royale lutter contre la liberté nationale pour la détruire, & la liberté nationale vouloir secouer le frein de la Majesté Royale qui la contraint. De là ces divisions perpétuelles entre le trône & la nation; celle-ci se confédère; celui-là s'appuie d'un secours étranger; la guerre intestine survient, la force fait taire la justice, & souvent la justice emploie une violence destructive qui la soutient pour un moment aux dépens des forces effectives du Corps Politique.

Les mauvais Rois en Pologne ont, comme ceux d'Angleterre, trop de moyens de devenir Tyrans. Les bons Rois n'ont pas un pouvoir assez étendu pour être utilement bons; la Noblesse jalouse & méfiante, ambitieuse & intéressée, tourmente le Roi par des vexations, l'irrite contre la liberté, & le force à l'intrigue. Ses bienfaits & non ses vertus lui font des partisans; il divise pour régner; il séduit pour se défendre; il oppose la force à la force pour se maintenir. Des Factions formées par l'intérêt particulier déchirent le sein de la Patrie, marchent sous l'étendart du patriotisme, & pour défendre la liberté des Citoyens, foment partout le trouble, mettent la confusion à la place de

Pordre, & livrent la Nation au fer, au feu & à la dévastation. Si la Confédération est plus forte, si elle l'emporte, celui que la Nation avoit choisi pour Roi, parce qu'il avoit des vertus, des qualités & des talens, est renversé du trône. Si au contraire les Confédérés ont le dessus, le Roi ne regne que sur des cadavres.

Ces Confédérations autorisées par la loi, lorsque la loi est méconnue par le Souverain, ne peuvent être légitimes que dans ce seul cas, & il arrive presque toujours que l'intérêt de la loi, n'est que le prétexte de l'ambition de ceux qui peuvent avoir quelques prétentions au trône. Dans le vrai il est beaucoup plus difficile de réprimer les abus que les Polonois font de leur liberté, que l'orgueilleuse ambition du trône, & pour la tranquillité de la Pologne, il faudroit, ou qu'aucun Polonois ne pût prétendre au trône, ou qu'aucun de ses Rois ne pût être détrôné que par le jugement de la loi, ou enfin que la Noblesse Polonoise fût dépouillée de l'autorité despotique qu'elle exerce sur le reste de la Nation.

Un Gentil-homme Polonois est souverain dans ses terres; il a le droit de glaive & de justice sur tous ses sujets; il peut être leur Tyran impunément, & tandis qu'il abuse de sa puissance, il conteste au Chef de la Nation les plus petits droits de la sienne. Ce Chef de la Nation ne peut pas lever le plus léger impôt pour la Nation, & le Gentil-homme peut mettre tel tribut qu'il veut sur ses vassaux. Il n'y a que l'illusion de l'ambition

qui puisse faire désirer le titre de Roi à un Gentil-homme Polonois, & il me semble que qui peut faire les Rois, ne doit pas désirer de l'être. Membre de la République, le Gentil-homme partage avec le Roi le Gouvernement du Royaume. Il peut s'opposer aux décisions de toute la Nation. Un seul mot arrête leurs effets. L'impôt qu'il paie a été consenti par lui & les ministres de la justice sont nommés par lui.

Malgré les vices du Gouvernement de Pologne, il n'est pas un Polonois qui ne le croie fort supérieur à ceux des autres nations. Cette prévention est la suite de l'attachement ridicule qu'ils ont tous pour leurs usages. Si on leur propose d'avoir des troupes disciplinées, ils répondent, *nos Sabres ont étendu nos limites, nos sabres suffisent pour empêcher qu'elles ne soient reculées.* Ils ne voient pas que chez toutes les autres nations l'art de la guerre s'est perfectionné; que la manière de la faire est changée, qu'aujourd'hui il ne suffit pas de se battre; qu'il faut savoir se battre, & que le peuple le plus brave sera toujours vaincu par celui qui sera le mieux conduit au combat. Les Suédois battirent long-tems les Russes; les Russes apprirent l'art de la guerre & battirent les Suédois.

La Pologne ouverte de tous côtes, n'a aucune barrière qui la défende contre les entreprises de ses voisins. On peut entrer chez elle, établir des contributions, détruire ses Villes, ravager ses campagnes, massacrer ses habitans, sans que rien se présente pour s'y opposer. Sans artillerie, sans ar-

gent, sans munitions, la République fera toujours à la merci de l'ennemi qui voudra la dévaster, & le moindre rempart ne retardera pas sa marche. Alors l'allarme se répand, la Nation s'assemble, les Diètes se tiennent, les Confédérations se forment : on déclame contre le vainqueur, on écrit contre son entreprise, & si on imagine un moyen d'arrêter le ravageur, c'est lorsqu'il n'y a plus rien à ravager.

*Nous ne sommes pas faits, disent les Polonois, pour nous enfermer dans les murs d'une ville. Nos peres alloient attaquer l'ennemi en pleine campagne, le combattoient & le battoient. Il est donc inutile que nous ayons des places fortes, d'autant, ajoutent-ils, que ces places tombant entre les mains de nos ennemis, seroient pour eux un moyen de nous subjuguier plus facilement, sans compter que ces places fortes pourroient être pour nos Rois un boulevard qui les mettroit à couvert de la juste vengeance de notre liberté offensée.*

Il est en Pologne un vieux axiome ; c'est qu'il ne convient pas à la bravoure polonoise de se battre en bataille rangée, qu'elle doit se contenter de harceler & de fatiguer l'ennemi, c'est-à-dire, de se battre comme les Tartares, les Valaches & les Cosaques.

Les Polonois instruits ne sont pas de bonne foi, lorsqu'ils paroissent s'attacher à la force de leur Gouvernement. Leur prévention orgueilleuse ne tient-elle pas un peu à leur intérêt personnel ? Il est si peu d'hommes qui se sacrifient volontaire-

ment à l'intérêt général, il est si aisé de parler pour la Patrie & si rare de la servir avec sincérité, qu'il pourroit bien arriver que ceux des Polonois qui font de si grands éloges de leur Constitution nationale, demanderoient qu'on les réformât, si de cette réforme dépendoit l'avancement de leur fortune, & qu'elle assurât le sceptre dans leur famille. Quelquefois il arrive que qui harangue avec le plus d'énergie pour la liberté, n'est souvent dans le fond de l'ame, qu'un esclave vil & rampant de son ambition ou de sa vanité.

Il faut l'avouer cependant, tout ce que la Noblesse Polonoise a fait dans tous les tems pour défendre les Constitutions de son pays, tout ce qu'elle a osé tenter contre l'oppression des Puissances voisines, a le caractère du Patriotisme: mais je voudrois que cette brave Noblesse, quand elle a rempli le trône d'un Prince digne de l'occuper, oubliât qu'elle a le pouvoir de l'en faire descendre. Je voudrois qu'elle fût moins légère & inconstante dans son attachement pour son Roi; qu'au lieu d'exciter les troubles, de fomenter la division, elle cherchât les moyens d'assurer la tranquillité publique au-dedans; surtout que, plus sensible aux droits de l'humanité, elle prouvât le cas qu'elle fait de la liberté en la rendant à ceux que le hasard de la naissance a fait ses esclaves.

Le Gouvernement Polonois est un Gouvernement bisarre & le plus defectueux de tous ceux qui existent. C'est un mélange monstrueux de servitude & de grandeur, un assemblage informe de  
petites

petites & de grandes choses. Il est rempli d'inconséquences & d'absurdités; c'est un amas confus de puissance qui se heurte sans cesse; c'est enfin une machine politique dont tous les rouages n'ont aucun rapport les uns aux autres & dont tous les ressorts sont sans harmonie.

La Pologne est une République qui a un Chef sans autorité. Les Polonois craignent cette autorité & lui donnent tous les moyens de s'étendre & de s'affermir; leur Conseil National est formé par le hasard; car la naissance donne le droit d'y entrer; l'inexpérience de la jeunesse n'en exclut pas & la sagesse de la vieillesse seule n'est pas un titre pour y prétendre. La pauvreté dépendante s'y affie à côté de l'opulence qui est ou qui est peut être toujours indépendante: il faut une unanimité de suffrages pour que ce Conseil fasse une loi, & le caprice d'un seul de ses membres le laisse sans action & le dissout même. Ce Conseil est celui de la Nation ou, pour mieux dire, est la Nation elle-même, & l'absence d'une partie de ceux qui doivent le composer n'est pas un obstacle à ses délibérations; ni une raison d'insuffisance pour les empêcher d'être regus par toute la Nation. Je ne crois pas qu'il y ait de pays qui réunisse tout-à-la-fois tant de contrastes dans le physique & dans le moral, que la Pologne. La dignité royale avec le nom de République; la faste du trône avec l'impuissance de se faire obéir; le luxe le plus grand avec l'indigence la plus grande; l'amour outré de la Liberté avec les manières rampantes du Cour-

tifan; des loix avec l'anarchie féodale; la liberté avec l'esclavage; la fertilité de la terre avec la pauvreté de l'habitant; du goût pour les arts, & pas un art utile & agréable; les fonctions de la Magistrature, réunies à celle de la guerre; de braves officiers, pas un Chef; des soldats, & point de discipline; tel est en raccourci l'idée que l'on doit avoir de la Pologne. D'où l'on peut juger de quelle importance il est pour elle que les Puissances réunies achevent le grand ouvrage qu'elles ont commencé, de forcer les Polonois à changer la forme de leur Gouvernement.

Si on dit à un Polonois : vous n'avez pas de Roi, vous n'en avez que le fantôme, il vous répond avec emphase, *imò nos habemus regem, sed vos Rex habet*, Nous avons un Roi; mais votre Roi vous a. Oui, peuvent lui répondre aujourd'hui les citoyens de presque toute les Monarchies de l'Europe, le Roi à parmi nous la plénitude de la Souveraine Puissance, mais que quelqu'un de ses Courtisans lui propose de faire une injustice, il lui répondra comme Louis XII, Roi de France: *je fais tout ce que je veux, parce que je ne veux rien qui ne soit juste.* Le Roi en France peut se tromper; c'est le sort de l'humanité; mais on ne peut raisonnablement présumer qu'il soit volontairement injuste, parce que n'ayant point de Puissance au-dessus de la sienne, il est toujours sans motif de faire le mal. Il n'en est pas de même en Pologne; tout engage le Roi à vouloir plus qu'il ne peut, parce que tout s'oppose à ce qu'il veut; il fait qu'il est



pour ses sujets un objet d'envie, & que l'espérance qu'ils ont d'occuper un jour sa place nourrit leur ambition: il faut donc les gagner par des bienfaits qui sont souvent des injustices envers les autres, ou se mettre à couvert de leurs entreprises en accordant des graces auxquelles ils peuvent prétendre, à ceux qui ont la force de lutter contre eux. Le moyen le plus sûr qu'a le Roi de Pologne pour conserver sa couronne, est d'étendre son autorité. En France, le Roi se fait aimer, en Pologne il doit se faire craindre, & s'il est redoutable à ses sujets, il est toujours chancelant sur son trône.

Tant que le Roi de Pologne n'est que la bouche de la République & n'en est pas l'ame, il est toujours contrarié, toujours surveillé, perpétuellement contredit, souvent même est-il attaqué. Il faut donc qu'il passe sa vie dans une perpétuelle agitation, ou qu'il méprise les droits de ses peuples & les foule aux pieds. Comme l'air à qui une pression violente donnant plus de force s'exhale avec impétuosité, de même l'ambition du Roi de Pologne, toujours gourmandée, ne peut se contenir & les efforts qu'il fait pour agir, ajoutent encore à la chaleur de ses desirs. Aussi, comme l'a très bien remarqué le Philosophe bienfaisant, *Les Polonois plus soumis, seroient plus tranquilles; moins libres, leur Roi feroit moins d'efforts pour les assujettir.*

La fierté Polonoise qui s'effarouche si fort du mot de soumission, ne se dégrade-telle pas souvent vis-à-vis de celui à qui elle ne croit pas en

devoir, quand elle en attend quelque grace? Au reste le Roi de Pologne ne peut être libéral à l'égard de ses Sujets; il ne reçoit de la République que 600,000 écus pour l'entretien de sa maison: mais il a à sa disposition les biens royaux, dont il ne jouit pas, mais qu'il peut donner. Ces biens sont les Starosties, les Tenures, les Advocaties; il les donne à qui il lui plait, de même que les places qui regardent le civil & les charges qui donnent entrée dans les Conseils; enfin, on peut dire que si le Roi de Pologne n'a pas un grand pouvoir, il a de grands moyens d'en exercer un très étendu.

Les Starosties font partie des Anciens Domaines des Rois de ce pays qui les cèdent à des Gentils-hommes pour les aider à soutenir les frais des Expéditions Militaires. En les cédant, les Rois se réservent toujours le droit d'y nommer après la mort du possesseur & à la charge de payer par lui au trésor du Prince le quart du revenu qui est destiné à l'entretien d'un certain nombre de Cavaliers. Quelques-unes de ces Starosties ont des Juridictions, mais le plus grand nombre n'en a pas.

Les Tenures sont moins considérables que les Starosties: elles ne comprennent ni Villes ni Châteaux; mais seulement un ou deux villages.

Les Advocaties sont encore moins considérables: elles sont ordinairement la récompense de la pauvre Noblesse; les Starosties & les Tenures sont toutes envahies par la grande; le nombre des unes & des autres est évalué à 600.

Si un Roi de Pologne est juste & Patriote, il a les vrais avantages de pouvoir faire beaucoup de bien & fort peu de mal. Chef d'une République, tous ceux qui la composent doivent alors contribuer à sa gloire & si leur attachement pour lui est sincère & n'est pas intéressé, il jouit de l'avantage inexprimable de ne point devoir leur soumission au sentiment de la crainte. Deux choses seules peuvent troubler le bonheur de ce Prince; la crainte d'être détrôné par ceux qui ont droit de prétendre à le remplacer; & sa propre ambition, si elle le porte à étendre son pouvoir. Notre Roi, disent les Polonois, ne peut être heureux qu'autant qu'il renonce au desir d'éteindre nos privilèges & de transgresser nos loix; s'il respecte les uns & les autres, il est chéri de ses peuples; il a leur confiance, il regne sur les esprits, parce qu'il regne sur leurs cœurs; tout plie sous ses ordres, s'il n'en donne que pour notre bonheur; il dispose de l'armée, si nous savons qu'il s'en servira pour notre défense. S'il ne trouble pas les Conseils par ses intrigues, ces Conseils prennent ses avis & les suivent; les tribunaux qui doivent respecter la loi, veillent à ce qu'elle soit observée; les Ministres d'Etat ne cherchent point à le contrarier, parce qu'ils savent que ses bienfaits feront le prix de leur zèle & de leur vigilance. Le Sénat enfin qui voit en lui le pere de la Patrie, n'est point en garde contre son influence.

Tel étoit Stanislas Leszczyński. Les Polonois le firent cheoir du trône; on peut juger de-là s'il est

possible qu'un Roi de Pologne puisse exercer sur les cœurs de ses sujets ce despotisme flateur qui naît de l'affection de celui qui s'arrache avec violence à la foiblesse & à la crainte; celui qui s'achette par les bienfaits, qui se paie par une basse complaisance & par une vile adulation, est le seul auquel il peut prétendre.

Les Polonois craignant toujours les entreprises de l'autorité royale, emploient aussi toujours contre elle des moyens violens dont l'usage continuel qu'ils en font, énerve leur Corps Politique, tandis qu'ils en ont qu'ils pourroient employer, & qui, loin de l'affoiblir, lui donneroient une plus grande vigueur, assureroient leur liberté, leur ôteroient cette crainte & cette méfiance qui les tourmente sans cesse. Les bons Rois y trouveroient leur avantage, la paix, la tranquillité, le bonheur & la gloire; les mauvais, des entraves qui les mettroient dans l'heureuse impuissance de nuire.

Les Polonois qui ont toujours si bien su combattre pour leur liberté lorsqu'elle a été attaquée, n'ont jamais rien su pour la mettre à l'abri des attaques. Les vices de leur Constitution les favorisent, & ce seroit ces vices qu'il faudroit extirper; le moment en est arrivé; la Nation assemblée peut profiter de ce moment pour faire une réforme salutaire. Les trois Corps différens qui composent la République doivent se réunir, & de cette réunion qu'ils devront à la force, pourroit résulter une métamorphose heureuse qui assureroit pour toujours le bonheur des Polonois.

Les trois Ordres différens qui composent leur République sont le Roi, le Senat, & l'Ordre Equestre. Conduire les armées, veiller à ce que la justice soit rendue à un chacun, dépenser pour l'Etat les revenus publics; enfin entretenir l'abondance & la paix parmi le peuple, tels sont les droits essentiels de la Royauté, dans les pays même où elle est le plus limitée. Les Rois de Pologne en jouissoient autrefois en entier, ils en ont abusé ou on a craint qu'ils en abusassent, & la République les a transférés aux Ministres d'Etat qu'elle a par-là constitués les gardiens & les protecteurs de la liberté nationale. Comme le Roi ne peut rien faire sans leur participation, on a eu raison de les appeller *regalia brachia*. Ils sont au nombre de quatre, le Grand Général, qui est chef de la guerre, le Grand Chancelier, qui préside à la justice, le Grand Tresorier, qui a soin des finances, & le Grand Maréchal qui a soin de la police. Le Grand Duché de Lithuanie a ses quatre Ministres d'Etat particuliers qui sont totalement indépendants de ceux de la Grande Pologne. Ceux-ci ont aussi dans leur département la Petite Pologne qui étant une province séparée, devoit aussi avoir les siens.

Ces quatre Ministres sont à vie & nommés par le Roi. C'est une contradiction avec le but de leur établissement; car s'ils doivent user de leur pouvoir pour empêcher le Roi le plus hardi, d'attaquer les privilèges de la nation, doit-on l'attendre de gens qui par reconnoissance doivent lui être dévoués? D'un autre côté si pour le bien de l'Etat, il

faut qu'ils maintiennent la liberté dans ses justes bornes & l'y fassent rentrer quand elle est immo-  
dérée, quel motif auroient-ils de le faire, si per-  
sonne ne peut les destituer de leurs places? Les  
Polonois ont donc raison de vouloir aujourd'hui  
que la Diète qui est assemblée, prive pour l'avenir  
le Roi de la nomination des Ministres d'Etat.  
Pour concilier les intérêts du trône & ceux de la  
République, ceux de l'autorité royale avec ceux de  
la liberté nationale, on pourroit statuer, je crois,  
que ce seroit à l'avenir le Roi, les Nonces, &  
les Sénateurs qui nommeroient ces Ministres d'E-  
tat; on pourroit aussi établir, que les Sénateurs  
ne seroient pris dorénavant que parmi les Nonces;  
qu'enfin les Ministres n'occuperoient leurs places  
que pendant un certain nombre d'années. Ces mi-  
nistres redevenus simples Sénateurs seroient autant  
de surveillants expérimentés pour ceux qui leur  
succédroient. Aujourd'hui les Ministres ont place  
dans le Sénat & ne sont pas Sénateurs. Si on re-  
monte à la source de tous les malheurs qui ont af-  
fligé la Pologne, on en trouvera le principe dans  
l'incapacité de ses Ministres, dans leur foiblesse à  
se prêter aux caprices du Roi, ou au plaisir ambi-  
tieux des partis. Un Ministre de Pologne qui  
doit sa place à la faveur & à l'intrigue, sans talent,  
sans zèle, sans activité, accable toute sa vie l'E-  
tat de son ignorance & de son indolence. Si le  
Roi le défoblige il favorise les troubles & au lieu  
d'empêcher le désordre, il l'excite souvent par son  
exemple. Voilà ce qui est arrivé sous ce regne.

Le Roi a mécontenté le Comte Oginsky, & le Comte Oginsky, Grand Général de Lithuanie, a oublié qu'il devoit au Roi sa dignité, & s'est mis à la tête des Confédérés.

De quelque façon qu'on envisage le gouvernement de Pologne, on n'y trouve que des inconféquences. Le Grand Général est le Chef de la guerre, & l'on peut fans se rendre coupable lever des troupes & en entretenir sans son aveu. Le Grand Trésorier a le département des Finances, & on donne sur cet objet des ordres & des passeports qui ne sont pas émanés de lui. Le Roi accorde des privilèges, dont le grand Chancelier a connoissance. On s'attroupe, on forme des assemblées & le Grand Maréchal n'a pas le pouvoir de les empêcher. Pour remédier à ces abus, on a établi des Conseils Ministériaux; mais leur établissement a été si défectueux qu'il n'en est résulté aucune réforme.

Le Corps de la Noblesse qu'on nomme en Pologne l'Ordre Equestre, est sans contredit le soutien de la République. *Si les sujets qui le composent, a dit le Philosophe Bienfaisant, avoient autant d'application à cultiver leurs talents, qu'ils ont naturellement de génie, il n'y auroit point de nation pareille à la nôtre. Il n'en est pas, continue encore le même prince, où l'on voie plus de zele pour la religion, plus de piété, plus de candeur, un esprit plus mâle & plus généreux, plus d'adresse & d'habileté pour les Sciences.* Cet éloge est mérité sans doute; mais ces vertus, ces qualités des Polonois qui leur

font tant d'honneur, ne produisent pas pour l'Etat tous les effets qu'elles devroient produire. Cela vient des vices de leur gouvernement qui entraîne après eux les inconféquences de conduite qui empêcheront toujours cette Nation d'être florissante, heureuse & tranquille. Une chose surprenante, mais qui fait honneur au caractère des Polonois, c'est que malgré le peu d'ordre & de police qui regne par mieux, l'espece d'anarchie qui les tourmente sans cesse, les révolutions étonnantes & presque continuelles qui arrivent chez eux & cet esprit de contrariété qui les fait agir, on ne voit pas parmi les habitans de la Pologne commettre de ces crimes affreux qui font rougir la nature, affligent l'humanité & la déshonore. Des parricides, des empoisonnemens, des impiétés énormes se sont commis & se commettent encore quelquefois chez les Peuples les mieux gouvernés. La pologne est le seul pays où ces actions horribles ne soient pas connues. Un crime plus affreux encore, le Régicide a été consommé chez toutes les Nations. En Pologne il n'a été que projeté; les remords plus forts que les ferrens, ont fait tomber le glaive des mains de celui qui s'étoit chargé de son exécution. Les Polonois détronent leur Roi & croient en avoir le droit, mais ne pensent pas qu'ils puissent sans crime attenter à ses jours.

Nous avons dit tout à l'heure que l'Ordre Equestre étoit le soutien de la République de Pologne. C'est une vérité prouvée par la bravoure & le courage de tous ceux qui le composent, & sur-



tout par les actions héroïques qu'ils ont faites toutes les fois qu'il a fallu combattre pour la Patrie. On ne peut mieux comparer ce Corps qu'à celui des Chevaliers Romains, qui dans les commencemens de son établissement composoit toute la Cavalerie des Armées Romaines. L'Ordre Equestre de Pologne eut dans son origine les mêmes fonctions; on nomma *pospolite* le Corps d'Armée qu'elle composoit. La République de Pologne n'avoit point alors de troupes à sa solde, & la *pospolite* seule étoit chargée de sa défense; mais depuis qu'à l'exemple des autres Nations, la Pologne a formé ses Armées de Soldats mercenaires, elle ne convoque plus sa *pospolite* que dans les cas extrêmes. Ce Corps peut être évalué à 150000 combattants. C'est le Roi qui le convoque, & aucun Gentilhomme ne peut refuser d'obéir à cette convocation. C'est un pernicieux usage; car, en forçant toute la Noblesse Polonoise à marcher à l'ennemi, n'est-ce pas exposer la République à se voir tout d'un coup privée de ses plus braves défenseurs? Un événement malheureux peut les ensevelir tous dans un même champ de bataille.

D'ailleurs la convocation de toute la Noblesse de Pologne ne peut produire aucun bien. Si c'est pour délibérer qu'elle est réunie, quelle confusion dans une assemblée composée de 150,000 Gentilhommes divisés d'intérêts, & mus par différentes passions, dont les uns sont attachés à la cour par des motifs d'ambition, dont les autres lui sont con-

traires par esprit de vengeance, dont le plus grand nombre ignore jusqu'aux premiers principes de toute espece de Gouvernement, & le plus petit nombre est patriote! Toutes les fois qu'on a convoqué la *pospolite* de Pologne pour faire la guerre, il en a toujours résulté un grand embarras pour l'Armée; & pour chaque Gentilhomme, un surcroit de dépenses qui souvent occasionne le changement de sa fortune & toujours la ruine de ses vassaux.

Il est de principe que tous les membres d'un l'Etat se doivent à la défense de l'Etat, & le Gentilhomme Polonois est obligé non seulement en sa qualité de citoyen, mais encore comme possesseur de biens que l'Etat ne lui a donnés qu'à condition qu'il seroit toujours en état de monter à cheval pour la défense de la Patrie. Sans détruire cette obligation, ne pourroit-on pas rendre son exécution plus facile?

Il est en Pologne, comme par tout ailleurs, une Noblesse indigente. Ces pauvres Gentilshommes rassemblés en corps, & formant des régiments de Cavalerie, pourroient être soudoyés du produit d'une taxe qu'on feroit payer à tous les Gentilshommes qui voudroient s'exempter d'aller à l'Armée. Ce genre de service seroit beaucoup plus honorable pour la pauvre Noblesse, que celui qu'elle rend aujourd'hui à ceux qui sont ses égaux, d'une maniere si avilissante pour elle.

Cette nouvelle Cavalerie prendroit la place des *Hussards* que la République entretient, & cette

diminution de dépense mettroit la République en état d'avoir à sa solde un Corps nombreux de troupes: mais si l'Ordre Equestre est un corps respectable & par sa force & par la qualité de ceux qui le composent, il est aussi un Corps dangereux pour la République par les troubles qu'il y occasionne. Sa véhémence dans les conseils, en chasse la tranquillité & y détruit l'unanimité; il intrigue sans cesse, & toujours divisé d'intérêts, il forme des partis qui devenant des Confédérations, déchirent l'Etat & l'affoiblissent sans cesse. Fier de son indépendance, l'Ordre Equestre ne connoît aucun frein. Le Roi, le Sénat, les Ministres, tous sont exposés à sa haine; ils le sont aussi à ses injures.

Le grand défaut du Gouvernement de Pologne, c'est qu'il est rare que chacun y soit à sa place, & jamais un Etat ne sera bien régi quand des fonctions de genre différent seront remplies par les mêmes membres de cet Etat. Le Clergé en Pologne est trop riche & trop fastueux; il faudroit qu'il fût plus avare des biens des pauvres dont il n'est que l'économe, & qu'il fût plus prodigue de soin & de vigilance pour le troupeau dont il est le conducteur, qu'il se mêlât un peu moins des affaires publiques, & un peu plus du salut des âmes, qu'il allât moins dans le palais du Roi & plus souvent dans la cabane du pauvre; qu'enfin il se persuadât bien que les richesses, le luxe & le faste ne sont pas la marque des disciples de Jésus Christ. La Religion Chrétienne a été établie par l'humilité, les souffrances, l'abnégation de soi même, & c'est al-

ler contre l'esprit de son fondateur que de vouloir mettre à leur place l'égoïsme, la puissance & l'opulence.

Les Ecclésiastiques en Pologne ne font point comme dans d'autres Etats un Corps séparé ; cependant dans les Diétines appellées *Laud* ; toutes les décisions commencent par ces mots : Nous Conseil spirituel & temporel. Leurs Chefs, les Evêques, entrent au Sénat y ont le pas sur les Gentilshommes, & l'Archevêque de Gnesne, primat du royaume, est Roi pendant l'interregne. Les Polonois disent qu'ils n'ont donné une si grande prééminence à un ecclésiastique, que pour éviter qu'un séculier qui en auroit joui ne profitât de la grande autorité dont il jouiroit pendant la vacance du trône pour se faire élire Roi. Les Evêques sont admis au sénat de même que dans les Tribunaux & dans tous les Congrès, c'est-à-dire qu'ils sont occupés des affaires publiques, tandis que par leur vocation ils ne devoient l'être que des affaires spirituelles.

On prétend que le Roi & la Noblesse de Pologne ne possede que 80100 tant villes que villages & que les Evêques, les Chanoines, les Abbés, les Abbeffes, & les autres Ecclésiastiques en ont en propriété 260050. Il y a plusieurs Evêchés en Pologne qui valent 100000 liv. L'Abbaye d'Oliva a un revenu énorme, & il est certain que les plus grands Domaines de la République sont entre les mains de son Clergé. Le faste des Evêques Polonois & des gros bénéficiers étonne ; on

est surpris de voir leur palais plus vastes & plus magnifiques que les églises; leurs ameublemens plus somptueux que les habits sacerdotaux & les ornemens des Autels; leur vaisselle est d'un plus grand prix que les vases sacrés. Ils ont de nombreux Domestiques, des Officiers de toute espee, tandis que tant de pauvres dont le soin leur est commis, dit le Philosophe bienfaisant, languissent sur le fumier, victimes de leur vanité & de leur avarice. Un Séculier, dit encore ce grand Prince, ose-t-il toucher aux biens de l'Eglise? cette même Eglise le foudroie, lance sur lui les anathêmes, & s'il persiste à ravir son héritage, elle le retranche de son sein; & un Ecclésiastique sans crainte d'excommunication, s'arroge le droit de voler l'Eglise en détournant de leur véritable destination les revenus qu'elle lui a confiés.

Le Roi de Pologne a la nomination de tous les Archevêchés, Evêchés & autres bénéfices consistoriaux, & dès lors il a toujours dans son parti tout le clergé. Rien de plus rebutant que l'inégalité des biens ecclésiastiques dans ce pays. On est étonné d'y voir tant d'opulence dans le haut clergé & tant de misere dans le bas; mais on est bien plus surpris encore, lorsqu'on connoît le peu que le clergé donne en Pologne pour foudoyer les troupes. Pour s'en dédommager, la République a introduit l'usage de mettre ces mêmes troupes en quartier chez les sujets des Ecclésiastiques qui sont les plus malheureux. Cela n'arriveroit pas si la République faisoit contribuer leurs maîtres, où si ces maîtres se taxoient eux-mêmes en faveur de l'Etat.

Les Moines sont beaucoup plus respectés en Pologne que les Prêtres Séculars; ils y jouissent de beaucoup de richesses, & souvent entreprennent sur la Jurisdiction des Pasteurs légitimes, sans que ceux-ci osent se plaindre. Pour conserver leur ascendant, ils ne négligent rien pour rendre le peuple superstitieux, & sous le prétexte de diriger les consciences, ils s'arrogent le droit de régir les affaires temporelles des familles. On voit très souvent dans les villes de la Pologne, les Freres quêteurs, aller hardiment dans toutes les maisons, & entrer dans les appartemens les plus retirés, sans en demander la permission. De cette préférence il en arrive que le Clergé séculier y est beaucoup plus régulier dans ses mœurs, que le Clergé régulier. Celles des Evêques y sont généralement pures; & de ce que quelques-uns d'eux se mêlent plus des intrigues de la Cour & des affaires publiques, que de la conduite des ames, il ne faut pas croire que ce soit le plus grand nombre. Plusieurs d'entr'eux résident dans leurs Diocèses, & s'occupent tout entiers des devoirs de leur état. Ils y vivent de la maniere la plus édifiante.

Tout le superflu des Ecclésiastiques appartient aux pauvres; il appartiendroit à l'Etat, si l'Etat se chargeoit de la subsistance des pauvres de, l'entretien & de l'embellissement des temples; du moins c'est ainsi qu'en jugeoit le plus pieux des Rois, Stanislas Leszczinski, & ce qui l'auroit déterminé s'il fût resté sur le trône, à proposer à sa nation de faire une masse de ce superflu pour servir

pour servir aux besoins de l'Etat. De cet établissement résulteroit un très grand bien, même pour les Ecclésiastiques ; car ceux-ci contribuant comme les autres Citoyens aux charges de l'Etat, leurs terres ne seroient plus pillées comme elles le sont, par les Soldats qu'on y envoie en quartier.

Pour parvenir en Pologne aux grandes charges & aux dignités, il faut avoir servi dans le Corps des Hussards. Ce Corps est composé de l'élite de la Noblesse Polonoise. Il en est peu en Europe qui lui soient comparables ; chaque Cavalier porte une cuirasse que la vanité Polonoise prend soin d'embellir : il porte sur la tête un casque, une peau de panthere dont le muse s'attache au devant de l'épaule gauche, passe par derrière jusqu'à la hanche droite. Autrefois leur principale Arme étoit une Lance ; depuis Sobiesky on lui a substitué un Mousqueton. Les Hussards ont aussi deux pistolets & deux sabres ; leurs chevaux sont très beaux & leurs harnois très riches. Le Corps des Penceres est aussi composé de Gentils-hommes ; il est divisé par compagnie de deux cents hommes : à la tête de chacune d'elles sont les premiers de l'Etat : des Evêques même ont de ces compagnies & sont représentés par des Lieutenants qui reçoivent d'eux de grosses pensions. Le Pencere ne porte point de cuirasse, mais une chemise de mailles & ses armes sont les mêmes que celles des Hussards. La Pologne entretient encore une Infanterie & un Corps de Dragons. Ces différents Corps de troupes peuvent former une armée d'en-

viron 48,000 hommes, à quoi il faut ajouter la Maison militaire du Roi que composent un Régiment d'Infanterie de 1200 hommes, un Corps de 400 Janissaires, un autre de 400 Dragons, & une Compagnie de Suisses.

Tout le militaire de Pologne forme deux Corps d'armée tout-à-fait distincts l'un de l'autre. Celui de la grande Lituanie se nomme l'Armée Lituanienne; celui de la Pologne, l'Armée Polonoise. Toutes deux dépendantes de la République, peuvent être commandées par le Roi en personne; mais elles ont chacune leur Grand & leur Petit Général, & leur avant-garde est commandée par un Officier particulier, nommé le Stragniek. C'est le Grand Général qui le nomme, & c'est le Roi qui nomme le Grand & le Petit Général; mais l'un & l'autre prêtent serment à la République. Avant la Diète de 1731, les Grands Généraux ne pouvoient être nommés qu'en pleine Diète, après laquelle le Roi de Pologne rentra dans les droits de les nommer, comme les autres charges & autres Offices de la République. Anciennement le Grand Général ne l'étoit que pour un temps; cet Office fut conféré à vie pour la première fois en 1581.

Le pouvoir des Grands Généraux n'a presque pas de bornes: il est tel que dans plusieurs occasions, on les a vus refuser de faire marcher l'Armée, même lorsque le Roi qui la commandoit en avoit donné l'ordre. Au commencement d'une Campagne, toutes les opérations sont arrêtées par le Roi, les Sénateurs & les Grands Généraux, &



c'est à ces derniers qu'est conféré le soin de leur exécution. Alors ils agissent arbitrairement, surtout si le Roi est absent. C'est le Grand Général qui règle les marches, décide les batailles, distribue les récompenses & les punitions, élève & casse les Officiers à sa volonté, peut même leur faire couper la tête sans être obligé de rendre compte à d'autres qu'à la République assemblée en Diète. Toute cette grande autorité cesse du moment que le Roi prend le commandement de l'Armée.

Le Petit Général prend la place du Grand, lorsque celui-ci quitte l'Armée, & exerce la même autorité; il jouit des mêmes droits que lui, il est entièrement subordonné au Grand Général, & n'a d'autre commandement que celui qu'il veut bien lui donner

Anciennement l'autorité des Grands Généraux de Pologne & de Lithuanie étoit plus grande, & leurs droits beaucoup plus étendus qu'ils ne le sont présentement. Leur pouvoir & leur puissance étoient à peu de chose près aussi considérables que le pouvoir & la puissance des Connétables de France. Ils étoient les chefs suprêmes de la milice de la République, commandoient ses troupes & en dispoient comme ils le jugeoient à propos, décidoient de tout ce qui concernoit le militaire, & nommoient à tous les emplois, jusqu'aux régimens; ils pouvoient même lever sur les Palatinats les fonds nécessaires pour le paiement des trou-

pes & dispoient de toutes les sommes destinées à gratifier les Officiers.

Depuis 1764 on a restreint leur pouvoir ; on a diminué leurs droits ; leurs principales fonctions ont passé à une Commission des guerres, qui depuis ce temps remplit toutes les anciennes fonctions des Grands Généraux. Il est vrai qu'on les a créés présidents de cette Commission, & qu'on leur a laissé le droit de nommer aux places de Capitaines & autres emplois militaires d'un grade inférieur, excepté dans les Régimens des Gardes. Ils peuvent avoir toujours auprès d'eux les Régimens de Dragons qui leur appartiennent en qualité de Grands Généraux & une Garde de Janissaires & de Hongrois, comme ils l'avoient autrefois. Un Officier de chaque Régiment étranger & deux de chaque Régiment de troupes nationales sont obligés de rester auprès des Grands Généraux qui nomment les Généraux de l'avant-garde, & les Quartiers Maîtres Généraux, qui autrefois étoient nommés par le Roi.

Depuis 1768, les Grands Généraux sont au nombre des Ministres d'Etat, & leurs places dans les assemblées de la Nation, sont immédiatement après le Grand Maréchal du grand Duché de Lithuanie ; cet Office ne peut être aujourd'hui possédé que par un Sénateur.

Le Grand Général de Lithuanie comme celui de Pologne a d'appointements 120,000 florins de Pologne ou 72,000 Liv. de France. Ceux des Pe-

tits Généraux font de 80,000 fl. ou 48,000 liv. de France.

Ces Petits Généraux depuis 1768 font Vice-présidents de la Commission des guerres, & ils ont pour garde une Compagnie à pied de Hongrois, & le Régiment de Dragons attaché à leurs charges.

Quand le Roi a choisi les Grands & les Petits Généraux, il leur envoie le bâton de commandement, qui est la marque distinctive de leur dignité; c'est un bâton, nommé *boulaf*, qui ressemble à une masse d'arme: il est fort court, & est terminé par le bout par une grosse pomme d'argent ou de vermeil quelquefois enrichie de pierreries. A la guerre, le Grand Général campe à la droite de la ligne, & le Petit Général à la gauche.

De ce que les Polonois avoient plusieurs fois fait la guerre avec avantage contre les Russes, ils se font imaginés qu'ils pourroient encore s'opposer à leurs entreprises; la guerre que la Russie faisoit alors au Turc, les affermissoit encore dans cette confiance: d'ailleurs ils espéroient que les autres Puissances de l'Europe ne souffriroient pas que la Russie si elle avoit la supériorité sur le Turc, tint dans sa dépendance la Pologne; ils voyoient même un intérêt pour les Princes d'Allemagne à s'y opposer avec force. Dans cette confiance les Polonois résisterent à toutes les volontés de la Cour de Russie; ils allerent même, comme nous avons déjà dit, jusqu'à vouloir renverser du trône celui que l'Impératrice de Russie

y avoit placé. Par là, loin de nuire à la Russie, ils la servoient; les autres Puissances s'intéresserent au sort d'un Prince qu'elles avoient reconnu.

Mais ce qui contribua le plus à faire échouer les projets des Confédérés & à maintenir leur Roi sur le trône, ce fut le traité d'alliance offensif & défensif conclu entre la Prusse & la Russie par le Prince Henri. Par ce traité le Roi de Prusse s'étoit engagé à donner tous les ans à la Russie un subsidé d'argent considérable, ou à lui fournir à son choix un corps de 40,000 hommes. L'Impératrice de Russie reçut d'abord le subsidé, mais quand elle vit que les Confédérés s'obstinoient de plus en plus dans le projet de détrôner leur Roi, elle préféra les quarante mille hommes, qui étant entrés en Pologne mirent les Confédérés hors d'état de rien entreprendre.

En remplissant ainsi les arrangemens qu'il avoit pris avec la Russie, le Roi de Prusse pouvoit avoir une autre vue. Il pouvoit voir que ce qui se passoit en Pologne, lui fourniroit bientôt une occasion favorable de faire valoir avec succès ses droits sur la Prusse Royale. Je n'entre pas dans l'examen de la légitimité de ces droits; elle me paroît bien établie par les écrits que ce prince a mis depuis peu sous les yeux du Public. Il est vrai qu'on trouve dans les Mémoires de Brandebourg que nous devons à la plume philosophique de ce grand Roi, que lui-même ne croyoit pas ses droits sur la Prusse Royale trop bien fondés. Voici ce qu'il

dit. En 1733 la France essaya de porter le Roi Frédéric Guillaume à faire entrer un Corps de troupes dans la Prusse Polonoise & de la garder en séquestre, de même qu'il en avoit usé avec la Poméranie; mais Frédéric Guillaume ne vouloit rien donner au hasard, il craignoit de s'engager dans une guerre qui pouvoit le mener trop loin & qui détruiroit ses forces. D'un autre côté, tandis que l'Electeur Palatin infirme & fort âgé, pouvoit venir à mourir, il croyoit ses droits sur la succession de Juliers légitimes, & l'entreprise sur la Prusse Polonoise, injuste.

Ce qui m'étonne & ce qui doit étonner quiconque voudra un peu y réfléchir, c'est que les Polonois qui n'ignoroient pas les prétentions du Roi de Prusse, n'aient pas fait tourner à leur avantage ces mêmes prétentions; ils avoient besoin d'un appui, ils s'en seroient fait un du Roi de Prusse, si avant qu'il eût fait son traité avec la Russie, ils eussent imploré sa protection, & s'ils lui eussent assuré pour prix des secours qu'il leur auroit donnés, de lui céder la partie de la Prusse Royale qu'il revendiquoit. S'ils eussent tenu cette conduite, le Roi de Prusse seroit devenu leur défenseur, l'Empereur n'auroit peut-être pas tenté de son côté la revendication des parties de la Pologne dont il est aujourd'hui en possession.

Au reste le démembrement de la Pologne étoit projeté depuis longtems. Quelques jours avant sa mort le dernier Roi dit au Prince Radzivil: *Je suis fâché de quitter la vie avant que la Pologne ait nommé mon successeur; je vous recommande le Duc de Courlande mon fils que*

je crois digne de votre suffrage & de mériter la confiance de la République. Si j'eusse voulu acquiescer aux propositions qu'on m'a faites, de consentir à ce que la Pologne fût démembrée, j'aurois il y a longtems, assuré dans ma famille le trône que j'occupe.

Au reste, tout ce qui arrive aujourd'hui à la Pologne lui avoit été prédit il y a longtems. En 1661 son Roi Casimir disoit aux Etats assemblés. Je prévois les malheurs qui menacent notre Patrie; puisse-je être un mauvais prophete! Les Moscovites & les Cosaques unis s'approprieront le Duché de Lithuanie, les confins de la grande Pologne ouverts, offriront à la Prusse un moyen de faire valoir des traités que le droit des armes rendra plus que probables. La Maison d'Autriche portera ses vues sur Cracovie & chacun de nos voisins aimera mieux s'emparer à main armée d'une partie de la Pologne, que d'attendre à posséder peut-être un jour un Royaume que ses anciens privileges semblent garantir des entreprises des Puissances étrangères.

C'est la Russie qui a proposé la premiere aux deux autres Puissances copartageantes, le démembrément de la Pologne, qui occupe aujourd'hui toute l'Europe. On prétend que la Russie ne fut elle-même déterminée à cette démarche que par l'effet du hasard. Ses Ministres lisoient un jour un papier public dans lequel on annonçoit aux habitans de la Pologne que pour leur rendre la tranquillité & délivrer pour toujours leur pays des troubles qui l'affligeoient sans cesse, le plus sûr moyen seroit qu'on la démembrât. S'érigeant même en prophete, l'auteur de cet ouvrage périodique leur annonçoit

que cela pourroit bientôt arriver. Les Ministres Russes dirent que l'Auteur avoit raison; & qu'il y auroit même de l'humanité, s'il n'y avoit pas de justice, à faire en sorte que cette prophétie s'accomplît, & que comme la tranquillité de l'Europe & surtout celle des pays qui avoisinoient la Pologne devoit être intéressée à ce que celle-ci fût à l'avenir dans l'heureuse impuissance de la troubler par des guerres intestines, il falloit absolument la mettre dans cet état. En conséquence le plan de l'entreprise fut formé: on le proposa au Roi de Prusse & à l'Empereur: il fut goûté: chacun donna l'état de ses prétentions & fit marcher ses troupes pour s'emparer du pays qu'il prétendoit lui appartenir.

Les Confédérés n'en furent d'abord que médiocrement abattus; ils comptèrent que quelque événement heureux les tireroit du mauvais pas où ils étoient. Un d'entr'eux, le Comte de Wiosky, Ministre des Confédérés à la Cour de France, dressa un projet de réformation qu'il communiqua en passant par Strasbourg à une Princesse Polonoise qui y étoit alors. En voici le précis:

„ Que les trois Grands Officiers de l'Etat, le  
 „ Chancelier, le Grand Maréchal, & le Grand  
 „ Trésorier ne seroient plus nommés à l'avenir par  
 „ le Roi, mais par la Nation; qu'ils n'exerceroient  
 „ leurs charges que pendant trois années, à l'expiration  
 „ desquelles ils seroient remplacés par trois  
 „ sujets qui auroient été choisis dans la 3<sup>e</sup>. année  
 „ & qui seroient adjoints pendant les trois der-

„ nieres années des trois Grands Officiers qu'ils  
 „ devoient remplacer.

„ Que ce seroit parmi ceux qui auroient exer-  
 „ cé les trois importans emplois de Grands Offi-  
 „ ciers de l'Etat qu'on choisiroit le nouveau Roi,  
 „ lorsque le trône deviendroit vacant ”.

A chaque nouvelle élection , disoit le Comte de W. de ces mêmes Officiers , les Nonces des provinces assemblés pour cette élection , donneroient leur suffrage pour le trône à celui d'un des trois qu'ils croiroient le plus digne de remplacer le Roi régnant , lorsqu'il viendroit à mourir. Ce suffrage donné par écrit , seroit déposé sans être communiqué dans un grand coffre de fer qui seroit placé dans la salle du Sénat , de maniere que le trône devenu vacant , & le coffre étant ouvert en présence de totis les Nonces , on sauroit tout d'un coup celui qui devoit le remplir , & le savoir ; il suffiroit de compter les suffrages & celui qui en réuniroit le plus grand nombre seroit l'instant proclamé Roi.

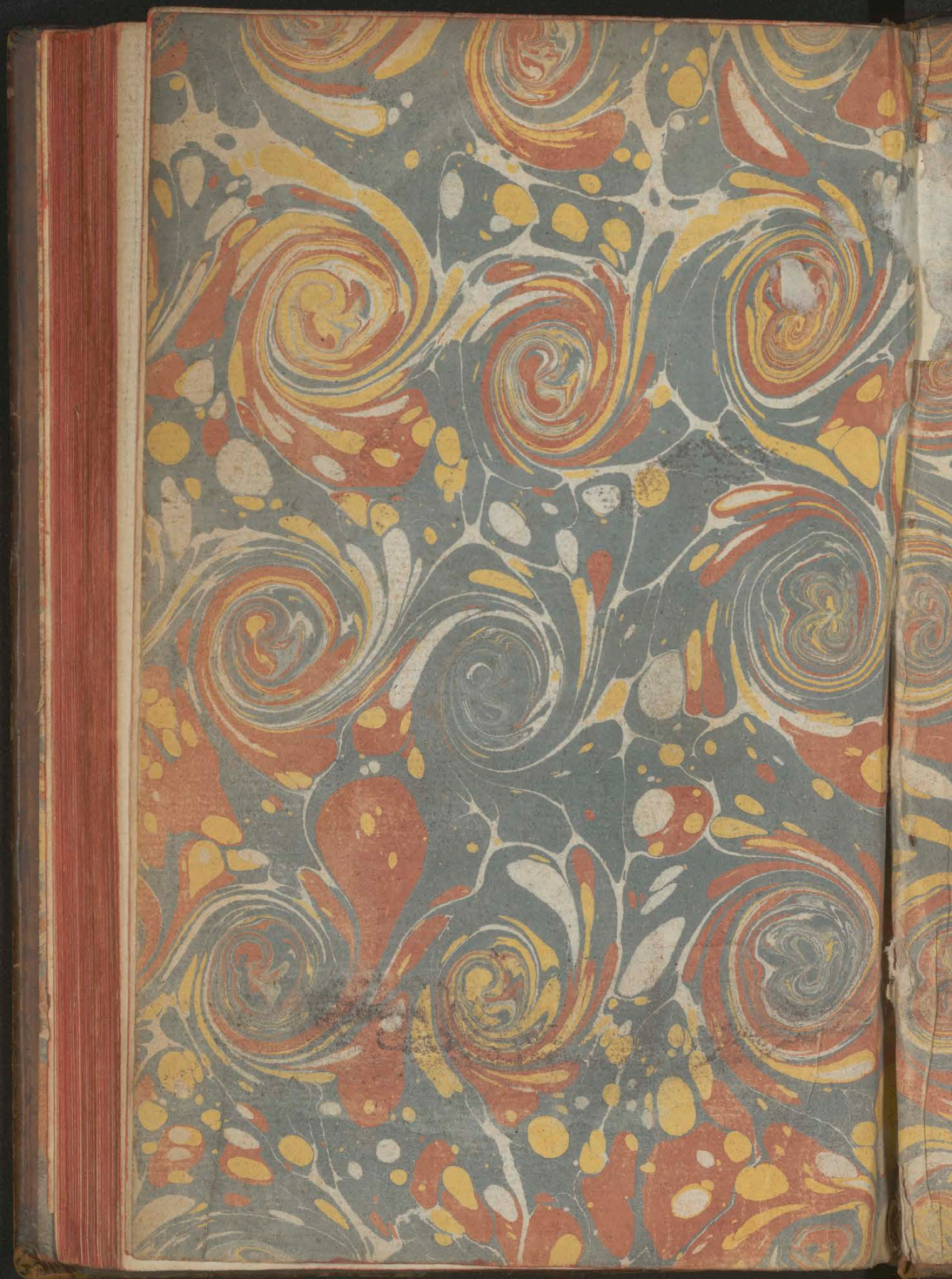
Cette forme d'élection vaudroit sans doute mieux que celle qui a subsisté jusqu'à présent ; mais il vaudroit mieux encore établir l'hérédité du trône qui assurant le sceptre dans une famille , mettroit fin pour toujours à toute guerre intestine ; sans compter qu'un Roi patriote pourroit bien plus facilement alors réformer les abus qui subsistent dans le Gouvernement Polonois.



F I N.



port  
& color  
B





Biblioteka Jagiellońska  
  
stdr0026651

